

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 13 - Avril 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs



« Nous luttons pour vaincre ! » « Ils ne passeront pas ! »

***L'agression impérialiste
contre le Nicaragua
vise à renverser
le gouvernement du FSLN
et à écraser la révolution***

(lire pages 2, 3 et 4)

Argentine : « Au mur, les militaires qui ont vendu la nation ! »

(page 5)

Moyen-Orient : Le Conseil national de l'OLP

(page 14)

Sénégal : Assemblée nationale souveraine !

(page 13)

Portugal : L'enjeu des prochaines élections

(page 12)



Edmund Baluka lors d'une conférence à l'université de Varsovie en juin 1981.

**Le procès contre
Edmund Baluka
a commencé**

(lire pages centrales)

Défense du Nicaragua

Le défi pour les Etats-Unis de voir s'accomplir une marche révolutionnaire au travers de l'isthme centro-américain est plus évident que celui que constituait le Vietnam, à l'autre bout du monde. Environ les deux tiers du pétrole importé par les Etats-Unis passent par la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique... La "théorie des dominos" est encore plus vraie appliquée à l'Amérique centrale qu'à l'Asie du Sud-Est. »

C'est en ces termes que *The Economist*, l'hebdomadaire londonien lié à certains des cercles financiers les plus importants de Grande-Bretagne, justifie, au nom de la « nécessité », l'intervention de plus en plus ouverte de l'impérialisme américain au Salvador, au Guatemala et contre le gouvernement du FSLN au Nicaragua.

Et l'éditorialiste de *The Economist* d'ajouter : « La "perte" du Salvador porterait un coup meurtrier à la politique étrangère des Etats-Unis, rappelant à ses alliés comme à ses ennemis le Vietnam et les otages d'Iran. Elle rapprocherait dangereusement le bruit de la canonnade du Panama et du Mexique. »

Dans les jours qui ont suivi la déclaration de Reagan selon laquelle les Caraïbes constituaient la « 4^e frontière des Etats-Unis », le sens de cette formule est clairement apparu.

Agression contre le Nicaragua

Non seulement Reagan intensifie son aide et son soutien à la junte salvadorienne et à la dictature de Rios Montt au Guatemala, mais ses coups se concentrent aujourd'hui contre le Nicaragua, victime d'une véritable agression.

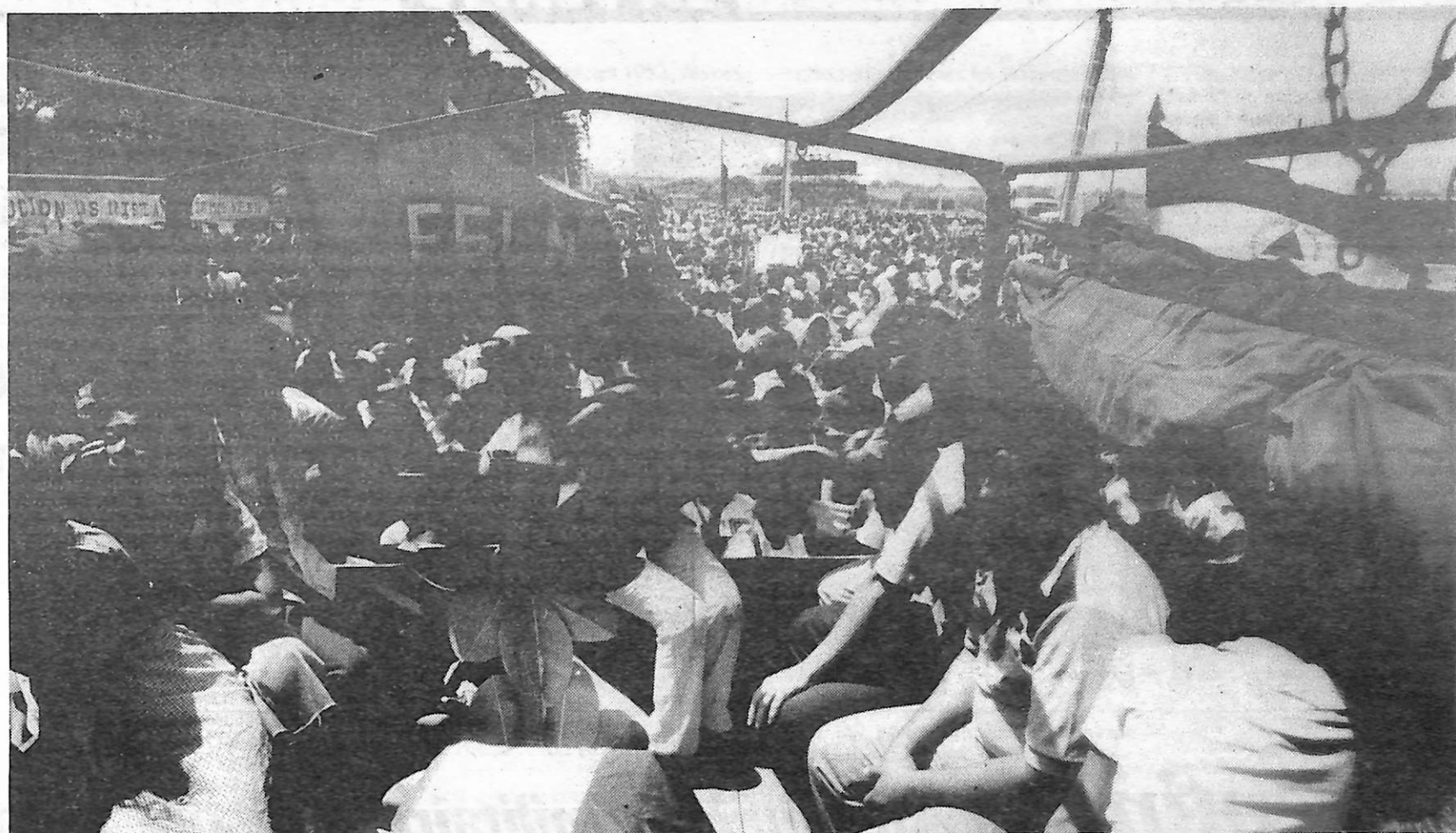
Aujourd'hui, contre le mouvement des masses exploitées et opprimées de toute l'Amérique centrale, c'est une nouvelle escalade de la violence contre-révolutionnaire.

L'assassinat à Managua même d'une militante responsable du FMLN du Salvador souligne l'implication de services secrets autrement efficaces que les débris de la garde prétorienne de Somoza. L'intensité des opérations militaires menées à partir de la frontière du Honduras témoigne de l'existence d'un soutien logistique dépassant les capacités du seul gouvernement hondurien.

D'ailleurs, le 7 avril, le quotidien américain *New York Times* révélait qu'il y a exactement un an, le Conseil national de Sécurité des Etats-Unis avait approuvé un plan définissant comme objectifs la déstabilisation du régime nicaraguayen, l'isolement de Cuba et le sauvetage à tout prix du gouvernement salvadorien.

L'hebdomadaire *Newsweek*, de son côté, expliquait que la CIA avait déjà dépensé 19 millions de dollars pour soutenir les « somozistes » basés au Honduras et qu'elle tire aujourd'hui 11 millions supplémentaires d'un fonds secret.

Le but officiel de ces opérations est d'interdire le passage d'armes à destination des guérillas du Salvador. Mais, ajoute *Newsweek*, « le Congrès (c'est-à-dire le Parlement américain) est de plus en



Une manifestation du FSLN au Nicaragua.

plus convaincu que le but des insurgés (les émigrés somozistes) et de la CIA est le renversement du régime sandiniste ».

C'est-à-dire que c'est là le but de Reagan qui se heurte d'ailleurs à la résistance de nombreux parlementaires « qui ne partagent pas l'enthousiasme du gouvernement pour cette guerre secrète », note *Newsweek*.

Les choses sont claires : Reagan organise l'agression contre-révolutionnaire en Amérique centrale. Et il le fait avec des méthodes et des moyens qui, en effet, ne sont pas sans évoquer celles qui conduisirent à l'intervention directe au Vietnam et qui produisirent déjà une forte opposition du peuple travailleur des Etats-Unis.

La propagande pro-impérialiste n'a pu produire qu'un « prétexte ». La « cause » de tous les développements révolutionnaires qui affectent l'Amérique centrale serait le rôle joué par le gouvernement nicaraguayen.

Défendant avec le cynisme et la lucidité d'un porte-parole du plus vieil impérialisme les actions contre-révolutionnaires de Reagan, *The Economist* détruit — dans l'article que nous avons déjà cité — cet argument en notant que « lorsque le Nicaragua tomba entre les mains des sandinistes, les mouvements insurrectionnels du Guatemala et du Salvador s'animèrent ».

En d'autres termes, la victoire remportée par le peuple du Nicaragua chassant la dictature de Somoza ne pouvait qu'avoir un effet mobilisateur pour les masses qui subissaient le joug de dictatures identiques dans leur contenu essentiel et pareillement subordonnées à l'impérialisme américain.

C'est pourquoi, face à la montée révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale — qui se

combine avec la crise croissante des régimes en apparence les plus « sûrs » d'Amérique latine —, la contre-révolution se voit contrainte de porter des coups à la révolution nicaraguayenne elle-même et au gouvernement qui est issu de la phase actuelle de son développement.

Tous les moyens

L'escalade contre-révolutionnaire utilise tous les moyens. A ceux de l'agression à partir des bases du Honduras, s'ajoutent le sabotage économique, l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie nicaraguayenne elle-même (c'est ainsi qu'il y a eu, ces dernières semaines, une pénurie artificiellement provoquée de nombreux articles de première néces-

sité). A cela, se combinent tous les moyens de la pression économique et diplomatique.

C'est ainsi que certains défenseurs de l'impérialisme expliquent qu'il y a aujourd'hui, en Amérique centrale, deux guerres civiles : l'une au Salvador et l'autre au Nicaragua (et l'on ajoute avec un certain degré d'intervention étrange dans les deux cas). Il faudrait aboutir à un « règlement régional », assurant la stabilité des deux régimes.

Le sophisme saute aux yeux. Dans le cas du Salvador, il s'agit effectivement d'une guerre civile, menée avec l'appui des masses contre un régime qui a assassiné par dizaines de milliers ouvriers, paysans et intellectuels, un régime soutenu à bout de bras par l'administration Reagan.

Dans le cas du Nicaragua, il s'agit d'opérations contre-révolutionnaires, initiées et soutenues par l'impérialisme américain contre le gouvernement du FSLN issu du processus ouvert par le renversement de Somoza sous les coups des masses.

Défendre la révolution nicaraguayenne

Comme le souligne la lettre du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » à toutes les sections : « Une chose est certaine en Amérique centrale : le problème posé par le Nicaragua, pivot de la révolution centro-américaine, revêt un caractère d'urgence pour l'impérialisme nord-américain. Quelles que soient les manœuvres politiques, les négociations et les pressions diplomatiques, un point de non-retour a été atteint, qui ne permet pas une issue pacifique.

Défaire la révolution au Nicaragua requiert une véritable guerre contre-révolutionnaire ; mais une guerre au Nicaragua déboucherait immédiatement sur une guerre dans toute l'Amérique centrale. »

Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se placeront au premier rang du combat pour la défense de la révolution nicaraguayenne. Comme le dit en conclusion la lettre du Secrétariat international : « Aujourd'hui, il faut une réponse des forces ouvrières et anti-impérialistes... La "IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)" doit redoubler d'efforts et avancer toutes sortes d'initiatives propres et soutenir toute action pratique en défense de la révolution centro-américaine et, en premier lieu, contre les agressions impérialistes contre le Nicaragua. »



Reagan et le président du Costa Rica Monge.

Amérique centrale

- 3

UNE INTERVIEW D'ALEJANDRO SERRANO CALDERA, AMBASSADEUR DU NICARAGUA EN FRANCE

« La solidarité internationale est absolument fondamentale pour permettre l'approfondissement de la révolution nicaraguayenne »

Question : M. l'Ambassadeur, est-ce qu'il vous est possible de faire le point pour nos lecteurs sur l'agression dont est victime le Nicaragua ?

Réponse : Oui. L'agression contre le Nicaragua a été faite directement par l'ex-garde de Somoza basée dans le territoire hondurien, entraînée, conseillée et préparée par les Etats-Unis. C'est la première partie d'un processus global contre-révolutionnaire. Ces ex-gardes somozistes sont basés du côté hondurien à la frontière nord du Nicaragua. Ils sont entre 8 000 et 10 000. Environ 1 500 ex-gardes somozistes ont passé la frontière au nord du pays avec pour objectif de prendre le contrôle de la région. Ils voulaient y constituer un gouvernement provisoire, lequel devait ensuite être reconnu par les Etats-Unis et par les autres gouvernements militaires de l'Amérique centrale. C'était le plan d'origine. Ce plan n'a pas pu se concrétiser dans sa première phase puisqu'aucune ville de la région nord n'a été prise. Même l'objectif de prendre « possession » de quelques villages de faible population a échoué.

Je peux dire qu'il y a eu échec des objectifs militaires, politiques et diplomatiques. Mais ces 1 500 ex-gardes sont surtout dans la zone frontière, et une colonne de 200 ex-gardes a pénétré un peu plus en profondeur dans notre territoire.

La seule action qu'ils ont réalisée est l'assassinat, le 2 mars, de 17 jeunes de la Jeunesse sandiniste. Ils ont fait aussi une autre attaque contre une petite population, à Rancho-Grande. C'est une population totalement sans défense. Ce n'était pas un objectif militaire mais ils n'ont pas pu la prendre. Nous connaissons ici en France les conséquences dramatiques de la mort du médecin français, le Docteur Petitjeans, qui est mort à l'occasion de cette attaque.

La mort du médecin français

Il y a eu 5 morts : le médecin français, 4 Nicaraguayens, et 17 blessés parmi lesquels 7 enfants. A ce stade de l'agression somoziste, je peux dire sans triomphalisme, sans optimisme exagéré que la situation est sous le contrôle de l'armée nicaraguayenne sandiniste ; évidemment je ne parle pas de la liquidation de l'agression, je parle d'une désarticulation, d'une impossibilité militaire d'agir en accord avec ses objectifs originaux.

Il y a une question sur laquelle je veux attirer l'attention, c'est très important. C'est la provocation qui a été faite par l'armée hondurienne. Nous avons vu déjà les interventions de l'armée hondurienne qui s'est livrée à des provocations contre le Nicaragua, et même des violations du territoire nicaraguayen. Je peux dire avec précision que des attaques ont été commises le dimanche 20 mars dans la matinée et le lundi 21 mars à 9 heures. Mais aussi le jeudi 24 mars, où l'armée hondurienne a pénétré sur 3 km dans le territoire nicaraguayen.

Nous sommes disposés pour éviter cette provocation, mais bien évidemment nous nous défendrons contre elle. C'est élémentaire, quelles que soient les attaques que nous pouvons recevoir dans notre territoire. Ce que je veux dire c'est qu'il y a un plan, peut-être le plan d'une guerre entre le Honduras et le Nicaragua qui peut servir à justifier le développement du plan global. On peut avoir d'abord l'intervention de



L'ambassadeur du Nicaragua.

l'armée somoziste, deuxièmement l'armée hondurienne et troisièmement un conflit, en apparence entre Nicaraguayens. Et d'autres possibilités que nous ne pouvons pas connaître. Voilà la conception globale du plan, voilà la situation. Je veux réaffirmer notre volonté de ne pas nous laisser provoquer mais aussi de nous défendre. Nous avons publié avant-hier un communiqué dans lequel nous réaffirmons la volonté de dialoguer bilatéralement avec le Honduras et bilatéralement avec les Etats-Unis en présence de témoins. Des témoins qui peuvent être des gouvernements absolument respectables de par le monde. Nous voulons qu'il y ait des gouvernements et d'autres présences qui puissent garantir le résultat d'une négociation. C'est dans cet objectif que nous avons demandé la convocation du Conseil de sécurité des Nations-Unies au cours duquel nous avons présenté la dénonciation par le Nicaragua de l'agression. Nous avons aussi dénoncé le plan global que je vous ai expliqué.

Les informations de la presse américaine

Nous avons aussi cherché à prévenir la guerre avec le Honduras en mettant en évidence la provocation de l'armée hondurienne comme partie d'un plan global de provocation. Nous avons vu aussi tout récemment, la semaine dernière, les informations du *New York Time*, et cette semaine les informations de *Newsweek*. Les dénonciations de la presse américaine ne peuvent être suspectées. Elles montrent le niveau de participation des Etats-Unis à ce plan. Ce sont les journalistes américains eux-mêmes qui ont montré cette participation des Etats-Unis à l'armée somoziste, leur aide à l'armée hondurienne, la formation d'un état-major coordonné par l'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, et aussi l'aide économique et financière des Etats-Unis à la contre-révolution.

Q. : Quelle est la place occupée par les anciens membres du gouvernement de reconstruction nationale et

par Eden Pastora, qui en général sont au Costa Rica ?

R. : Il y a un groupe qui s'appelle le Front démocratique nicaraguayen (FDN) et dont le chef est M. Fernando Chamorro. C'est un groupe qui est situé dans la zone sud du pays. Il y a des communications avec les gardes de Somoza. Le groupe de Pastora situé au Costa Rica est un front politique plutôt que militaire, bien qu'il ait fait connaître sa participation, à compter du mois d'avril, à l'ouverture d'un front sud à partir du Costa Rica vers le Nicaragua. Hier, j'ai lu (mais je n'ai pas d'information officielle) que Pastora avait été expulsé du Costa Rica, selon le ministère de l'Intérieur de ce pays. Je ne peux pas en ce moment le confirmer, je n'ai pas reçu une information officielle. Ce que je peux vous dire, c'est que lundi s'est tenue une réunion bilatérale entre le Nicaragua et le Costa Rica.

J'ai ici quelques propositions nicaraguayennes, notamment la réaffirmation du respect par le Nicaragua de l'accord de 1858 concernant la souveraineté du Nicaragua sur le fleuve San Juan et le droit de libre navigation du Costa Rica. Le Nicaragua a proposé l'instauration d'une commission spéciale formée par les spécialistes des deux pays pour établir un accord.

Un pacte de non-agression

Il y a eu aussi un deuxième point sur la proposition de rencontres d'un haut niveau entre représentants des deux gouvernements comme le moyen le plus important pour maintenir les relations les meilleures, pour le respect mutuel et la coopération entre les deux Etats. Et finalement, la délégation du Nicaragua a présenté un troisième point : la souscription d'un pacte d'amitié et de non-agression, comme expression de la volonté des deux gouvernements de maintenir le respect et la coopération mutuels. Du côté du Costa Rica cette proposition du Nicaragua a été considérée avec intérêt, elle sera étudiée et une réponse sera donnée.

Voilà la situation actuelle avec le Costa Rica.

Q. : Parmi les agressions quotidiennes dont est victime le peuple nicaraguayen, il y a les assassinats des membres des comités de défense sandinistes, des milices de quartiers. Cette question est à mettre en rapport avec la réaction des organisations de masses du peuple nicaraguayen et avec l'état de mobilisation face à l'agression. Cela a pu être perçu à l'étranger, à l'occasion de la visite du pape, au cours de laquelle le peuple s'est exprimé librement. Je crois que c'est un fait sans précédent dans le passé qu'un tel dialogue ait pu s'instaurer entre le pape en visite au Nicaragua et le peuple rassemblé sur la place. Quelles sont les mesures que le FSLN a pris pour permettre cette mobilisation de masse contre l'agression ?

R. : Il y a une caractéristique très particulière au Nicaragua, c'est l'organisation des masses, la participation populaire à tous les niveaux de la vie nationale. C'est un phénomène tout à fait nouveau et tout à fait intéressant. La population peut s'exprimer à tous les niveaux d'organisation, à partir d'une organisation de base. C'est la qualité de la révolution sandiniste. Cette organisation commence à l'usine, sur le lieu de travail, dans la catégorie professionnelle. Il y a aussi une tradition de dialogue direct au Nicaragua entre les dirigeants et le peuple. Il y a des programmes, toutes les semaines ou tous les 15 jours, où les dirigeants du gouvernement, du front sandiniste discutent ; même les ministres discutent des problèmes concrets de la communauté nicaraguayenne ou d'un secteur, avec les dirigeants concernés. C'est une tradition qu'a instaurée la révolution.

Milices populaires : l'engagement massif

C'est une expression naturelle et historique du processus que nous vivons, même sur la question de l'agression militaire. Cette mobilisation organisée est aussi une réponse naturelle d'un processus révolutionnaire à la nécessité de défendre la souveraineté. Les milices sont volontaires, mais le peuple s'est engagé massivement. Nous avons plusieurs milliers de personnes dans la milice aux côtés de l'armée sandiniste, qui ont la responsabilité de la défense, y compris militaire, de la révolution, de l'intégrité du territoire nicaraguayen et de la souveraineté du Nicaragua. Dans le moment que nous vivons, les gens sont habitués à s'exprimer et à vivre la révolution dans toutes ses expressions quotidiennes. Ils s'engagent tout naturellement pour la défense. Les gens peuvent discuter avec leurs dirigeants sans problème. Il y a une mobilisation nationale.

Evidemment, l'agression extérieure — je vais l'indiquer dans ce point — n'est pas une guerre civile ; ce n'est pas une rébellion de la population, c'est tout le contraire. La population du Nicaragua a pris les armes pour se défendre d'une agression extérieure que des mercenaires préparaient, entraînés et financés de l'extérieur, dans les camps militaires du Honduras. Nous sommes confrontés à une invasion extérieure avec des finan-



L'ambassadeur recevant D. Viviers, de la rédaction d'Informations ouvrières et L. Favre, de la rédaction de Tribune internationale.

(Suite page 4)

Amérique centrale

4 - Tribune internationale - avril 1983

UNE INTERVIEW D'ALEJANDRO SERRANO CALDERA, AMBASSADEUR DU NICARAGUA EN FRANCE

« La solidarité internationale est absolument fondamentale pour permettre l'approfondissement de la révolution nicaraguayenne »

(Suite de la page 3)

cements, une planification, des directions et des exécutifs extérieurs parmi les ex-gardes de Somoza. Je veux être bien clair sur cette question : nous n'affrontons pas une situation de guerre civile.

On a voulu faire ressembler artificiellement la situation du Nicaragua à celle du Salvador. Ce n'est pas la même situation. Au Salvador il y a une guerre de libération, il y a une guerre intérieure avec ses propres conditions et considérations dans lesquelles je ne veux pas rentrer. Mais c'est un secteur de la population à l'intérieur du Salvador qui lutte.

Au Nicaragua au contraire, c'est une agression extérieure, c'est une invasion. C'est pour cela que, face à cette agression, à l'intérieur du pays la population a pris les armes. C'est pour se défendre, et c'est très important de voir que le gouvernement du Nicaragua, le Front sandiniste peut donner les armes à la population du Nicaragua. Au Nicaragua c'est le peuple qui a les armes pour se défendre et le gouvernement à la confiance absolue dans la mobilisation nécessaire.

Q. : Précisément, vous dites que le peuple a pris les armes, mais est-ce que vous pouvez revenir sur la façon dont le gouvernement sandiniste lui-même a encouragé la formation de la milice, a donné les armes pratiquement ? Je crois qu'il y a eu un appel il y a quelques mois du gouvernement à l'engagement de la milice, à la formation des milices. Est-ce que vous pouvez revenir sur cet appel et la réponse qu'il a obtenue ?

R. : Oui. Le gouvernement a donné les armes au peuple pour se défendre et pour défendre la révolution qui est commune à tous, pas seulement au gouvernement ou au Front sandiniste.

Le Front est l'avant-garde du peuple. Le gouvernement et le Front ont fait un appel au peuple pour se défendre en indiquant l'agression que nous subissons, et le peuple a répondu oui massivement à l'appel du Front sandiniste, et c'est là une démonstration tout à fait claire de l'appui populaire total dont disposent les dirigeants de la révolution.



L'ambassadeur du Nicaragua.

C'est une population armée. Le FSLN a une confiance absolue dans l'utilisation qu'elle fera de ses armes pour défendre la révolution. Il y a eu un appel, il y a eu une réponse massive. Nous n'avons pas à contraindre, c'est une expression tout à fait volontaire de la population de s'engager pour défendre sa révolution.

Q. : Le sabotage économique fait partie du plan impérialiste et la bourgeoisie au Nicaragua semble utiliser cette arme pour déstabiliser le gouvernement.

Nous avons appris par exemple le cas des entreprises qui « décapitali-

sent ». Quelle est la réponse du gouvernement du FSLN à ce type d'agression de la bourgeoisie ?

R. : Il y a à l'intérieur du pays un interlocuteur, un partenaire de la contre-révolution qui est essentiellement un fait extérieur, ce sont les secteurs de la bourgeoisie que vous avez mentionnés qui sont liés fréquemment aux anciens somozistes. Certaines des actions qui ont eu lieu, nous pouvons évidemment voir à qui elles bénéficient et c'est ça la première question ; il y a eu des résistances à la production et d'autres mesures pour diviser de l'intérieur la population du Nicaragua.

gua. Nous nous devons de prendre, et nous prendrons, les mesures qui seront nécessaires pour défendre la révolution. Nous cherchons d'abord à maintenir à tout prix, sauf au prix de la révolution, le pluralisme dans le domaine économique, politique, syndical, religieux, etc. Nous réaffirmons, et je réaffirme à cette occasion, les principes de non-alignement, d'économie mixte et de pluralisme politique.

Mais je veux démontrer que précisément, ce sont certains secteurs de la bourgeoisie elle-même, des Etats-Unis, qui provoquent et créent les conditions, dans l'objectif de « radicaliser » la révolution. Ils se trompent parce qu'ils pensent que nous pouvons être radicalisés mécaniquement de l'extérieur et c'est une erreur. La révolution, c'est une révolution radicale qui préserve ce cadre de pluralisme, d'économie mixte de non-alignement.

Mais de toute façon il y a toute une tendance intérieure et extérieure pour chercher à nous bloquer, à nous créer des difficultés, et bien évidemment nous avons des difficultés à avoir un climat absolu de liberté dans un état de guerre, de guerre extérieure, d'invasion et d'agression des mercenaires.

C'est une question claire, compréhensible. Et nous devons aussi prendre des mesures contre le boycottage économique. S'il faut reprendre la distribution de l'alimentation pour garantir la distribution des produits de première nécessité pour nous protéger de la spéculation, alors nous prendrons toutes les mesures qu'il faudra au moment où la situation ou la conjoncture se présentera, mais notre intention ce n'est pas d'arriver à une décision aussi extrême mais de préserver les conditions de l'exercice libre et pluraliste de tous les secteurs du Nicaragua.

C'est la même chose en ce qui concerne les partis politiques. Nous étions avant cette agression — et nous sommes — engagés au Conseil d'Etat dans la discussion sur la loi concernant les partis politiques, pour définir un statut juridique en relation avec la constitution, les activités, etc., des partis politiques, examiner les possibilités de réalisation d'un processus électoral que nous avions prévu originalement pour 1985 ; mais préparer des élections au moment d'une guerre est très difficile ; ce que je veux faire comprendre, c'est que nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette conjoncture, mais que la volonté, notre volonté, c'est de maintenir ce cadre ouvert.

La discussion a dû être suspendue, mais au moment où nous serons en condition de la réouvrir, nous la réouvrirons.

C'est la même chose en ce qui concerne l'expression religieuse. Nous avons déclaré et réaffirmé récemment la garantie de la liberté d'expression religieuse.

Mais pour revenir à la question concrète que vous avez posée, oui, face à l'action nous avons les moyens, nous les utiliserons si nous sommes obligés de le faire. C'est-à-dire assurer la distribution du produit pour éviter la spéculation, pour garantir l'alimentation de la population. Cela veut dire qu'à la participation privée, que nous voulons toujours rassurer, nous demandons

de produire car elle a une responsabilité dans la production. Il y a une économie mixte, c'est évident, il faut voir quelle place tient l'économie d'Etat et l'économie privée. Mais il faut que le secteur privé prenne ses responsabilités dans le processus révolutionnaire et il faut aussi comprendre qu'il y a une situation nouvelle, qu'il y a des objectifs révolutionnaires qui sont tout à fait prioritaires ; mais il y a bien sûr des possibilités importantes d'actions pour les initiatives privées.

Q. : Quels sont ces objectifs prioritaires sur le plan des mesures économiques ?

R. : Sur le plan des mesures économiques, il est nécessaire qu'il y ait une meilleure distribution des revenus, une participation majeure de la population, la question d'un secteur d'économie populaire dans lequel la population est aussi le propriétaire des moyens de production et des produits, la formation de productions coopératives, la réforme agraire, etc. Dans ce cadre, il y a aussi un secteur privé. Un secteur privé avec des objectifs sociaux dans le cadre d'un processus révolutionnaire.

Q. : M. l'Ambassadeur, nous vous remercions. Mais, pour conclure, il y a eu un appel lancé par le gouvernement nicaraguayen aux peuples du monde entier, aux gouvernements, pour soutenir le Nicaragua face à l'agression. Est-ce que vous pourriez, en quelques mots, pour les lecteurs de Tribune internationale et Informations ouvrières, formuler ce que sont les besoins de la révolution nicaraguayenne en termes de soutien, et en particulier de la part de la population française et des lecteurs de nos journaux ?

R. : Bien sûr. Nous avons lancé un appel pour que l'on donne appui au processus révolutionnaire au Nicaragua. D'abord, au niveau politique, pour comprendre que nous sommes un pays agressé, agressé par l'extérieur, et pour affirmer la volonté de paix du peuple nicaraguayen. Nous appelons à comprendre que cette lutte est celle de tous les peuples, dans la mesure où tous les peuples du monde ont choix à leur souveraineté, leur liberté, leur dignité.

La première question est celle de la compréhension et de la solidarité politique dans cette situation, la dénonciation de l'agression, en agissant pour empêcher des agressions majeures qui peuvent se déclencher sur le Nicaragua. C'est cela que je demande en toute conscience de ce qu'est notre situation, de notre volonté de défense de notre révolution, de la situation de pays agressé où nous sommes. Après la solidarité politique, nous serons aussi très reconnaissants de la solidarité matérielle, en particulier médicaments, alimentation et toutes formes d'appui et d'aide à la population du Nicaragua. La population de France, par exemple, ou de tout pays du monde peut donner un appui à un peuple qui lutte pour la liberté. Et nous savons tous le prix de la liberté. C'est une lutte dure, difficile, et la solidarité internationale est absolument fondamentale pour permettre l'approfondissement de la révolution nicaraguayenne. »



ARGENTINE

« Au mur, les militaires qui ont vendu la nation »

« Al paredon, los milicos que vendieron la nacion » (mot d'ordre scandé dans les manifestations populaires).

« Ceux qui étudient l'histoire se rappellent que les révolutions française et russe ont été précédées de nombreux troubles relativement petits auxquels peu de gens ont attribué de l'importance... Dans la majorité des cas, on connaissait les causes spécifiques de chaque incident : peut-être une augmentation plus forte des impôts locaux ou un abus d'autorité plus flagrant que de coutume. Cependant, ni ces explications, ni la présence des « agitateurs étrangers » ne suffisaient.

Il y avait une série de facteurs bien plus importants : l'élite dominante n'était plus respectée par la population mais elle restait aussi puissante que jamais, et les promesses de réformes faites par ces régimes arrivaient trop tard et le seul sentiment qu'elles parvenaient à susciter était le cynisme...

La situation argentine est assez similaire à celle d'autres pays à la veille des convulsions qui les ont complètement transformés... Quand Vicente Solano Lima, le vice-président d'Hector Campora, a dit que s'il n'y a pas de « réconciliation » nous serons à la veille d'une guerre civile... il affirmait un fait d'évidence...

Le régime continue à croire qu'il peut faire reculer l'horloge à 4 ou 5 ans en arrière, lorsque les Argentins étaient dociles et respectueux. Mais c'est impossible.

L'écrasante majorité des Argentins désire un changement pacifique... Mais cela ne veut pas dire que les Argentins accepteront résignés le sort que leur prépare le régime. La patience a des limites et ces limites se rapprochent rapidement. Si les chefs du régime n'acquiescent pas un peu de sagesse politique, ils se réveilleront un matin et verront que toutes ces petites protestations se sont fondues dans une seule gigantesque protestation et que l'Argentine est balayée par un torrent que personne ne sera capable de contrôler, qu'il soit général, dirigeant politique ou révolutionnaire professionnel... »

(Buenos Aires Herald du 28 novembre 1982).

Depuis que cet article du journal en langue anglaise publié en Argentine est paru, sous le titre significatif : « A la veille d'une guerre civile ? », la situation se tend en Argentine.

APRÈS la grève générale et la manifestation massive place de Mai, devant le siège du gouvernement, au mois de décembre 1982, la grève générale a, de nouveau, paralysé le pays le 28 mars 1983.

Grève générale interdite par la dictature qui l'a déclarée illégale, mais suivie à 90 % par la population du pays. Il s'agit d'une claire radiographie des rapports de force entre le gouvernement des forces armées et le peuple opprimé.

Jorge Triaca, dirigeant d'une des deux centrales syndicales existant en Argentine aujourd'hui (connue sous le nom de CGT Azopardo), a déclaré immédiatement après le mouvement de grève appelé par les deux CGT : « Après la grève de

lundi, s'il n'y a pas de changements substantiels dans la politique salariale, nous ne voyons pas comment nous pourrions éviter de nouvelles épreuves de force. »

Au bord de l'effondrement

C'est que la volonté d'en finir avec le régime se voit renforcée de jour en jour devant les scandales, les mensonges et les attaques auxquels le gouvernement, au compte du FMI, soumet tous les travailleurs.

Avec une dette qui dépasse les 40 milliards de dollars, une inflation à plus de trois chiffres et un chômage qui atteint 20 % de la population active, le pays se trouve au bord de l'effondrement économique et financier. Le Fonds monétaire

international lui-même conseille une attitude prudente car « le remède risque de tuer le malade ». De toute façon, les ordres du FMI impliquent une politique d'austérité et une soumission plus grande à l'impérialisme ; les généraux et leur ministre de l'Economie, Jorge Wehbe, s'appliquent à mettre en place les directives données, en renforçant la haine des masses contre la clique au pouvoir.

Rogelio Frigerio, dirigeant du Mouvement d'intégration et de développement (membre de la « Multipartidaire » qui regroupe les cinq principaux partis bourgeois), a lancé un cri d'alarme en direction de tous les partis politiques : « Quelques directions politiques ne veulent pas ou ne peuvent pas se rendre compte de la gravité de la crise que nous traversons : ils ne pensent qu'à un rassemblement électoral, sans voir que, d'ici là, le pays peut tomber de façon vertigineuse dans un grave processus de désintégration. »

Nous disons qu'il s'agit d'un cri adressé à tous les partis politiques parce qu'en réalité aujourd'hui la totalité d'entre eux (à l'exception des « Montoneros » toujours illégaux et féroce ment poursuivis) ne pensent qu'à une échéance électorale, sans voir la révolution qui couve en Argentine. C'est en particulier le cas du MAS (Mouvement vers le socialisme), organisation à vocation réformatrice constituée par N. Moreno après la dissolution du PST (Parti socialiste des travailleurs).

Bien plus réaliste apparaît l'observation d'un journaliste averti qui commente un meeting de la Jeunesse péroniste : « Dans la nuit du 11 mars dernier, dans l'Etat d'Atlanta, la gauche révolutionnaire a tenu sa première réunion publique de ces sept dernières années. Pas un seul slogan n'a manqué, pas un seul mot d'ordre caractéristique de ce mouvement, non plus que le folklore consistant à brûler le drapeau des Etats-Unis et un pantin représentant le vieil oncle Sam. Par les haut-parleurs, il a même été lu le salut de deux des sept

Appel à l'opinion publique

Après 7 ans : non à l'amnistie !

« Des milliers de personnes ont été arrêtées et « ont disparu » sur ordre du gouvernement militaire.

Durant 7 ans, il n'y a pas eu de réponse cohérente, parce qu'une horrible machine a été mise en place qui a détruit impunément les vies, le travail et les biens de la nation.

Nous connaissons tous — cela a été avoué publiquement — ceux qui ont donné les ordres, ont exécuté et passé sous silence le déroulement de cet inqualifiable plan.

Personne ne pourrait — sans devenir complice — prendre en défense ou accepter l'amnistie ou le voile d'oubli pour les responsables.

Comment admettre que la justice ordinaire nous conduise à d'étranges labyrinthes où les responsables s'abritent derrière des lois promulguées à leur profit ?

Quelle loi peut légitimer l'isolement et les vexations subies par les personnes « détenues-disparues » durant si longtemps ?

Qui acceptera l'inhumation de cadavres de personnes enlevées vivantes, enterrées dans de nombreux cas comme N.N., sans condamner les responsables ?

Qui peut admettre qu'une fois récupérés les enfants disparus, on persiste à cacher l'endroit où se trouvent leurs parents ?

Qui entérinerait l'impunité des RESPONSABLES de l'enlèvement de personnes qui ne sont pas réapparues — ni vivantes ni mortes — dans une vaine tentative pour éliminer la preuve du délit ?

Cette déchirante histoire récente qui humilie le pays exige de prendre la voie à laquelle on ne peut renoncer à la JUSTICE SOUVERAINE.

Ni les lois déficientes, ni les accords dans le dos de l'ensemble des citoyens ne pourront empêcher que les légitimes représentants du peuple protègent en priorité les droits de l'homme en tant que nécessité indispensable à la fondamentale DEFENSE DE LA DEMOCRATIE. »

Mères de la place de Mai et parents des disparus et détenus pour des raisons politiques.

Reproduit du quotidien *El Clarin* du 20 mars 1983

membres de la direction nationale des « montoneros » (les ex-gouverneurs Obregon Cano et Oscar Bidegain), les principaux ennemis de l'appareil répressif.

A la porte du stade, circulaient cependant les fameuses Ford Falcon et leurs sinistres occupants, attentifs et vigilants. Jusqu'à quand ces scènes pourront-elles se passer sans un choc frontal ? Aucun Argentin ne se risque à répondre, y compris parce qu'il y a d'autres contradictions apparemment irrémédiables dans la voie vers les urnes. Il y a par exemple le fait que l'état de siège reste en vigueur, en pleine campagne électorale. » (La Folha de Sao Paulo, 20 mars 1983 - Clovis Rossi, correspondant en Argentine).

Et c'est non seulement l'état de siège, mais aussi l'interdiction des Montoneros avec leur principal dirigeant, Mario Firmenich, en exil. A cela, nous devons ajouter la décision militaire d'imposer par la loi l'absolution de ses crimes (30 000 disparus) et le droit de conserver sous son contrôle la branche « sécurité » sous le prochain gouvernement « civil ». (Voir dans cette page la déclaration des « mères de la place de Mai »).

C'est dire jusqu'à quel point les élections annoncées pour le 30 octobre prochain se trouvent soumises à l'arbitraire anti-démocratique du pouvoir militaire, ce qui d'autre part ne veut pas dire que ces élections puissent servir, comme ce fut le cas en 1973, à assurer une retraite ordonnée des forces armées frappées par les mobilisations populaires.

En finir avec la dictature

La raison n'en est pas seulement la profondeur de la crise économique et politique ou le degré de dislocation de cette institution, véritable

pilier de l'Etat bourgeois, mais le fait que malgré le soutien presque unanime apporté aux « élections » comme pont pour préserver l'essentiel, la mort de Peron et la crise du péronisme rendent extraordinairement difficiles les possibilités de faire du départ des militaires un simple épisode.

C'est pourquoi le Parti communiste a présenté ses candidats aux élections, en cherchant à canaliser et à ligoter l'irruption des masses, et c'est aussi pour cela que le Parti radical présente une image d'oppositionalistes irréductibles au régime. L'enjeu est la majorité du peuple qui a soutenu le péronisme (Parti justicialiste) et qui pour une partie ne se reconnaît plus dans les actuels dirigeants de ce parti nationaliste bourgeois.

Mais les travailleurs cherchent un instrument de combat contre la dictature et non pas qui pactise avec elle « l'issue électorale ». C'est ce qui explique la reconstitution de la Jeunesse péroniste et en particulier des « Montoneros » qui, intransigeants avant la guerre des Malouines dans le combat contre la dictature, ont su conserver cette intransigeance durant la guerre et mettent au centre aujourd'hui la nécessité d'en finir avec le régime militaire.

Aider politiquement à surmonter positivement le nationalisme bourgeois, créer les bases, à partir de celui-ci et de sa crise, pour la constitution d'un parti des travailleurs indépendant de la bourgeoisie, telle est la tâche que se sont assignée les militants trotskystes de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Les protestations dans les casernes

« Un groupe d'anciens soldats ayant combattu aux Malouines a été à l'origine d'un incident au cours de la cérémonie organisée à La Plata par la dixième brigade d'infanterie en l'honneur de ceux qui ont participé à la lutte dans l'archipel. Ils ont hué les officiers qui les commandaient durant le conflit.

Ils se sont jetés au sol, le martelant de leurs poings. C'est alors qu'un officier dégaina son pistolet, menaçant l'un d'entre eux, au milieu d'une bousculade où injures et coups furent échangés.

La majorité des quelque 2 500 anciens combattants réunis sur le terrain de jeux du club de gymnastique et d'escrime pour participer à la cérémonie organisée en leur honneur a gardé son calme, mais quelque 200 à 300 anciens conscrits manifestèrent bruyamment leur mécontentement, allant jusqu'à scandaler des mots d'ordre au contenu politique évident comme : « Elle va finir, elle va finir la dictature militaire ! »

De plus, chaque fois qu'il était fait mention d'une autorité militaire par les haut-parleurs qui assuraient la sonorisation des lieux, cela entraînait une vague d'insultes et de coups de sifflets.

C'est précisément lorsque les généraux Juan Carlos Trimarco et Alberto Schollaert, entourés de tout l'état-major de la dixième brigade, ont commencé à distribuer médailles et diplômes, que les protestataires se sont jetés au sol poings fermés, scandant des paroles agressives à l'intention des chefs militaires sous les ordres immédiats desquels ils avaient été placés au cours de leur service et durant le conflit.

Lorsque le général Schollaert prit ensuite la parole — il fut le seul orateur —, les huées et les sifflements redoublèrent au point qu'un officier exaspéré dégaina son arme réglementaire et mit en joue l'un des jeunes, dans un but évident d'intimidation. Tels sont les faits, comme plusieurs témoins les ont rapportés à l'agence de presse DYN.

Le jeune ainsi concerné, loin de se calmer, a, au contraire, lancé une série d'injures à l'officier, qu'il est impossible de reproduire ici, puis, victime d'une crise de nerfs, a été évacué par quatre ou cinq de ses camarades.

A la suite de cet incident, environ 300 des anciens combattants présents se sont retirés sans participer au défilé qui allait clore la cérémonie. A l'exception de l'officier mentionné précédemment, les autorités militaires ont choisi de ne pas intervenir, et aucune information n'a été donnée quant à d'éventuelles arrestations. »

Reproduit du quotidien *La Voz*

BOLIVIE

Pour qui gouverne Siles Suazo ?

LE 5 mars, des émeutes éclatent à La Paz, provoquées par la rareté et le prix élevé des produits alimentaires. Deux morts et une trentaine de blessés, plusieurs magasins pillés et incendiés. C'est le bilan à la fin de la journée.

Rappelons qu'il y a aujourd'hui en Bolivie un gouvernement de type front populaire en place depuis octobre dernier, après le renversement de la dictature du général Garcia Meza, sous les coups du mouvement des masses culminant dans la grève générale.

Le président Hernan Siles Suazo a pris le pouvoir en tant que chef de l'UDP (Union démocratique populaire), une coalition constituée prin-

cipalement par le MNRI (Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche) et le PCB (Parti communiste de Bolivie).

Le 31 janvier, le MIR est sorti du gouvernement, sa place étant occupée par des membres du MNRI (le parti de Siles Suazo) et des personnalités « indépendantes », renforçant ainsi la présence de la bourgeoisie dans le gouvernement, où sont présents aussi un membre du PDC (Parti démocrate-chrétien) et un représentant des forces armées.

Le principal soutien de Siles Suazo est le PC. Il occupe les deux ministères les plus « exposés », celui du Travail et celui des Mines. Mais le soutien de l'appareil stalinien au gouvernement est très insuf-

fisant pour stabiliser la situation politique en Bolivie. Depuis longtemps, la politique du PC lui a valu une certaine méfiance de la majorité de la classe ouvrière.

Le PC lors du coup d'Etat de 1979

Le PCB s'est distingué en particulier pendant le coup d'Etat du général Natusch Busch en 1979. Au moment où le sang des travailleurs coulait dans les combats de résistance au coup d'Etat, les stalinien s'alliaient au MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) — le parti nationaliste bourgeois de Paz Estensoro — et à l'ADN (Action démocratique nationaliste) — le parti du général Banzer ! — pour

proposer une « solution » à la crise : la mise en place d'un gouvernement tripartite armée-COB-Congrès national.

Et pour démontrer que les militaires n'étaient pas si mauvais que le croyaient les simples d'esprit, l'ambassade de l'URSS invitait la junte militaire à une réception donnée le 7 novembre.

La junte militaire y était présente au grand complet. Cela, six jours après le massacre de la Toussaint, au cours même des combats qui ont fait échouer le coup d'Etat en 15 jours.

Le plus récent échec de l'appareil stalinien s'est produit en septembre-octobre derniers, quand le PCB est venu au secours de la junte militaire menacée par la grève générale de la COB (Centrale ouvrière bolivienne) qui exigeait la fin de la dictature. A ce moment, le PCB s'appuie sur ses positions dans la COB pour essayer d'imposer le mot d'ordre d'élections en 1983, cherchant à éviter la chute de la dictature par la mobilisation des masses. Il échoue. Les mineurs et les masses dans la rue exigent le départ immédiat de la junte.

La faiblesse du gouvernement de front populaire

Ces événements qui ont marqué la prise du pouvoir par le front populaire donnent toute la dimension de ses faiblesses : la COB reste la plus puissante organisation du mouvement ouvrier et le PC n'a pas la force de la soumettre à sa politique.

Siles Suazo sait que la seule possibilité pour que le front populaire fonctionne efficacement serait de compromettre la COB avec le gouvernement. Déjà, avant d'accéder au pouvoir, il affirmait que la COB serait appelée à « co-gouverner ». C'est dans le même sens que va la proposition de « cogestion ouvrière » des mines de l'Etat. Il n'a pu la mettre à exécution jusqu'à présent parce que les responsables syndicaux sont divisés là-dessus ; et

les ouvriers tendent à subordonner toute discussion d'un programme de cogestion à la satisfaction de leurs revendications salariales.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi Siles Suazo n'est pas jusqu'à présent arrivé à un accord avec le FMI (Fonds monétaire international). Celui-ci ne fait pas confiance à la capacité de contrôle de la situation politique en Bolivie par le gouvernement de type front populaire en place, en dépit des efforts de Siles Suazo pour appliquer les recommandations économiques du FMI.

En un an, les importations ont connu une chute verticale de 40 % ; la production a diminué de 12 % et le chômage, par contre, a augmenté de 50 % dans la même période.

Après les émeutes du 5 mars à La Paz, la COB a fait une déclaration se prononçant pour que le gouvernement diffère le paiement de la dette extérieure, établisse le contrôle du commerce extérieur, nationalise les banques étrangères et l'industrie minière (seules les mines d'étain appartiennent aujourd'hui à l'Etat).

Le 17 mars, le gouvernement décrète une hausse de 46 % du salaire minimum (qui passe de 42,1 à 62 dollars). Siles Suazo cède du terrain sous la poussée du mouvement ouvrier. Mais, en même temps, il prévoit la destination de 60 % de la valeur des exportations de 1983 au paiement de la dette extérieure. C'est une manifestation éclatante des contradictions dans lesquelles se débat le front populaire bolivien.

L'importance des événements qui sont en train de se dérouler sur l'« Altiplano » dépasse largement les limites du pays. Elle se combine avec les crises des dictatures d'Argentine et du Brésil, créant des situations politiques extrêmement instables qui tendent à déboucher sur une situation révolutionnaire dans l'ensemble du continent sud-américain.

Gilberto Avelino



Siles Suazo.

COLOMBIE

« Ouverture démocratique » et bruits de bottes

L'EXISTENCE des luttes démocratiques actuellement ne procède pas seulement de menaces ou pressions pour que soit réinstauré l'état de siège, non plus que des prétentions de secteurs ultra-réactionnaires pour imposer une politique ouvertement répressive ou de la terre brûlée.

Quelques secteurs qui se disent de gauche, dirigés par le PC (PSR, M-19, etc.) (1), tournent leurs batteries exclusivement contre les « cercles militaires », et prétextent ou acceptent le fait que ceux-ci sont contraires aux prétendues intentions démocratiques inhérentes au gouvernement actuel. Cette orientation est aussi erronée que celle des secteurs qui se refusent à apprécier les variations de tactiques existantes dans ce gouvernement par rapport à celui de Turbay (2).

La vision opportuniste exagère les frictions entre l'exécutif et les militaires, elle crée le fantôme d'un

ennemi fasciste ou ultra pour, d'un côté, embellir les offres à la Pyrrhus de la prétendue ouverture clamée par le gouvernement. Elle désarme de cette façon les travailleurs, affaiblissant l'idée suivant laquelle toute victoire, aussi éphémère soit-elle, ne pourra être que la conséquence de la pression et des mobilisations populaires.

Elle en arrive à oublier que le gouvernement de Turbay a fini par lever l'état de siège, non par simple manœuvre, mais fondamentalement en résultat d'une pression démocratique qui a rejeté la vague répressive. C'est cette même pression qui a amené Betancur à proposer un gouvernement sans état de siège.

La portée du plan de démocratisation

Le président a bloqué pour le moment les spéculations qui ont rem-

pli les premières pages de la grande presse sur l'instauration de l'état de siège. Il est probable qu'étant donné la situation, ce problème va de nouveau occuper le centre de l'attention d'un moment à l'autre. Parmi d'autres, une question est restée en suspens : quelle est la véritable signification du « plan de développement démocratique » proposé par le gouvernement ? Quel type de modification dans le rôle des militaires ce plan implique-t-il ? L'objectif est-il d'établir un régime démocratique pour remplacer ce que Betancur appelle un régime de « démocratie précaire » ?

La loi d'amnistie qui a été acclamée presque sans exception par toutes les organisations politiques est la meilleure illustration de la forme d'exercice du pouvoir politique que prétend faire Betancur. D'une part, cette loi permet la libération des prisonniers politiques et établit qu'« on tourne la page » vis-à-vis des guérilléristes actifs. D'autre part, et en

même temps, les institutions piliers de l'Etat sont renforcées pour garantir un ferme contrôle de l'ordre public, se dotant de mécanismes de lutte anti-émeutes qui sont en outre efficaces pour réprimer d'éventuelles protestations sociales.

La loi d'amnistie a consacré sa première partie aux revendications populaires, rendant possible la libération de presque tous les prisonniers politiques ; la seconde partie accorde des pouvoirs spéciaux au président et aux forces armées. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, on donne force de loi à la militarisation permanente de régions en conflit — qu'il existe ou non une loi martiale...

C'est le sens de l'action civico-militaire. Celle-ci est apparue dans le passé comme un programme de contre-insurrection appliqué dans des zones de guérilla suivant les expériences du Vietnam ou d'autres guerres. Maintenant, l'action civico-

militaire s'élève à la catégorie d'institution nationale qui fournit une couverture à l'armée pour intervenir dans la « vie civile » sous l'apparence d'actions de type social.

La militarisation continue

La levée de l'état de siège a eu peu d'incidences sur le rôle des militaires dans les campagnes. Nous avons assisté à une véritable offensive politico-idéologique et militaire visant des régions agraires. En ce qui concerne les grandes villes, la présence de l'armée est devenue plus discrète.

On commence déjà à expérimenter des programmes qui sont inclus dans l'action civico-militaire urbaine. L'attention est attirée par l'entraînement militaire qui a été ébauché pour

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

les fonctionnaires publics, et celui qui est d'ores et déjà mis en place dans les villes moyennes. Au moyen d'un formulaire, des techniciens, des avocats, des médecins, etc., d'organismes officiels sont recrutés pour suivre un entraînement durant les week-end et participer à des brigades « sociales » promues par l'armée.

Après une période d'entraînement, ceux qui ont été choisis montent en grade afin de formaliser un lien stable avec l'armée et sont renvoyés à leurs occupations normales comme « forces de réserve ».

En même temps que ce programme, beaucoup d'autres doivent être mis en œuvre comme partie intégrante d'une stratégie de militarisation préventive et de contrôle actuel. La présence des forces armées dans les grèves et dans les « paros civicos » (3) ne peut être prise comme un fait isolé.

Le régime dans son ensemble, le président à sa tête, agit en conformité avec cette définition donnée par Landazabal (4) et par le Procureur (5) qui qualifie la situation politique actuelle comme « une guerre civile latente », « comme une guerre civile non déclarée qui, çà et là, dans les lieux les plus dispersés du pays ou du corps de la société colombienne, éclate d'une façon récurrente et massive ». (Rapport du Procureur sur le MAS (6), 6 février 1983).

La loi d'amnistie a aussi donné pouvoir au président pour modifier à sa guise le fonctionnement de la police. C'est ce qui permet à Betancur (7) d'affirmer, à propos de ce qu'on appelle les problèmes de sécurité : « Parmi ces mesures (à prendre), figure, comme c'est naturel, le renforcement financier et technique des autorités policières et judiciaires (...). Sans recourir à l'arbitraire, ni à des instruments légaux extrêmes qui pourraient être pris pour une faiblesse de notre système démocratique dans son fonctionnement normal, mais avec toute l'énergie qu'exigent de nous la société et l'accomplissement de nos devoirs, nous allons mener la lutte contre les criminels et le crime sans ménagements ni hésitations. »

Le renforcement de l'appareil policier est un moyen essentiel parmi les « moyens de coaction que le pouvoir doit utiliser contre les éléments visant à dissoudre la sécurité ». Il serait naïf de penser que le but de cet échafaudage répressif serait la délinquance de droit commun.

Pour les forces armées, même les défenseurs des droits de l'homme sont complices de la délinquance de droit commun, comme l'a dit le ministre de la Défense et comme l'a confirmé le Premier ministre en soutenant sa déclaration.

Belisario Betancur s'est avancé jusqu'à dire qu'il ne s'agit pas d'un Etat policier. Le soutien de la population aux plans de sécurité est, à son avis, ce qui fait la différence. « C'est ce qui différencie l'Etat policier de l'Etat démocratique. » En réalité, nous sommes devant une nouvelle phase de ce qui a été appelé « institutionnalisation du pays » quand s'est terminé le Front National (8).

Face à une situation internationale convulsive et à l'accumulation croissante de facteurs de crise en Colombie, les classes dominantes se sont mises d'accord sur le projet général d'adaptation des institutions du régime de façon à permettre de prévenir des situations révolutionnaires ou de les affronter si elles deviennent inévitables. La phase préventive implique que des conflits isolés, de caractère social, sont identifiés à des éléments potentiels d'une crise totale ou à des germes de guerre civile.

Les formes démocratiques qui se maintiennent et dans certaines circonstances s'élargissent, se structurent autour d'institutions et de méca-

nismes anti-crise, bonapartistes, concentrés dans le « présidentialisme » et l'appareil militaire.

C'est dans ce cadre général que les gouvernements combinent des politiques de négociation ou de répression, dosant l'un ou l'autre terme suivant l'état de la lutte des classes. Une « démocratisation », une transformation du régime politique qui implique le fonctionnement de la démocratie parlementaire s'avèrent antagoniques aux nécessités de la domination politique dans les conditions actuelles de la lutte des classes aussi bien sur le terrain national qu'international.

Plus encore, il est impossible de le supposer dans un Etat semi-colonial comme l'Etat colombien, alors que la crise économique et politique tend à faire de l'appareil bureaucratique et militaire le centre du pouvoir et alors que la bourgeoisie est incapable d'accorder des concessions aux masses ou de s'appuyer sur elles pour faire resurgir un nationalisme comme celui des premières décennies dans quelques pays d'Amérique latine.

Les différences

Le gouvernement de Belisario ne peut être identifié à celui de Turbay. Les différences entre eux ne tiennent pas seulement au style : ils agissent dans des conditions distinctes et reflètent des nuances politiques réelles dans les classes dominantes. La concertation et l'unité nationale que propose Belisario sont la traduction de sa politique anti-crise. La politique de la « terre brûlée » de répression ouverte qu'ont dirigée Turbay et Camacho Leiva (9) conduisait à une polarisation croissante.

Betancur propose un accord national pour affronter la crise économique par une politique d'austérité et propose un compromis politique avec les organisations syndicales et les organisations ouvrières et populaires, pour maintenir certaines formes démocratiques et réaliser de petites réformes en matière électorale, en échange de la démobilisation et du strict fonctionnement dans le cadre légal.

Ce compromis, dans les termes formulés par le gouvernement, n'altère pas la ligne de renforcement des appareils clés du régime, mais l'entraîne bien au contraire. Betancur tente la démobilisation non seulement en résultat d'une répression, mais en partie en produit de la conciliation avec des regroupements qui peuvent influencer les travailleurs dans les villes et les campagnes. L'apparence d'unité nationale qu'a tenté d'assumer le gouvernement est placée au service de cette tactique.

Dans quelques pays, face à l'imminence d'une crise révolutionnaire, des gouvernements de conciliation ont été mis en place qui, grâce à des mécanismes de concertation ou à des pactes sociaux, parviennent à réunir des forces pour permettre des plans d'austérité et dans le même temps contrôler la mobilisation.

En Europe, ces gouvernements — y compris ceux de type front populaire — ont compté avec la collaboration de forts partis stalinien ou sociaux-démocrates qui « encadrent correctement » la classe ouvrière, facilitant ainsi le travail des classes dominantes.

En Colombie, ces conditions n'existent pas au niveau des organisations, conditions qui seraient nécessaires pour un gouvernement d'unité nationale ou de front populaire, et, ce qui est le plus important, les contradictions sociales et politiques ne sont pas arrivées à un point tel qu'elles imposent à la bourgeoisie de partager la conduite de l'appareil d'Etat avec des représentants directs d'organisations collaborationnistes.



Dans une rue de Bogota.

Le gouvernement de Betancur a de toute façon tiré des leçons de ces expériences et c'est pourquoi il inclut quelques doses de conciliation ou de « concertation », sans affecter le caractère du bipartisme (10). Par de multiples mécanismes, et en particulier par l'intermédiaire des commissions désignées par l'exécutif, le gouvernement actuel cherche à faire en sorte que les directions acceptent formellement le « pacte social ».

L'UTC (11) et la CGT (12) sont en train de jouer le rôle de fer de lance de ce « pacte » dans les rangs du mouvement ouvrier. La CSTC (13) et la CTC (14) sont de fait entrées dans le jeu de Belisario. Le Parti communiste, malgré le petit nombre de ses militants, acquiert une grande importance pour la politique de conciliation, en vertu de son contrôle sur la CSTC, la seconde centrale syndicale, et de son influence dans les FARC (15).

La politique du gouvernement a été, d'un côté, de faire pression dessus, en particulier dans les zones rurales, et de l'autre côté, de l'amener à pactiser. Le résultat qu'on peut observer est que le PC établit une sorte de trêve et, sans cesser de faire quelques actions ponctuelles, commence à concilier avec Belisario et à contribuer à la démobilisation.

Malgré la crise sociale et les prétendus problèmes d'insécurité, le projet du gouvernement est de continuer cette combinaison particulière d'éléments bien dosés de conciliation et de concertation, et du renforcement de mécanismes qui permettent

aux forces armées, à l'armée et à la police une action de plus en plus large. L'état de siège n'est pas le seul instrument d'« exception ». Il y a pour cela les extraordinaires pouvoirs octroyés au président, la situation d'urgence économique ou l'« urgence sociale », et, bien sûr, l'action civico-militaire.

Comme nous l'avons dit au début, les luttes démocratiques restent au premier plan, en réponse à ces plans du gouvernement. Au nom d'une « ouverture démocratique », ils sont en réalité en train de bafouer les aspirations populaires à la démocratie. Les tactiques de lutte des organisations ouvrières et populaires doivent s'adapter aux changements au niveau gouvernemental et à l'état d'esprit des masses qui font confiance au président.

Mais cela ne diminue pas la nécessité de maintenir bien haute la lutte pour la démocratie, contre la militarisation et l'action civico-militaire, contre le renforcement des troupes de choc de la police, pour la destruction du MAS, pour les pleines libertés démocratiques ; le mot d'ordre d'une Assemblée constituante démocratiquement élue, pour définir souverainement les issues à la crise et la question du pouvoir, centralise le programme démocratique.

Camilo Gonzalez Posso

(1) PC : Parti communiste, stalinien pro-Moscou - PSR : Parti socialiste révolutionnaire, section de la IV^e Internationale (Secrétariat unifié) - M-19 : Mouvement du 19 avril, organisation guérillériste, nationaliste petite-bourgeoise.

(2) Turbay : Julio Cesar Turbay Agala : président de la Colombie durant la précédente période.

(3) Paro Civico : arrêts de travail de la population d'une ville, visant à bloquer toute activité.

(4) Landazabal : Fernando Landazabal Reyes : général de l'armée colombienne, ministre de la Défense.

(5) Procurador : procureur de la nation. La procuratie relève du pouvoir judiciaire.

(6) MAS, « Mort aux séquestrateurs » : organisation para-militaire (liée à la Mafia, à la bourgeoisie et à l'armée), responsable de l'assassinat de nombreux dirigeants populaires et d'activistes syndicaux.

(7) Betancur : Belisario Betancur, président actuel de la Colombie.

(8) Front national : accord entre les deux partis bourgeois traditionnels, le Parti libéral et le Parti conservateur, qui impliquait l'alternance présidentielle de ces deux partis.

(9) Camacho Leiva : général de l'armée, ministre de la Défense du gouvernement précédent.

(10) Bipartisme : en accord avec les deux partis bourgeois traditionnels, libéral et conservateur.

(11) UTC : l'Union des travailleurs de Colombie. Centrale syndicale dont la direction est contrôlée par les partis bourgeois.

(12) CGT : Confédération générale des travailleurs, petite centrale syndicale avec influence sociale-chrétienne.

(13) CSTC : Confédération syndicale des travailleurs de Colombie, contrôlée par le PC.

(14) CTC : Centrale des travailleurs de Colombie, dont la direction est contrôlée par les partis bourgeois.

(15) FARC : Forces armées révolutionnaires de Colombie ; mouvement armé à base paysanne, dirigé par le PC.

A quoi aboutit le « miracle »

Le 3 avril, dans une interview publiée par le journal *La Folha de Sao Paulo*, le cardinal-archevêque de la plus grande métropole du Brésil exprimait la crainte d'une « explosion populaire » dans les grandes villes du pays. Estimant qu'un point limite avait été atteint dans la situation des ouvriers à Sao Paulo, Paulo Avaristo Arus prédisait que Sao Paulo, Rio de Janeiro ou Belo Horizonte pourraient connaître la situation des villes du nord-est brésilien, périodiquement envahies par des paysans affamés. Mais dans les grands centres urbains, affirmait Mgr Arus, une explosion populaire ne pourrait pas être dominée et conduirait au « chaos ».

L'ENCRE du journal était à peine sèche que l'explosion redoutée par le prélat se produisit à Santo Amaro, quartier populaire de Sao Paulo. Le 5 avril, des milliers de travailleurs envahissaient les rues pour protester contre le chômage. L'intervention de la police pour réprimer la manifestation déboucha sur des affrontements violents entre manifestants et policiers, qui se prolongèrent pendant plusieurs heures, faisant un mort et plusieurs centaines de blessés.

Le 6 avril, les manifestations reprenaient, les travailleurs, casqués et armés de barres de fer, affrontaient à nouveau la police anti-émeutes en dépit des menaces d'intervention de l'armée brandies par les autorités.

En réalité, le cardinal-archevêque n'avait nul besoin d'être devin pour comprendre le caractère explosif de la situation dans la plus grande concentration industrielle d'Amérique latine et une des toutes premières du monde. Le 16 mars dernier déjà, à l'annonce d'une hausse brutale des tarifs des transports en commun, les habitants du quartier de Santo Amaro prenaient d'assaut un dépôt d'autobus et incendiaient près d'une vingtaine de véhicules.

La conjonction de formidables concentrations d'ouvriers d'industrie frappées dans la période récente par des dizaines de milliers de licenciements, de l'effondrement d'une croissance économique regardée jusque-là comme « miraculeuse » et d'une politique d'austérité sauvage dictée au gouvernement de Brasilia par le Fonds monétaire international a effectivement transformé en poudrière Sao Paulo et les autres grandes métropoles économiques du Brésil.

L'histoire de la composition de ce « cocktail », c'est celle de la transformation du Brésil en prétendue « grande puissance industrielle » au cours des vingt dernières années.

Le « miracle » brésilien

De 1968 à 1973, période de référence du « miracle brésilien », l'économie du pays a connu une croissance moyenne de 11 % par an. Le rythme de croissance du produit national brut s'est ralenti après le « premier choc pétrolier » tout en conservant de 1974 à 1980 une dynamique respectable : + 6,5 % par an en moyenne.

Dans le même temps, le régime militaire en place depuis 1964 pratiquait une politique d'industrialisation à outrance, en coopération

étroite avec les sociétés multinationales attirées par des avantages financiers des plus « juteux », la perspective de croissance forte sur un des plus vastes marchés intérieurs du monde, et la garantie d'une main-d'œuvre abondante, à bon marché, tenue en respect par une répression féroce et muselée par un système « syndical » corporatiste.

Poussés par la faim, la sécheresse et le manque de terre, des millions de paysans des Etats les plus pauvres du nord-est et du centre du Brésil affluent vers Sao Paulo, Belo Horizonte et Rio. Autour de Sao Paulo, les usines métallurgiques surgissent de terre, employant des dizaines de milliers d'ouvriers qui s'installent plutôt mal que bien dans l'immense enceinte industrielle de l'ABC (les zones de Sao Andres, Sao Bernardo, Sao Caetano).

La construction navale envahit la baie de Rio et Belo Horizonte suffoque dans la fumée des aciéries des usines chimiques. Les buildings géants se lancent à l'assaut du ciel de Sao Paulo, et ces images d'Épi-

nal du « miracle brésilien » stimulent l'imagination et la rapacité des dirigeants des entreprises et des banques des principaux pays impérialistes.

Mus par une nécessité autrement plus vitale, 2,2 millions d'habitants du nord-est viendront dans la période 1970-1980 grossir les banlieues du « grand Sao Paulo ». Avec dix millions d'habitants et une population active de plus de cinq millions de personnes, Sao Paulo est devenu le premier centre industriel d'Amérique latine.

Le produit brut de l'Etat de Sao Paulo (le Brésil est une fédération) a dépassé 100 milliards de dollars en 1980, devancé seulement par la Chine, l'Inde, le Mexique et l'Argentine dans le classement des pays dits « en développement ».

A côté du prolétariat agricole « traditionnel » du Brésil, employé dans la production du caoutchouc, du sucre et du café, une puissante classe ouvrière est née de cette industrialisation. Ce sont d'ailleurs les grèves des métallos de l'ABC, en 1980, qui ont sonné le glas de la stabilité du système mis en place depuis le coup d'Etat militaire de 1964.

En même temps, la crise mondiale du système capitaliste frappait de plein fouet l'expansion brésilienne. En 1981, pour la cinquième fois seulement en 60 ans, le PNB du pays régressait de 2 %, avant de connaître une année de stagnation en 1982. La « facture » du « miracle brésilien » était illustrée par un chiffre : un endettement extérieur de 80 milliards de dollars au moins, le Brésil étant au coude à coude avec le Mexique pour le titre de pays le plus endetté du monde. C'est le mécanisme de cet endettement qui

permet de mieux saisir la réalité qui se cachait derrière le « miracle brésilien ».

Un pays « industrialisé arriéré »

Le développement industriel du Brésil, bien loin de faire sortir le pays de sa dépendance et de sa soumission à l'égard de l'impérialisme, a au contraire accentué les traits qui caractérisent la situation d'un pays capitaliste arriéré et de sa bourgeoisie à l'égard du marché mondial, l'incapacité à y trouver un accès indépendant.

La « nouvelle » industrie brésilienne est entièrement dominée par les filiales des grandes multinationales américaines et européennes. Comme dans les autres pays d'Amérique latine, leur implantation a signifié l'écrasement des chétives industries nationales, incapables de résister à une concurrence qui ne pouvait plus être contenue par une protection douanière. Cela est particulièrement vrai pour l'industrie automobile, celle des biens de consommation durables (électro-ménager, petit matériel électrique), l'équipement industriel et agricole, la chimie-pharmacie, etc.

En s'implantant au Brésil, les grandes firmes des pays impérialistes se sont non seulement assurées des positions dominantes sur un vaste marché intérieur (entre 1950 et 1980 par exemple, le nombre des automobiles en circulation est passé de 235 000 à 10 millions), mais en ont fait une base d'opération pour exporter vers d'autres pays arriérés,

en jouant à fond des bas coûts de production.

Mais le comble, c'est que l'apport financier nécessité par cette industrialisation au profit du capital étranger a été réalisé en grande partie par le biais des finances publiques du Brésil, au prix d'une progression foudroyante de l'endettement extérieur du pays, particulièrement depuis 1974, lorsque le commencement de la crise a accusé tous les traits artificiels du développement.

Entre 1968 et 1973, l'endettement net du pays est passé de 3,6 à 6,2 milliards de dollars. En 1979, la dette brute atteignait 51 milliards de dollars, mais le Brésil pouvait encore compter sur une dizaine de milliards de dollars de réserves en or et devises. A la fin de 1982, la dette brute et nette dépassait les 80 milliards de dollars, les réserves tendant vers zéro.

Pour partie, cet endettement a servi à régler la facture pétrolière du Brésil, gonflée dans des proportions énormes par l'industrialisation et par la hausse brutale des prix sur un marché du pétrole contrôlé par les grandes compagnies américaines et non par le prétendu cartel des pays producteurs, l'OPEP, comme une propagande plus ou moins subtile a voulu le faire croire.

L'argent prêté au Brésil par les banques internationales basées dans les pays impérialistes, à des taux d'intérêts qui s'envolaient, revenait ainsi soit directement dans les caisses des compagnies pétrolières, soit indirectement dans celles des banques sous la forme des dépôts des pays producteurs de pétrole. Mais ce circuit financier profitable pour le capital étranger n'est pas le seul.

Pour une autre partie, le gonflement de la dette extérieure, conjointement avec la création de monnaie alimentant une inflation galopante, a servi à financer l'industrialisation par le biais des budgets publics : budget du gouvernement fédéral brésilien, des 22 Etats et des municipalités, budgets des entreprises publiques, et enfin « budget monétaire » qui n'est rien d'autre que la gestion de l'utilisation de la planche à billets par la banque centrale du Brésil.

Par exemple, 80 % des crédits fournis aux entreprises publiques par la Banque nationale pour le développement économique ont été alimentés par les recettes de l'Etat fédéral et par le « budget monétaire ».

L'argument selon lequel la création par le régime militaire d'un vaste secteur d'entreprises publiques permettrait au Brésil de tirer les principaux bénéfices de son processus d'industrialisation ne tient pas. Sans même évoquer le fonctionnement de ces entreprises d'Etat, caractérisé par le népotisme, le clientélisme et le gaspillage, ce sont encore les sociétés étrangères ou leurs filiales qui en sont les principales bénéficiaires.

Dans la majorité des cas, les entreprises d'Etat sont des gestionnaires de marchés publics dont les achats vont grossir les carnets de commandes des multinationales. Les grands travaux d'équipement, comme le barrage d'Itaipu (coût : 16 milliards de dollars) ou l'usine sidérurgique d'Acominas (coût : plus de 5 milliards de dollars) ont rapporté des sommes gigantesques



Le général Figueiredo, chef de la dictature militaire.

brésilien » ?

aux sociétés américaines, allemandes, japonaises, britanniques et françaises qui ont apporté la technologie et vendu les équipements.

Le Brésil fournissait la main-d'œuvre, les matières premières et l'argent... et gardait pour lui le remboursement de la dette et des intérêts aux banques internationales. De plus, en aval, ces équipements bénéficient encore aux filiales des multinationales qui dominent le marché intérieur, en contribuant à abaisser leur coûts de production.

Le Brésil et le marché mondial

Maîtres d'œuvre de l'industrialisation du Brésil, les grandes sociétés étrangères lui ont assigné une place particulière dans la division internationale du travail.

Tout d'abord, en ce qui concerne les matières premières et leur transformation, le Brésil demeure pour l'essentiel dans la situation des pays capitalistes arriérés, vendeurs de minerais ou de produits agricoles de base, et importateurs de produits transformés. A ce titre, il demeure extérieur aux centres de décisions qui se situent dans les métropoles impérialistes et sur les marchés de Londres, New York et Chicago experts dans l'optimisation, du profit des capitalistes, des cours des matières premières.

Il est significatif que le Brésil se soit lancé dans l'édification d'une industrie sidérurgique au moment où le marché mondial de l'acier entrait dans une période d'effondrement. Et s'il tente malgré tout de vendre, à perte, sur les marchés des pays industrialisés, il se heurte à l'arsenal protectionniste, comme cela vient d'être le cas pour les exportations brésiliennes d'acier vers la CEE. Le fer du Brésil, oui, son acier, non.

En second lieu, l'industrialisation n'a pas éliminé la dépendance du Brésil par rapport aux importations en provenance des pays industrialisés. C'est plus apparent pour ce qui concerne tous les grands projets d'équipements, des aciéries aux centrales électro-nucléaires. Mais cela vaut également pour l'industrie automobile, où l'assemblage de composants et de pièces importées tient encore une large place. L'exemple vaut pour nombre des industries de transformation.

Enfin, quand l'industrie brésilienne de transformation veut à son tour exporter, les marchés qui lui sont désignés sont bien définis. Prétendu « riche », le Brésil ne doit vendre qu'à plus pauvre que lui, ce que dans le jargon international on appelle les échanges Sud-sud.

Ainsi, Volkswagen du Brésil, filiale du géant allemand de Wolfsburg, ne vend pratiquement pas une voiture en Europe et aux Etats-Unis, mais a, ou avait, ses principaux marchés à l'exportation en Amérique latine, en Afrique ou au Moyen-Orient. Des marchés fragiles, comme l'expérience récente le démontrera.

La conséquence de cette position est une sensibilité accrue à la contraction progressive du marché mondial et à l'aggravation de la crise du système capitaliste international en 1980-1981. En février 1983, le Brésil, incapable de faire face au remboursement des échéances

de son énorme dette extérieure, devait faire appel au Fonds monétaire international et à sa thérapeutique brutale. Le voile déchiré du « miracle » laissait apparaître une réalité catastrophique.

La facture

La demande du Brésil au FMI et aux banques internationales de permettre le refinancement à long terme de sa dette extérieure et de lui accorder immédiatement près de 5 milliards de dollars pour faire face aux échéances immédiates sanctionnait la véritable fuite en avant qui a caractérisé le développement de l'économie brésilienne.

Les chiffres livrent un témoignage implacable. En 1970, la facture pétrolière du pays et le paiement des intérêts de sa dette extérieure représentaient ensemble moins de 20 % du revenu des exportations. En 1982, 93 % du revenu des exportations étaient absorbés par le service de la dette et la facture pétrolière (46 % et 47 % respectivement).

En dépit de ses efforts pour augmenter sa production de pétrole et de carburants de substitution, le Brésil était d'abord frappé par le second choc pétrolier en tant que pays consommateur. Puis, à partir de 1981, le retournement sur le marché mondial des produits pétroliers l'atteignait indirectement, la baisse des prix tarissant les ressources de ses nouveaux clients. Des marchés comme ceux du Mexique, du Nigeria, de l'Argentine, de la Pologne se sont brutalement fermés du fait de la faillite financière de ces pays. Par exemple, le Nigeria a suspendu du jour au lendemain ses commandes à la *Volkswagen do Brasil*.

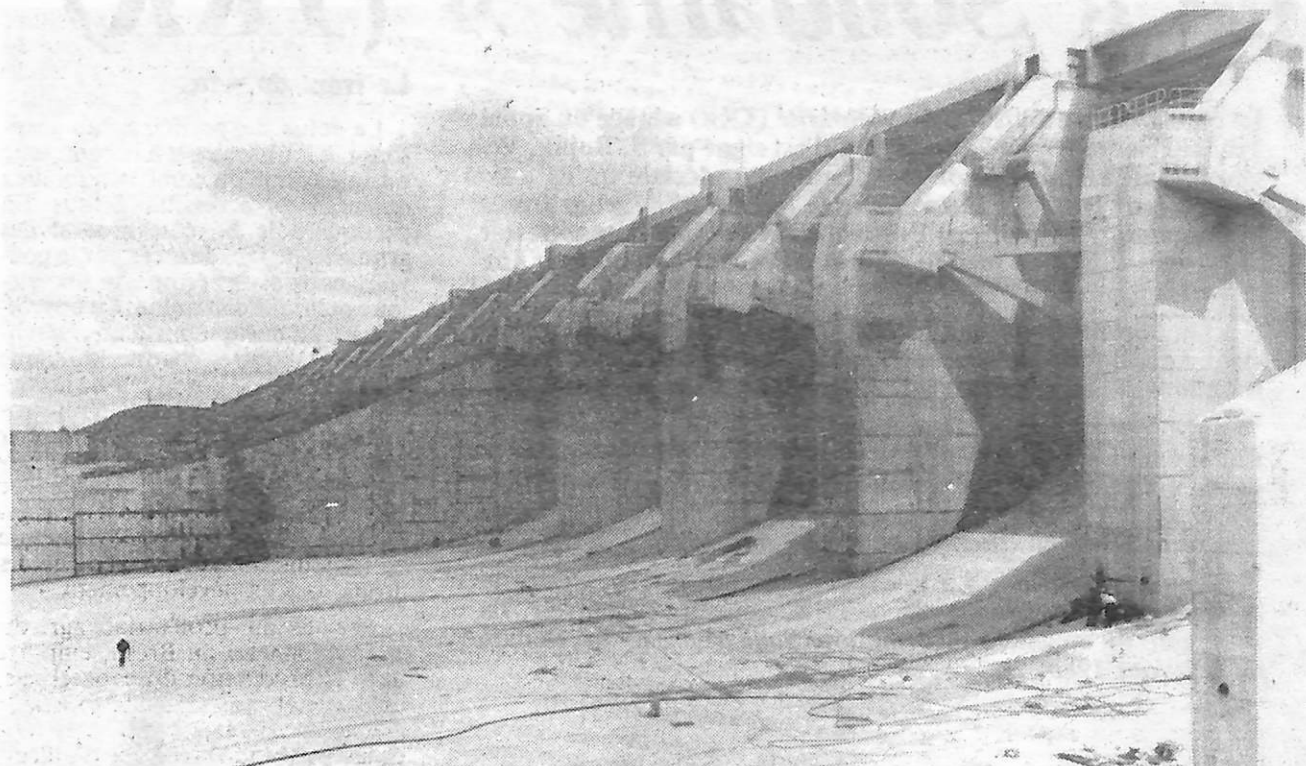
Dans ses échanges avec les pays capitalistes avancés, le Brésil se heurtait à la récession des marchés et à la montée généralisée du protectionnisme. Selon le ministre brésilien des Finances, 42 % des exportations de produits manufacturés du Brésil sont soumis à des obstacles protectionnistes divers sur les marchés américain et européen.

Dans le même temps, le pays enregistrait la dégradation des termes de ses échanges (mesure de la valeur des importations par rapport à celle des exportations) qui passaient de l'équilibre en 1978 (base 100) à une situation fortement négative en 1982 (indice 65, la valeur des produits exportés par le Brésil ne représentant plus que 65 % de la valeur des produits qu'il importe). Cela en raison notamment de la mauvaise conjoncture sur les marchés des matières premières (fer, sucre, fruits, café, cacao, etc.).

Bilan : une récession de 2 % en 1981 et une stagnation en 1982 (0,12 % de progression pour le secteur industriel), une inflation record de 99,7 % en 1982, un déficit de la balance des paiements courants qui passe de 11 milliards de dollars en 1981 à 14,5 milliards en 1982, et au bout du compte l'appel au FMI, une humiliation que le Brésil avait refusée en 1958 et que le régime Figueiredo a dû accepter en 1983.

La médecine du FMI

Les recettes du Fonds monétaire international, dont l'application conditionne l'octroi d'une aide



Le barrage d'Itaipu dont la construction a coûté 16 milliards de dollars.

financière directe et surtout la possibilité de négocier avec les banques internationales le rééchelonnement de la dette extérieure, ne brillent pas par leur originalité : ponction brutal sur le pouvoir d'achat de la population, réduction massive des dépenses publiques.

Dans le cas du Brésil, cela a donné d'abord une dévaluation de 23 % du cruzeiro par rapport au dollar, en plus des ajustements quasi hebdomadaires en fonction de l'inflation, pour donner un coup de fouet aux exportations, et avec comme conséquence un bond de l'inflation (+ 10,1 % pour le seul mois de mars).

En outre, le FMI a demandé une remise en cause du système d'indexation des salaires, pourtant déjà terriblement défavorable. Alors que jusqu'à trois fois le salaire minimal, les rémunérations étaient réévaluées tous les six mois de l'équivalent de l'inflation plus 10 % (soit par exemple une progression de 55 % pour une inflation de 50 %), les 10 % seraient supprimés alors qu'ils ne compensaient déjà pas le retard dans la réévaluation des salaires. Les salaires représentant de 3 à 10 fois le salaire minimal ne seront réajustés qu'à concurrence de 95 % de la hausse des prix, contre 100 % auparavant. Ces mesures frappent brutalement les deux tiers des salariés brésiliens.

De plus, le FMI a exigé que les prix de l'énergie progressent plus vite que l'inflation, la suppression des subventions aux prix agricoles. Exemples de hausse des prix sur des produits de base : + 12 % et + 29 % sur le lait condensé et le lait en poudre début avril, + 169 % pour le haricot noir (base de l'alimentation) en un an, + 527 % pour le kilo de patates, + 415 % en 1980 et 1983 sur le café. Alors que le gouvernement avait fixé pour 1983 un objectif de hausse des prix de 70 puis 90 %, le rythme annuel dépasse déjà les 100 % en mars.

En procédant ainsi à un véritable étranglement de la demande intérieure, le régime de Brasilia espère diminuer massivement les importations, tout en poussant les exportations pour atteindre l'objectif d'un excédent commercial de 6 milliards de dollars en 1983, indispensable si

le Brésil ne veut être contraint de frapper à nouveau à la porte du FMI et des banques pour solliciter des fonds. En fait, l'objectif est hors d'atteinte.

Les difficultés citées plus haut sur les marchés extérieurs jointes à l'effondrement du marché intérieur qui va s'accélérer avec l'application des « remèdes » du FMI entraînent une explosion du chômage. Au cours des trois premiers mois de l'année, près de 60 000 personnes disposant d'emplois stables ont été licenciées officiellement à Sao Paulo. Les six principales villes du pays comptent officiellement près de un million de sans-emploi. Le chômage atteint 13,2 % de la population active à Sao Paulo, qui, avec sa région, représente 65 % de la production industrielle du Brésil. Il atteint 15 % dans la métallurgie et plus de 43 % dans le commerce et les services. Pour absorber le million et demi de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, la croissance doit approcher 5 %.

Les coupes claires dans les dépenses publiques vont avoir des conséquences brutales sur la vie de milliers d'entreprises et de centaines de milliers d'ouvriers. Le programme électro-nucléaire a été suspendu sine-die. Le gouvernement vient de signifier l'arrêt de la construction d'une usine sidérurgique pourtant aux trois quarts achevée. On ne saura que faire des milliards de Kwh produits par le barrage d'Itaipu. Les autres grands projets industriels sont renvoyés aux calendes grecques. La gabegie financière du prétendu « miracle brésilien » s'étale partout, et ne peut qu'approfondir la colère du peuple brésilien auquel un régime militaire déliquescence présente la facture.

L'histoire ne fait pas marche arrière

Dans l'interview citée plus haut, le cardinal-archevêque de Sao Paulo avançait que la seule solution au problème du chômage, si la récession se poursuivait, serait d'évacuer les ouvriers sans travail vers la campagne en mettant à leur disposition un lopin de terre et une maison.

Cet appel à la reconstitution d'un tissu social que le capitalisme a brisé est bien sûr totalement illusoire. Les millions d'hommes et de femmes qui au cours des vingt dernières années ont fui la misère noire des campagnes pour former un prolétariat jeune et vigoureux ne feront pas le chemin en sens inverse. La roue de l'histoire ne tourne pas en arrière.

L'agriculture brésilienne n'a pas été épargnée par la pénétration des rapports de production capitalistes. Elle est dominée par les grandes productions, traditionnelles (café, sucre, cacao) ou nouvelles (soja, jus d'orange) liées au marché mondial. L'usage massif du crédit et des subventions y a favorisé un processus constant de concentration, au profit des plus riches.

Les trois quarts de la terre appartiennent à 10 % des exploitants, et en 1976 par exemple, 52 % des crédits consacrés à l'agriculture ont été concentrés dans 4 % des prêts. Le lopin de terre de Mgr Arus peut-il être autre chose qu'une invraisemblable régression vers la misère et la faim ?

Comme dans les autres pays arriérés, qui n'ont pas tous les ressources du Brésil, la solution à la crise née de la dépendance par rapport aux puissances impérialistes met en évidence la nécessité de mesures d'urgence, dont les plus évidentes seraient le rejet des exigences du FMI, la dénonciation de la dette extérieure, véritable dîme prélevée par le système financier impérialiste, l'établissement d'un véritable contrôle sur l'appareil de production et le commerce extérieur, la confiscation des profits spéculatifs, le contrôle sur l'usage des fonds publics, le transfert du poids de l'impôt sur les classes possédantes liées à l'impérialisme, la réforme agraire.

Autant de mesures qui appellent le renversement du régime qui a conduit le pays à la faillite. La force capable de mettre en œuvre un tel programme existe au Brésil : une classe ouvrière nombreuse, concentrée, et qui a accompli au cours des dernières années des pas importants sur le chemin de son indépendance de classe, politique et syndicale.

Sergio Reis,
9 avril 1983

Déclaration-programme de la commission provisoire de « Solidarité » (TKK)

La commission provisoire de *Solidarité* (TKK) a lancé un appel à manifester le 1^{er} mai. L'appel, qui est signé par S. Bujak, W. Hardek, B. Lis, J. Prnior et E. Szumiejo, déclare qu'ils « ne renonceront jamais à lutter pour la libération de leurs frères emprisonnés » et invite les Polonais et Polonaises à manifester le 1^{er} mai, « jour de la fête du travail et non d'hommage aux autorités ».

Il est important de noter qu'au moment où la commission provisoire de coordination prend l'initiative d'appeler à des manifestations, Lech Walesa a tenu à préciser qu'elle était son attitude à l'égard de la TKK.

Répondant à un correspondant de l'AFP, le président de *Solidarité* a expliqué : « Du point de vue de l'organisation, il est préférable qu'il n'y ait qu'un centre de décision. Dans une de mes récentes déclarations, j'ai donné mon appui à la TKK. »

Tribune internationale-La Vérité reproduit de larges extraits de la déclaration-programme de la TKK datée du 22 janvier. Ils sont repris du bulletin d'informations *Solidarność* n° 54, en date du 9 février 1983.

A PRES une année d'état de guerre et sa suspension formelle, il est évident que l'attentat perpétré en décembre contre les droits civiques et les droits des travailleurs a marqué le début d'une nouvelle étape du processus de pacification de la nation.

Le pouvoir s'est fixé pour objectif d'étouffer les aspirations démocratiques, de briser la solidarité sociale et d'instaurer un pouvoir établi sur la contrainte et le sentiment général d'intimidation à un degré inconnu en Pologne depuis la période stalinienne.

C'est une dictature totalitaire qui s'installe. Le principe de son pouvoir, c'est de tirer sur les ouvriers sans défense, c'est l'emprisonnement de milliers de personnes pour leur activité sociale, la poursuite — comme s'il s'agissait de criminels — des militants de *Solidarność*.

Cette dictature sanctionne un système de terreur établi sur une législation qui viole les conventions internationales et les engagements pris par la République populaire de Pologne. L'arbitraire fait loi.

Les réformes démocratiques qui devaient assainir les rapports sociaux et économiques constituent, pour le système actuel, un danger mortel. En gouvernant à l'aide de la peur, le pouvoir s'est condamné lui-même à la peur, face à l'explosion de la haine de la société. Aujourd'hui, notre disposition aux concessions a été perçue comme une manifestation de faiblesse de notre part et contribue au renforcement du système de répression. La société n'a pas le choix — la seule voie — c'est la résistance, la lutte contre la dictature.

Le but de notre lutte reste toujours la réalisation du programme du 1^{er} Congrès national des délégués de *NSZZ Solidarność*, du programme des réformes démocratiques indispensables pour relever le pays de la faillite. Ce programme montre la voie de l'édification d'une République autogérée :

— où le pouvoir serait soumis au contrôle de la société ; dans les entreprises, ce contrôle s'exercerait par l'intermédiaire des comités d'autogestion des travailleurs ; dans les communes rurales et au niveau des voïvodies, par les comités d'autogestion territoriaux ; au niveau national, par une Diète démocratiquement élue.

— une République dans laquelle des tribunaux indépendants seraient les gardiens de la légalité ;

— dans laquelle les moyens de production seraient réellement la propriété de la société et assureraient aux travailleurs des entreprises une participation effective à la répartition du revenu produit par eux-mêmes ;

— dans laquelle la culture, l'instruction et les médias seraient au service de la société.

Ce programme prend en considération que, d'une part, le redressement de la République demande la mise en œuvre de profondes réformes de la vie sociale, économique et politique, et, d'autre part, que la situation géopolitique de la Pologne fait que ces réformes ne pourraient être introduites que progressivement, sans que soit mis en cause l'équilibre général des forces en Europe.

Cette vision de la République autogérée n'est pas en contradiction avec l'idée du socialisme et sa réalisation ne doit pas être en conflit avec l'ordre international existant. Les alliances conclues par la Pologne ne peuvent préjuger de l'existence d'un pouvoir dictatorial haï de tous et qui n'offre au pays aucune perspective de développement. Cette situation constitue une menace permanente pour la paix en Europe.

La réalisation de ce programme demande des circonstances qui obligeraient le pouvoir à rechercher un compromis avec la société. C'est à cette condition seulement que pourra être entamé le processus des réformes et que pourront être assurées les conditions pour une activité légale des syndicats indépendants, des organisations et des associations représentatives des intérêts de la société. Pour que le système du pouvoir en Pologne soit disposé aux concessions, pour que la perspective des réformes devienne une réalité, il est indispensable que soient menées des actions qui aboutissent à la chute de la dictature actuelle.

La résistance et la lutte sociale contre la dictature se situent aujourd'hui aux niveaux suivants :

— le front du refus ;
— la lutte économique ;
— la lutte pour une conscience sociale indépendante ;
— les préparatifs à la grève générale (...).

Le front du refus

Le refus de participer au mensonge, à l'arbitraire et à la contrainte est une forme de combat quotidien qui nous est accessible à tous. En pratiquant le boycott général des syndicats de façade créés par le pouvoir, nous avons remporté une victoire politique commune. Ce boycottage est en quelque sorte un référendum qui montre, chaque jour, que la société récuse le pouvoir de la contrainte et de la terreur. Ce référendum est également là pour signifier que la place d'un mouvement syndical indépendant restera inoccupée tant que *Solidarność* ne sera pas rétabli dans la légalité, que *Solidarność* est toujours là et qu'il recouvrera ses droits.



Le principe que nous avons adopté pendant la période de l'état de guerre de boycotter les organisations, les institutions et les associations qui :

— manifestent leur soutien à l'actuel système dictatorial ;
— participent aux répressions ;
— sont des succédanés des organisations sociales délégalisées ;
— ne font qu'imiter la vie sociopolitique (les partis, les PRON, OKON, le Front d'unité nationale...) ;
doit être une constante de notre vie. De cette manière, nous manifestons notre attachement aux acquis d'août 1980, notre volonté de vérité et de dignité, notre refus du mensonge et de l'arbitraire dans la vie sociale et politique.

Nous refuserons dorénavant de participer à la farce des élections à la Diète et aux conseils municipaux. Nous refuserons de participer aux manifestations officielles, aux commémorations, aux meetings organisés par le pouvoir. Nous refuserons d'être utilisés pour la construction de la fiction du mandat social accordé au système de la dictature actuelle. Que ce pouvoir demeure dans le vide politique ! (...).

La lutte économique

Après 38 années d'existence de la République populaire de Pologne, la société polonaise a été amenée à la limite de la misère. Avec des vivres rationnés, manquant de médicaments et de vêtements, nous en sommes réduits à la faillite. Les 30 mil-

liards de dettes pèseront sur nous pendant de longues années.

Une immense richesse nationale est en train de se détériorer dans les usines qui ne produisent pas et sur les chantiers où les travaux ont cessé. Le retard technologique ne fait que croître. La manière dont est utilisé le potentiel économique ressemble à l'exploitation coloniale.

Le pillage inconsidéré des mines a entraîné des dizaines de morts et a abouti à la dévastation des mines et à la destruction des ressources en matières premières de la Pologne. Faute de moyens, l'agriculture est incapable de nourrir la nation. La dévastation du milieu naturel met en cause son existence biologique (...).

Nous ne pouvons être tenus pour responsables de l'état de l'économie. Nous devons toutefois veiller à la maintenir à un niveau qui pourrait assurer les meilleures conditions possibles de sa reconstruction future. Nous ne pouvons admettre une nouvelle baisse du niveau de vie. La lutte pour les conditions de vie s'inscrit en tête du programme des intérêts essentiels de la société et des travailleurs. Cette lutte sera menée dans chaque entreprise et dans chaque exploitation agricole. Nous apporterons notre appui à toute initiative qui permettra aux agriculteurs de s'organiser pour défendre leurs droits.

Dans les entreprises, nous mènerons cette lutte en utilisant toutes les formes de pressions :

— en exploitant les règlements en vigueur concernant le strict respect du Code du travail et les règlements concernant l'emploi et les salaires, les règlements de la sécurité du travail, les normes technologiques et les conditions de travail ;
— en exigeant une information précise sur les décisions concernant la production et ses résultats, sur la répartition de la masse salariale et les primes, sur les fonctionnements des services sociaux ;
— en portant à la connaissance de tous les informations occultées par la direction (décisions erronées, mesures impopulaires, gaspillage, incompetence et répression) ;
— en organisant des protestations collectives, des pétitions, en refusant de faire des heures supplémentaires, en boycottant les mesures restreignant les droits des travailleurs ou qui viseraient à les diviser. La grève économique est la forme de protestation dans ce domaine la plus puissante et la plus efficace ;
— en mettant à profit l'autogestion des travailleurs, là où les conditions permettent sa création afin qu'elle serve à défendre les conditions d'existence des travailleurs et à les défendre face aux répressions. Si le comité d'autogestion est privé de cette possibilité d'action, les membres du conseil ouvrier doivent alors cesser leur activité et appeler les travailleurs à boycotter le comité d'autogestion.

Pour une conscience sociale indépendante

Solidarność est né de la protestation générale, de la lutte commune et du travail de divers milieux sociaux. En construisant *Solidarność*, nous avons surmonté les divisions créées sciemment et volontairement par le pouvoir. Le caractère durable de la coopération des milieux

ouvriers, paysans et intellectuels est le garant de notre victoire. Nous l'avons renforcée en août 1980, et depuis le 13 décembre 1981 elle constitue la base même de notre résistance.

La menace que fait peser le pouvoir totalitaire sur la conscience sociale, l'éducation et la culture nationale, sur la morale sociale et les attitudes civiques peut être évitée par une société qui pense en termes politiques, qui connaît son histoire, qui apprécie la culture authentique, qui ne se laisse pas manipuler idéologiquement. C'est pourquoi, dans l'immédiat, la tâche principale est la propagation d'une pensée indépendante. C'est une activité qui doit surmonter le monopole de l'Etat dans l'expression par la parole et l'écrit, dans l'information et l'enseignement, dans la culture et les recherches scientifiques, dans la réflexion politique et sociale.

Un rôle de premier plan dans ce domaine revient aux intellectuels. La société attend d'eux qu'ils œuvrent pour le bien de la collectivité. Nous apporterons notre concours à toute initiative indépendante, nous allons créer des fondations sociales et des bourses qui permettront de se libérer de la dépendance dictatoriale (...).

Les préparatifs à la grève générale

La grève générale reste le moyen le plus puissant de notre lutte. La participation massive aux activités que nous venons d'exposer est une étape importante de ces préparatifs. Le succès de la grève dépend de nombreux facteurs. Parmi les plus importants, il faut mentionner :
— le degré d'auto-organisation et de détermination sociale ;
— la conscience et l'acceptation des objectifs par tous ;
— la situation politique internationale.

Ces mêmes facteurs influent le degré de préparation de la dictature pour la pacification des travailleurs en grève. Jusqu'à présent, le pouvoir a toujours été prêt, politiquement, à utiliser tous les moyens dans son combat contre la société et il a trouvé les forces indispensables pour briser la grève. Mais le pouvoir ne peut maintenir un tel degré de préparation à long terme, car cela implique des coûts politiques et sociaux trop élevés.

Dès maintenant, la période où l'arme de la grève sera de nouveau un moyen de combat peut être envisagée ; elle surviendra lorsque la décision d'utiliser la force contre les ouvriers en grève présentera une menace trop grave pour l'existence même de cette dictature.

La perspective de la grève générale qui, selon nous, est inéluctable, n'annule pas un programme de changement évolutif du système. Elle montre simplement le moyen de briser la dictature actuelle et de créer les conditions d'ouverture pour des réformes démocratiques.

Pendant les préparatifs de la grève générale, nous devons formuler et mettre au point un programme social minimum, comportant un ensemble de postulats garantissant la poursuite du processus des réformes et tenant compte par ailleurs des contraintes découlant des réalités politiques intérieures et extérieures (...).

LE PROCES D'EDMUND BALUKA A COMMENCE LE 11 AVRIL

Libération de Baluka et de tous les militants emprisonnés !

Le procès d'Edmund Baluka, dirigeant historique de la révolution ouvrière dans les ports de la Baltique en décembre 1970, s'est ouvert le lundi 11 avril devant le tribunal militaire de Bydgoszcz (250 km au nord de Varsovie). 15 mois après la proclamation de l'état de siège, en dépit des déclarations de la junte militaire sur la « suspension de la loi martiale », procès et arrestations se poursuivent.

Aucun des problèmes qui assaillent la société polonaise ne sont réglés. Ainsi, à titre d'exemple, dans le cours du mois d'avril, sur un petit marché de Varsovie, on pouvait trouver un kilo de tomates anémiques pour 2 400 zlotys (environ 28 dollars), soit un cinquième du salaire mensuel moyen d'un travailleur polonais !

Les difficultés de la vie quotidienne et les incohérences de la politique économique et sociale de la bureaucratie polonaise ont même été sévèrement critiquées dans une conférence « officielle » à laquelle participait le général Jaruzelski. « Les familles vivent de plus en plus mal ! » s'exclame un tourneur de Katowice, et une ouvrière du textile de Lodz déclare : « Nous sommes un Etat où la classe ouvrière est censée être au pouvoir, et c'est cette classe qui a les conditions de vie les plus dures. Il est temps que cela change ! »

La militarisation de l'administration polonaise continue. Sur les 49 voïvodies (départements) que compte la Pologne, 10 ont maintenant à leur tête un militaire de haut rang, ayant au moins le grade de lieutenant-colonel. Cependant, Jaruzelski n'est pas parvenu à diviser l'organisation indépendante du prolétariat polonais, Solidarité continue de vivre ! Pas plus qu'il n'est parvenu à rompre l'isolement de la bureaucratie polonaise en dépit de toutes ses tentatives. Ainsi, au moment où l'on s'apprête à célébrer « en grandes pompes » l'insurrection du ghetto de Varsovie, le principal responsable encore en vie de l'insurrection de Varsovie, Marek Edelman, a déclaré, en Pologne : « Les insurgés juifs d'il y a quarante ans ont non seulement lutté pour vivre, mais aussi pour vivre dans la dignité et la liberté. »

Marek Edelman, ancien militant du syndicat Solidarité, ajoute : « Manquer notre anniversaire, où toute la vie de la société est dominée par l'humiliation, serait une trahison de notre lutte. »

Au moment où Anna Walentynowicz, l'ouvrière de Gdansk, vient d'être libérée, une intense campagne de solidarité doit continuer à se développer à l'échelle internationale :

- Liberté pour tous les emprisonnés !
- Liberté pour les dirigeants de *Solidarność* !
- Liberté pour Edmund Baluka dont le procès s'est ouvert le 11 avril !
- Liberté pour les 6 militants de *Solidarność* condamnés le 24 mars à des peines allant jusqu'à 20 mois de prison ferme pour avoir commis le « crime » d'éditer un bulletin syndical !
- Liberté pour les militants du KOR dont le procès est en préparation !
- Liberté pour les 9 militants du Comité ouvrier inter-entreprises de *Solidarność* de Varsovie dont le procès s'est ouvert le 29 mars !

Amplifions la campagne de solidarité avec le peuple de Pologne ! Multiplions les initiatives !

H.V.

Qui est Edmund Baluka ?

1970-1971 : Président du comité de grève des chantiers navals de Szczecin lors du mouvement de grève de la Baltique qui chassa Gomulka du pouvoir.

Gierek, successeur de Gomulka, forcé d'organiser des élections libres aux chantiers navals, Edmund Baluka est alors élu secrétaire du conseil d'entreprise (syndicat). L'année suivante, il a été désigné au poste de président du syndicat des métallurgistes de la région de Szczecin.

1972-1973 : Edmund Baluka est licencié des chantiers navals le 28 novembre 1972. Par la suite, des menaces de répression à son égard l'obligent à quitter la Pologne et à demander l'asile politique en Belgique en 1973.

1973-1980 : animateur de la revue *Le Frelon*, organe de débat sur la question centrale des syndicats libres en Pologne et en Europe de l'Est.

Edmund Baluka est élu président du Comité de liaison permanent pour la défense des syndicats libres en Europe de l'Est et en URSS, fondé à Paris les 19-20 avril 1980 en présence de 173 délégués de douze pays.

1980 : Suite au déclenchement des grèves des chantiers de Gdansk et de la fondation de *Solidarność*, Edmund Baluka, le 8 octobre 1980, demandait sa réintégration aux chantiers navals de Szczecin. Sans réponse des autorités polonaises, une campagne en Pologne comme à l'échelle internationale est engagée.

Le 21 novembre 1980, 50 000 travailleurs des chantiers navals convoqués par *Solidarność-Szczecin*, après lecture de la lettre d'Edmund Baluka demandant sa

réintégration, se lèvent et scandent : « Baluka, aux chantiers navals ! »

Le 20 avril 1981, Edmund Baluka regagne la Pologne. Sous les menaces de poursuites des autorités policières, et sur proposition de la section locale de *Solidarność*, il est placé sous la protection d'une garde ouvrière des chantiers.

Militant de *Solidarność*, Edmund Baluka, sur invitation personnelle de Lech Walesa, est présent au premier congrès de *Solidarność* en septembre 1981.

Le 14 septembre 1981, Edmund Baluka fonde, avec d'autres militants ouvriers de *Solidarność*, le Parti socialiste polonais du travail (PSPP), parti indépendant des travailleurs polonais qui regroupe plusieurs milliers de membres à travers toute la Pologne.

1982-1983 : En juillet, une mission de médecins français en Pologne rendait compte de leur travail et appelait à la formation d'un Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et de tous les emprisonnés de Pologne. A la même période, la junte de Jaruzelski entreprenait des poursuites judiciaires contre Jacek Kuron, Adam Michnik, Edmund Baluka... La campagne internationale pour la libération des emprisonnés, pour l'arrêt des procès, pour la levée de l'état de siège, récoltait 100 000 signatures. Le 12 décembre 1982, à l'initiative du Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka, se tenait une conférence internationale où il fut décidé de former une Commission internationale d'enquête qui entreprend, actuellement, une campagne de soutien à son travail et pour l'obtention de visas d'entrée en Pologne.

Bydgoszcz (Pologne), 11 avril 1983 (AFP) : « Le procès du syndicaliste polonais Edmund Baluka, dirigeant historique de la révolte ouvrière sur les bords de la mer Baltique en décembre 1970, s'est ouvert lundi matin devant le tribunal militaire de Bydgoszcz (250 km au nord-ouest de Varsovie).

Les débats de la cour sont théoriquement publics, mais seuls ont été autorisés à les suivre le frère du prévenu, ainsi que des représentants de la presse polonaise. En revanche, les représentants de l'AFP et de l'agence italienne ANSA, ainsi que celui de l'ambassade de France à Varsovie, n'ont pas été admis dans le prétoire.

M. Baluka, qui était rentré clandestinement dans son pays en avril 1981 après un séjour de huit ans à l'étranger, notamment à Paris où il s'était établi, se voit reprocher, entre autres, d'avoir tenté de mettre sur pied des « groupes clandestins » pour lutter contre le pouvoir, propagé un « programme politique visant à renverser le régime socialiste » en Pologne, coopéré et collaboré avec la radio américaine Europe libre basée à Munich, ainsi qu'avec un périodique français, *Information ouvrière*, en leur fournissant de « fausses informations », calomnié les plus hautes autorités polonaises.

Nombre des chefs d'accusation retenus à l'encontre du syndicaliste relèvent de l'article 123 du code pénal polonais. A ce titre, il est passible d'une peine allant de cinq à quinze ans de prison, à déclarer à l'AFP le président du tribunal militaire, un colonel d'une cinquantaine d'années. Il s'est empressé d'ajouter que « la cour pouvait ne pas retenir toutes les accusations » formulées par le ministère public contre l'accusé.

M. Baluka avait été interné lors de la proclamation de l'état de siège, le 13 décembre 1981, puis mis en état d'arrestation en juin 1982. En janvier dernier, il avait observé une grève de la faim dans la maison d'arrêt de Szczecin (nord-ouest) pour protester contre ses conditions de détention.

M. Baluka, qui est désormais incarcéré à la prison de la petite localité de Koronowo (20 km environ au nord de Bydgoszcz), a été conduit au tribunal dans un petit fourgon cellulaire. Il n'avait pas de menottes.

Moustache et barbe de patriarche noires, le front dégarni, M. Baluka est descendu prestement du véhicule, suivi de deux miliciens (policiers) en uniforme. Vêtu d'un costume gris, une chemise foncée ouverte, il paraissait en bonne condition, tant physique que morale, bien qu'un peu pâle.

A sa descente du véhicule, M. Baluka a salué un groupe d'une dizaine de personnes qui stationnaient devant le siège du tribunal, un immeuble vétuste situé un peu à l'écart du centre ville. Un jeune homme d'une trentaine d'années s'est approché de lui pour l'encourager en faisant le « V » de la victoire.

Le procès doit durer en principe jusqu'au 27 ou 28 avril. 40 témoins doivent déposer à la barre. M. Baluka, qui a refusé de choisir ses avocats, s'est vu attribuer un défenseur d'office, M^e Jozef Ajsztet. Le tribunal devant lequel comparait le prévenu est présidé par le colonel Ryszard Latos.

M. Baluka devait se marier avec sa compagne de longue date, Mme Françoise Breton, de nationalité française, mais toutes les démarches qu'elle a entreprises pour l'épouser par procuration sont demeurées vaines jusqu'à présent. »

Lettre du syndicat des travailleurs de l'industrie et de la distillation et raffinerie de pétrole de Campinas et Paulinia (Brésil) à l'ambassade de Pologne au Brésil

Chers Messieurs,

« Les menaces envers les travailleurs militants de Solidarité, la non-reconnaissance du statut de prisonnier politique et le refus de l'appel pour que des médecins et sa famille puissent rendre visite à Edmund Baluka, en grève de la faim dans les prisons polonaises, sont la cause d'une grande préoccupation et révolte pour nous. Pensant que des attitudes comme celles-là, qui révèlent contrainte et autoritarisme, ne constituent pas des affaires internes à la Pologne mais concernent plutôt tous les pays et secteurs engagés dans la lutte, nous faisons part de notre protestation devant l'actuelle situation des travailleurs et prisonniers polonais.

Edmund Baluka en est un tragique exemple auquel le monde entier assiste indigné. Les droits de l'homme les plus élémentaires sont bafoués. Il se trouve emprisonné à Szczecin, comme des milliers d'autres militants de Solidarité en Pologne. Ayant été transféré en isolation sans que lui soit reconnu le statut de prisonnier politique, Edmund Baluka a commencé une grève de la faim le 24 janvier. Face aux informations imprécises et con-

tradictoires émanant des autorités, on ne peut avoir de certitude en ce qui concerne l'état de santé du prisonnier.

Dans cette situation, rien n'est plus juste que demander que des médecins, sa femme Françoise et son fils Mikael puissent le voir, ce qui est systématiquement refusé.

En raison de ce triste épisode qui tache la nation polonaise, nous faisons appel au bon sens des autorités pour que des

actions inhumaines comme celles-ci et tant d'autres qui sont pratiquées cessent définitivement. Nous basant sur les droits de l'homme, nous exigeons la reconnaissance du statut de prisonnier politique et la libération d'Edmund Baluka et de tous les prisonniers qui, comme lui, sont injustement incarcérés. »

Veillez agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Jaco Bittar,
président

Communiqué de Pierre Lambert-Boussel, directeur d'Informations ouvrières.

« Selon une dépêche de l'AFP en date du 11 avril 1983, le journal Informations ouvrières dont je suis le directeur a été mis en cause au cours du procès intenté à Bydgoszcz (Pologne) contre le syndicaliste Edmund Baluka, ancien président du Comité central de grève de Szczecin des grèves de la Baltique de 1970-1971, militant de *Solidarność*.

E. Baluka est accusé « d'avoir coopéré et collaboré » à Informations ouvrières auquel il aurait prétendument « fourni de fausses informations ».

Etant donné la gravité de la peine encourue par E. Baluka, en raison des accusations portées contre lui, le journal Informations ouvrières ayant été mis en cause, j'ai décidé de demander un visa afin de pouvoir être entendu comme témoin par le tribunal militaire de Bydgoszcz. »

P. Lambert-Boussel,
directeur d'Informations ouvrières

NEUF ANS APRES AVRIL 1974

L'enjeu des prochaines élections

Actuellement, au Portugal, la campagne électorale bat son plein. Il s'agit de renouveler l'Assemblée de la République (le Parlement), qui a été dissoute par le président Antonio Ramalho Eanes le 4 février dernier. La date des élections est fixée au 25 avril.

La dissolution du Parlement portugais fait suite à un véritable effondrement de l'Alliance démocratique (AD), la coalition politique bourgeoise qui est au pouvoir depuis octobre 1979, composée du Parti social-démocrate (PSD), du Centre démocratique et social (CDS) et du Parti populaire monarchiste (PPM).

SOUS la gestion de l'Alliance démocratique, la dette extérieure du Portugal a doublé, passant à trois milliards de dollars (23 % des recettes d'exportation) ; l'inflation a atteint 22,4 % pour 1982, tandis que les augmentations salariales sont limitées à un maximum de 17 %. D'autre part, l'AD a réussi à faire passer (avec l'aide du PS) une révision de la Constitution portant atteinte à certaines conquêtes de la révolution de 1974.

Mais même dans la situation de reflux vécue depuis novembre 1975 par la révolution portugaise, le mouvement des masses résiste à l'accomplissement jusqu'au bout du plan réactionnaire de l'AD, en dépit de la politique de division du mouvement ouvrier menée par les dirigeants du PC et du PSP.

Ainsi, dans plusieurs endroits, les paysans ont fait échouer des tentatives de rendre les terres aux anciens propriétaires fonciers. La grève générale du 12 février 1982 et les mobilisations qui l'ont suivie pendant toute l'année ont obligé l'AD à abandonner certains de ses projets, notamment la loi libérant les licenciements et créant des restrictions au droit de grève. Résultat direct de ces échecs : le gouvernement ne réussit pas à obtenir les 400 à 500 millions de dollars qu'il demandait aux banques européennes.

En conséquence, l'AD commence à perdre du terrain rapidement, ce qui se manifeste dans les élections municipales du 12 décembre 1982 par une perte de 10 % des voix par rapport aux élections municipales de 1979, tandis que le PS monte de

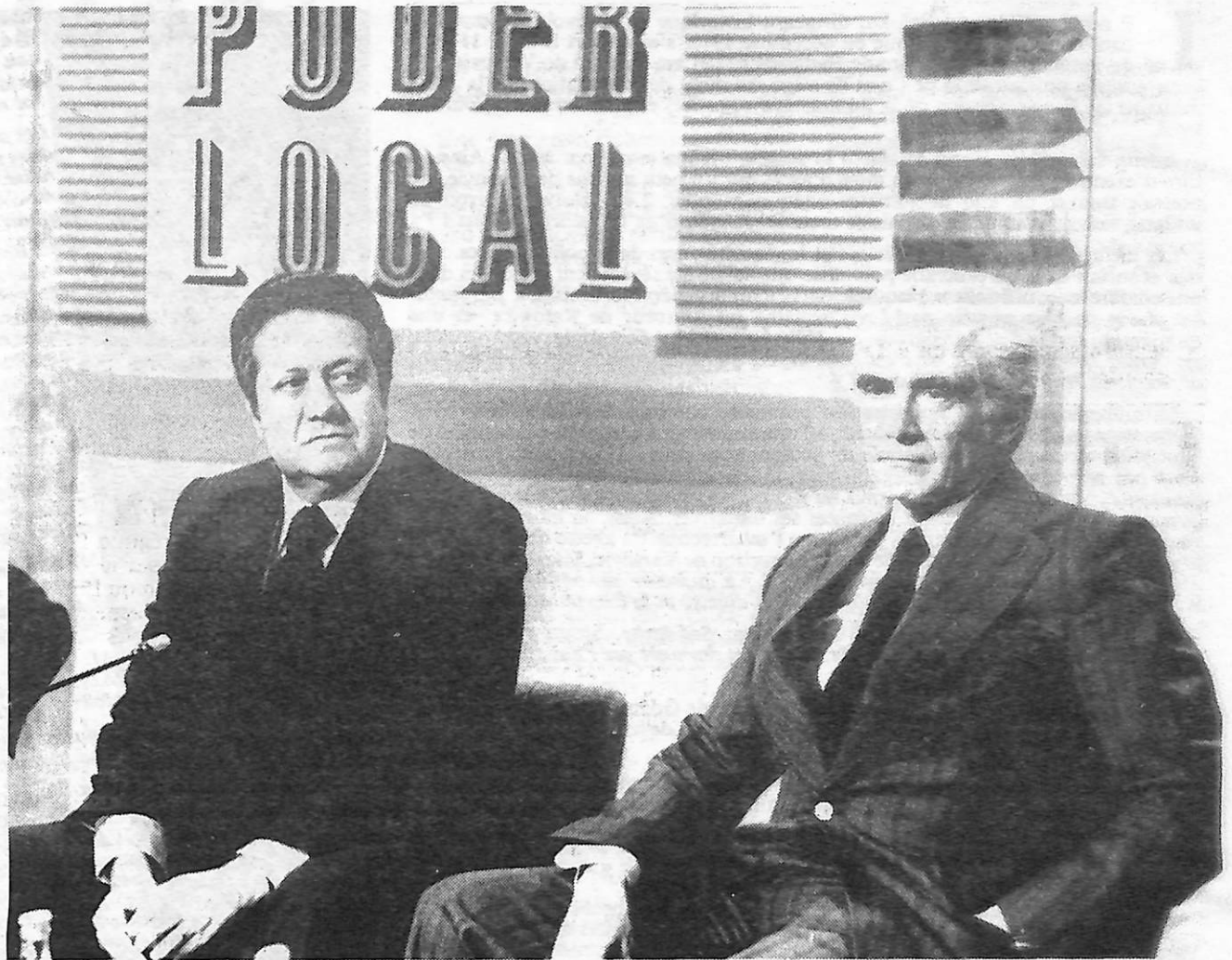
27,5 % à 32 % et que le PC se maintient à près de 20 %.

Echec de l'offensive contre les masses

A la fin de 1982, l'AD entre dans une profonde crise qui se répercute à l'intérieur des deux principales formations faisant partie de l'AD : le PSD et le CDS. Le 19 décembre, Francisco Pinto Balsemao, Premier ministre et président du PSD, présente sa démission en tant que chef du gouvernement. Cette démission met en lumière la crise qui mène très rapidement à l'effondrement de l'AD. Au moment de son offre de démission, Balsemao n'a plus l'appui de son propre parti ; et le 29 décembre 1982 Diego Freitas do Amaral, président du CDS, quitte ses fonctions, ce qui ouvre une véritable « guerre de succession » à l'intérieur du CDS.

La dissolution de l'Assemblée de la République devient inévitable. Derrière la crise de l'AD et ses partis, il y a fondamentalement l'échec de la tentative d'imposer un recul important au mouvement des masses, de briser définitivement cette capacité de mobilisation qui exprime la persistance des effets de l'explosion révolutionnaire de 1974, malgré les coups et le reflux subis par les masses.

Néanmoins, la crise économique mondiale et ses conséquences pour le Portugal continuent à pousser la bourgeoisie portugaise vers l'approfondissement de ses attaques contre les masses. Cela signifie que la bourgeoisie a absolument besoin d'un gouvernement suffisamment



M. Soares (PSP) et A. Cunhal (PCP).

fort pour imposer la politique d'austérité dont elle a besoin. C'est pourquoi le président Eanes a refusé une nouvelle formule de gouvernement de l'AD présentée par l'ancien ministre de l'Éducation (désigné par le PSD comme successeur de Balsemao), préférant la dissolution du Parlement et de nouvelles élections.

L'AD n'ayant plus d'existence réelle, la tentative d'appliquer une politique d'austérité par un gouvernement de replâtrage serait trop dangereuse pour la bourgeoisie. En fait, dans les circonstances actuelles, de nouvelles élections parlementaires sont le seul moyen pour la bourgeoisie d'essayer d'établir un nouvel équilibre interne et de mettre sur pied un nouveau gouvernement capable de reprendre la tâche de liquidation de la révolution portugaise.

La politique du PSP et du PC

Dans cette situation, la politique développée par le PC et le PSP constitue une aide précieuse pour les partis bourgeois en crise.

Le 17 mars 1983, Mario Soares, secrétaire général du PS, donne une interview à la presse, où il affirme notamment que la mission du prochain gouvernement sera « la lutte contre la corruption au sein de l'administration et contre la violence et le crime dans les rues » ; que le PS n'envisage pas de procéder à des nationalisations, mais au contraire qu'un éventuel gouvernement PS souhaitera renforcer les liens complémentaires du secteur public avec le secteur privé.

D'autre part, il réaffirme que le PC ne sera pas accepté dans un gouvernement formé par le PS et que, par contre, il n'exclut pas la possibilité d'une coalition gouvernementale avec le PSD. Mario Soares ne pouvait être plus clair : le PS ne

doit pas, dans la campagne électorale, prendre une place d'opposant à l'AD et aux partis bourgeois qui sont au pouvoir depuis 1979 ; il doit se déclarer prêt à en prendre la relève. Une telle campagne électorale ne peut que servir à faire obstacle à la progression électorale du PS et à créer le désarroi parmi les masses.

Inévitablement, ces prises de position de Mario Soares doivent créer de profondes contradictions à l'intérieur du PS lui-même, qui, pour autant, ne cesse pas d'être aux yeux des masses le principal instrument de centralisation de leur combat contre le capital. L'expression plus récente de cette utilisation du PS par les masses, malgré la direction, s'est manifestée dans les élections municipales de décembre dernier, où à travers le vote PS une défaite importante a été infligée à la bourgeoisie, défaite qui a eu un effet décisif dans l'éclatement de la crise de l'AD.

De son côté, Alvaro Cunhal, secrétaire général du PC, fait constamment du PS la cible préférée de ses attaques. Dans tous ses discours, il ne permet que soit donné le moindre espoir aux travailleurs de réaliser leur unité contre la bourgeoisie.

En fait, Alvaro Cunhal et Mario Soares, chacun dans leur rôle particulier, font des campagnes électorales qui servent seulement à aider les partis bourgeois à se redresser. Jusqu'à quel point peuvent-ils y parvenir, cela dépend non seulement des résultats électoraux mais aussi du développement de la lutte des classes.

Développement du mouvement des masses

La campagne électorale s'ouvre sur un fond d'accélération du mouvement des masses. En particulier

les cheminots développent en ce moment un combat acharné contre la politique d'austérité appliquée par le gouvernement démissionnaire de Balsemao. Ils entrent en grève le 8 février, le 28 février (48 heures de grève), le 8 mars (grève de 4 jours) et le 30 mars 1983 (grève de six jours), revendiquant 29 % d'augmentation salariale, tandis que l'administration propose 15 %.

La volonté des masses de réaliser leur unité contre la bourgeoisie se manifeste de façon fragmentaire dans les combats pour défendre leurs acquis, mais est bloquée au niveau politique général par l'activité de division et de soumission à la bourgeoisie du PC et du PSP. Dans l'actuelle bataille électorale au Portugal, infliger une défaite aux partis bourgeois et ouvrir les conditions pour imposer un gouvernement PS-PC correspond indéniablement à une aspiration des travailleurs.

C'est dans cette perspective qu'interviennent nos camarades du POUS (Parti ouvrier d'unité socialiste) dans ces élections municipales. En même temps que le POUS combat inconditionnellement pour une victoire des partis ouvriers, il présente ses propres listes dans certains endroits. Dans une récente déclaration du POUS sur les élections, il est dit notamment :

« Le POUS combattra dans ces élections pour que le mouvement pour l'unité s'exprime et devienne irrésistible, pour que soient levés les obstacles à l'unité PS-PC, pour que se constitue une majorité PS-PC dans l'Assemblée de la République et qu'elle agisse en fonction des intérêts des travailleurs. (...) »

Le POUS combattra inconditionnellement pour que, sur la base de cette majorité, soit constitué un gouvernement PS-PC indépendant de Eanes, sans représentants des partis bourgeois. »

Gilberto Avelino

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Gamma : Montes - pages 1 et 2, Moura - page 8, Morel - page 9, Agence - page 10, Apesteguy - page 13, Minguam - page 14. Sygma : Spengler - page 1, Franken - page 2, Agence - page 6, Holeindre - page 7, Mendonca - page 12, Julienne - page 18. Damien : pages 3, 4 et 17. DR : page 20.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Europe pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F

..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Ilits, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

SENEGAL : CONTRE LE « COUP D'ETAT ELECTORAL » DU 27 FEVRIER

Assemblée nationale souveraine !

Dans le précédent numéro de *Tribune internationale-La Vérité*, nous avons analysé les résultats des élections qui ont eu lieu au Sénégal, ou plutôt les résultats politiques de la gigantesque entreprise de fraude constituée par ces élections.

On trouvera ce mois-ci, après que plusieurs manifestations ont marqué la mobilisation populaire contre ce « coup d'Etat civil » et alors que tous les partis d'opposition ont ensemble dénoncé l'illégitimité des institutions issues de cette fraude, la position de la Ligue communiste des travailleurs (LCT).

L'article que nous reproduisons ci-dessous est en effet l'éditorial du numéro de mars de *Tribune ouvrière*, l'organe de la LCT, section sénégalaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

LE 27 février 1983, Abdou Diouf, le PS, leurs maîtres impérialistes ont procédé à un véritable « coup d'Etat ». Tout le monde, à commencer par eux-mêmes, sait que leur régime est minoritaire dans le pays, rejeté par la majorité du peuple. En publiant les résultats que l'on sait, Abdou Diouf, la Cour suprême aux ordres, ont décidé d'affronter le peuple travailleur, la démocratie.

Dans la campagne électorale, le peuple s'est, dans sa majorité, dans son écrasante majorité, mobilisé contre le régime PS. Par milliers et milliers, dans les meetings d'« Unité d'action anti-impérialiste » comme dans d'autres meetings, les travailleurs, paysans, jeunes se sont regroupés pour dire : « Assez du régime PS ! Assez de la

conditions matérielles d'existence du peuple travailleur. Ils ont exposé leur programme qui est celui des capitalistes du monde entier dont la politique est définie par le FMI et la banque mondiale : guerre à l'emploi, guerre à la santé, guerre à l'école, guerre à la jeunesse, guerre aux conquêtes sociales des travailleurs. Ce programme est codifié dans le projet de budget 83-84 dont, une semaine après les « élections », ils ont commencé à parler : « rigueur et austérité ».

Le peuple connaît la réalité qui se cache derrière ces mots ronflants : la « rigueur », l'« austérité », c'est pour le peuple, la hausse des prix, les licenciements, l'attaque contre le statut de la fonction publique... Pour les parasites qui composent

l'enrichissement illicite entraînant le chômage et la misère, parce qu'il veut que le fruit de son travail lui revienne. Le heurt de ces intérêts matériels inconciliables est renforcé par le « coup d'Etat » du 27 février. Le pouvoir politique est l'enjeu direct de la lutte entre les classes fondamentales de la société. Nous allons au-devant de grands événements.

Après le référendum truqué de 1963, il a fallu 5 ans pour que, sur le terrain de la lutte de classes directe, le démenti soit apporté. Il a fallu la grève générale de mai-juin 1968.

C'est maintenant établi : en interdisant le contrôle de l'identité des électeurs, en organisant la fraude massive, en publiant les résultats de provocation que l'on connaît, Abdou Diouf et le régime PS cherchaient à déboucher sur la situation de 1963. Une situation où l'indignation amène à des mouvements spontanés rapidement noyés dans le sang.

En 1983, il a fallu exactement 9 jours pour que, dans le rassemblement du 7 mars, à plus de 10 000, le peuple travailleur se regroupe, réalisant l'unité des 11 partis pour dire : « C'est faux, vous n'êtes pas la majorité, nous sommes la majorité, vous n'avez aucun droit à gouverner ce pays. »

A nouveau, ayant assimilé les leçons de l'expérience, y compris

« Qui doit diriger le pays ? »

Pourtant, cette question demeure posée. Tôt ou tard, elle sera tranchée sur le terrain de la lutte de classes. Toutes les luttes du peuple travailleur, les grèves ouvrières, la résistance des paysans, les mouvements de la jeunesse ont commencé à imposer, contre les institutions du régime PS, la démocratie. C'est ainsi que Senghor a été contraint à la démission. C'est ainsi que la légalisation du SOTELEC a été arrachée. C'est ainsi que la liberté de création des partis a été arrachée.

Toutes ces victoires démocratiques, loin de déboucher sur une nouvelle stabilisation des rapports de classes, constituent, en réalité, autant de défaites du régime PS, autant d'armes entre les mains du peuple travailleur pour régler la question qui, de quelque manière que ce soit, devra être réglée : qui doit diriger le pays ? La majorité ou la minorité ?

Ce sont sur ces victoires démocratiques que le peuple travailleur s'est appuyé pour se regrouper, avant et durant la campagne électorale, pour prouver physiquement, en participant majoritairement aux meetings de l'opposition, en boycottant les meetings PS, que le régime PS est minoritaire et qu'il doit s'en aller. Ce sont ces victoires démocratiques qui ont permis au peuple travailleur, déjouant la provocation, de se regrouper, le 7 mars, pour démentir les résultats mensongers, pour confirmer que le PS est minoritaire, pour engager la lutte pour le respect du suffrage universel, pour la victoire de la démocratie.

La revendication de la Constituante souveraine

Pour les militants de la IV^e Internationale, pour les militants communistes de la LCT, les développements récents viennent, à nouveau, confirmer nos analyses et nos vues. La question de la démocratie, du respect du suffrage universel, concentre l'ensemble des questions de la révolution prolétarienne. En fait, il s'agit, dans un pays semi-colonial comme le nôtre, du terrain même de son développement.

La revendication de l'Assemblée nationale souveraine, de la Constituante, pour laquelle la LCT lutte depuis sa création, voilà près de 8 ans, est devenue la revendication de tous les partis d'opposition, la revendication de dizaines de milliers d'ouvriers, paysans, jeunes.

Election libre, avec un Code démocratique, des représentants du peuple qui se constituent en pouvoir souverain : voilà la seule issue conforme au respect de la volonté populaire, de la volonté majoritaire.

Election libre, avec un Code démocratique, des représentants du peuple qui décident de gouverner contre l'impérialisme conformément aux aspirations populaires : voilà la seule issue conforme aux intérêts de l'indépendance nationale et de la justice sociale.

Un gouvernement responsable devant les représentants du peuple, un gouvernement de la majorité, un gouvernement qui rompt avec l'impérialisme et satisfait les revendications ouvrières et démocratiques : un gouvernement ouvrier et paysan.

Contre le « coup d'Etat » du 27 février, pour imposer le respect du suffrage universel, la démocratie exige que la parole soit donnée au peuple, que le pouvoir soit donné aux représentants démocratiquement élus du peuple ! Assemblée nationale souveraine ! Il n'y a pas un autre mot d'ordre juste.

L'unité des partis d'opposition a commencé à se réaliser autour du « rejet des résultats des élections et du pouvoir illégitime qui en sera issu » et l'« exigence de nouvelles élections libres et démocratiques à une Assemblée nationale souveraine » (cf. Déclaration des 10 partis). Ceci est un pas en avant qu'il faut consolider et élargir. Pour ce faire, il faut que l'unité des directions des partis d'opposition devienne l'unité de tout le peuple travailleur. Dès l'instant où l'objectif est le même, dès l'instant où les différents partis se sont unis sur une base politique claire, rien ne devrait empêcher que dans les usines, les quartiers, les villages, tous les travailleurs, les jeunes, les masses populaires ne se regroupent, ensemble, dans les comités populaires, pour la démocratie, pour l'Assemblée nationale souveraine, pour la satisfaction des revendications.

Dans chaque usine, dans chaque village, dans chaque quartier, l'unité ne doit pas être seulement une parole mais un fait. L'unité ne doit pas être seulement pour les jours de meetings communs. Seule l'unité totale du peuple travailleur, son regroupement unitaire dans les comités populaires peut faire échec au « coup d'Etat », empêcher les agressions que le régime prépare contre nous.

Dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque village, partout où ils se trouvent, les militants révolutionnaires de la LCT proposent et proposeront : assemblée générale ! Créons notre comité populaire ! L'état-major des partis doit appeler à la création des comités populaires.

Militants de la LCT, militants de tous horizons qui avez lutté aux côtés de la LCT pour l'unité, travailleurs, jeunes, telles sont les conclusions auxquelles a abouti la 8^e session du Comité national de la LCT qui s'est réunie à Dakar les 12 et 13 mars 1983. *Tribune ouvrière*, journal pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, a jugé bon de consacrer son éditorial à ces conclusions. Le Comité national de la LCT a établi que nous allons au-devant de grands affrontements de classes. Que, pour vaincre, la classe ouvrière a besoin de l'instrument indispensable à la victoire : le parti ouvrier révolutionnaire de la IV^e Internationale. En 1963 comme en 1968, cet instrument a manqué. La lutte a débouché sur la défaite.

Considérant les pas accomplis par la LCT depuis sa création en 1976, considérant que, dans la campagne pour la candidature unique, pour le vote Dia, des forces considérables se sont regroupées dans et autour de la LCT, la 8^e session du Comité national a pris les mesures nécessaires pour organiser la bataille afin que le 1^{er} congrès légal de la LCT soit en situation de proclamer un authentique parti ouvrier révolutionnaire, le premier dans l'histoire de notre pays.

Tribune ouvrière décide de se mettre au service de cette bataille.

La rédaction



Abdou Diouf.

domination étrangère ! Assez de la hausse des prix, du chômage, de la décrépitude de la santé et de l'Education nationale ! »

Le peuple travailleur s'est vu mobilisé. Il se sait majoritaire. Qui donc pourra lui faire accepter le régime PS qu'il a rejeté ? Qui donc pourra lui faire accepter les mesures réactionnaires dictées au régime PS par le FMI et la banque mondiale ?

« Rigueur et austérité »

En publiant les résultats que l'on sait, en décidant d'affronter la démocratie, Abdou Diouf et le régime PS ont décidé d'affronter les

l'appareil d'Etat, c'est le contraire de la « rigueur » et de l'« austérité », c'est l'enrichissement illicite, les comptes bancaires en Suisse, les châteaux, les voitures rutilantes...

Les « résultats » publiés montrent qu'au fond, il s'agit d'une lutte entre des intérêts matériels opposés, d'une lutte de classes.

Abdou Diouf et le régime PS ont volé le suffrage populaire, confisqué le pouvoir parce qu'ils ne peuvent pas accepter que soit mis fin à l'enrichissement illicite, parce qu'ils ne peuvent pas accepter que la richesse nationale revienne entre les mains de la nation, des ouvriers et des paysans.

Le peuple travailleur refuse le « coup d'Etat » parce qu'il refuse

l'expérience du massacre des Allées du Centenaire en 1963, le peuple travailleur se dresse.

La grève générale de mai-juin 1968 indiquait que le peuple travailleur avait surmonté les conséquences du massacre de 63 et reprenait l'initiative politique. La grève générale, dressant la classe ouvrière et la jeunesse, tentait de résoudre une question posée depuis 1963 : l'UPS-PS est minoritaire, de quel droit la minorité UPS-PS décide-t-elle en lieu et place de la majorité ? De quel droit gouverne-t-elle le pays ? Ainsi, la grève générale de mai-juin 1968 tentait d'imposer la démocratie, le départ du régime des usurpateurs UPS-PS. La trahison des dirigeants de l'UNTS a amené la défaite de la grève.

La résistance palestinienne

Le dimanche 6 juin 1982 débute l'opération israélienne nommée « Paix pour la Galilée », par un bombardement de tout le Sud-Liban. La Ligue arabe clame la « détermination des Etats arabes de faire front face à l'ennemi commun » et d'« user de tous les moyens » pour protéger le Liban et les Palestiniens.

Une semaine plus tard, le dimanche 13 juin, à Alger, *El Moudjahid* titre : « La victoire de l'OLP : les Israéliens n'ont pas réussi à s'emparer de Beyrouth comme ils le projetaient, en raison de l'implacable résistance des Palestiniens. » Ce même jour, les troupes israéliennes s'emparent de la ville de Baabda, des milliers de prisonniers palestiniens sont parqués dans les camps du Sud-Liban. La route de Beyrouth est ouverte.

Toujours le 13 juin, la réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe est ajournée, avec pour motif officiel « l'impossibilité dans laquelle se trouvent les représentants de l'OLP et du Liban d'y participer ».

Derrière les clameurs de « victoire » et de « vengeance » existe en fait la politique des bourgeoisies des Etats arabes : ne rien faire, ne rien entreprendre qui puisse gêner l'application d'un plan visant à la constitution d'un Etat palestinien-croupion par la reconnaissance d'Israël. Et ce n'est que trois semaines après l'invasion israélienne que se tient, le samedi 26 juin, à Tunis, la Conférence des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe. La seule décision concerne la création d'une commission ministérielle restreinte.

Entre temps, le mercredi 16 juin, lors d'une réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), après un flot de condamnations verbales contre Israël, aucune délégation n'avait envisagé l'éventualité de « l'arme du pétrole ». Arme sans cesse brandie, en particulier par le colonel Khadafi qui n'hésite pas à déclarer, le dimanche 4 juillet, aux dirigeants de l'OLP encerclés dans Beyrouth : « Je vous conseille de vous suicider plutôt que d'accepter l'humiliation, car votre suicide glorifiera la cause palestinienne pour les générations à venir et votre sang sera le carburant de la révolution devenue inévitable de l'océan Atlantique au Golfe. »



Les chars israéliens au Liban.

Faut-il s'étonner, dès lors, de l'attitude adoptée par les Etats arabes à l'égard des manifestations de solidarité avec les combattants palestiniens ? Le jeudi 17 juin, en Egypte, le gouvernement interdit aux groupes d'opposition d'organiser une manifestation de masse contre la politique israélienne au Liban. Et, le 18 juin, au Caire, les brigades anti-émeutes dispersent vigoureusement deux manifestations contre l'invasion du Liban.

Dans la capitale de Jordanie, à Amman, une manifestation contre la guerre d'extermination au Liban est violemment dispersée, le mercredi 30 juin. Et l'on parle à ce moment de la Jordanie comme « possible médiateur dans le règlement du conflit ».

Le roi Hussein, qui s'était déjà illustré en septembre 1970 dans le massacre des Palestiniens, se retrouve propulsé à l'avant-scène par les Etats arabes. Au Maroc, à Rabat, la police du roi Hassan II évacue au mois de juillet un meeting de solidarité avec la révolution palestinienne organisé par les étudiants. A Alger et à Tunis, des manifestants qui tentaient de marcher en direction de l'ambassade américaine sont aussi violemment dispersés. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, les régimes du Maghreb de « saluer l'héroïque résistance des combattants palestiniens ».

Tous les chefs d'Etats arabes vont se retrouver à Fès après l'évacuation de Beyrouth. A l'ordre du jour : l'amélioration du plan que l'émir Fahd avait lancé le 7 août 1981. Plan qui se terminait par « la reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix ». Cet appel, qui prévoyait la reconnaissance de l'Etat d'Israël, va être discuté et peaufiné au sommet de Fès.

La révolution palestinienne reste la hantise des représentants de la bourgeoisie, de la caste des propriétaires fonciers soumis à l'impérialisme et qui continuent à opprimer, exploiter petits fellahs et travailleurs des villes et des campagnes.

Et, pour l'instant, tous les barrages, « plans » de toutes sortes prévoyant la « partition » du peuple palestinien « se heurtent à la résistance révolutionnaire du peuple palestinien qui ne peut trouver une issue que dans la constitution de la nation palestinienne » (résolution adoptée en juillet 1982 par la Conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »).

F. F.

Les décisions du Conseil national de l'OLP

Le vendredi 18 juin 1982, au plus fort de l'agression israélienne, Yasser Arafat, dans une interview au journal *Libération*, déclarait : « Qui dit que notre situation est catastrophique ? Les frères se battent admirablement et notre infrastructure est à peine touchée. Croyez-moi, rien n'est encore joué. Que les Israéliens entrent dans Beyrouth s'ils le veulent. Nous sommes prêts à les accueillir. Dans les combats de rue, nous sommes de loin les plus forts. »

Proclamant que la solution était somme toute exclusivement « militaire », le leader de l'OLP (1) écartait par là toute discussion sur le cours politique suivi par son organisation. Mais ces déclarations « guerrières » dissimulaient mal l'orientation imprimée. Et le dimanche 27 juin, Nayef Hawatmeh, secrétaire général du FDPLP (2), soulignait : « Politiquement, nous sommes tout prêts à rechercher des solutions réalistes intermédiaires. » Se faisant plus précis encore à propos de ces fameuses solutions réalistes, Issam Sartou (3), représentant de l'OLP, déclarait le mardi 13 juillet : « L'OLP a formellement reconnu à Israël, de la manière la moins équivoque, le droit d'exister sur une base de réciprocité avec le futur Etat palestinien. » Et, au moment où plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens manifestaient à Jérusalem et à Nazareth contre l'agression du Liban, le vendredi 16 juillet, la direction de l'OLP écartait le projet d'un appel à la grève générale des travailleurs des pays arabes en solidarité avec la révolution palestinienne. Quelques semaines après, les combattants palestiniens évacuaient Beyrouth.

La réalité du plan Habib

Au lendemain des massacres de Sabra et Chatila, le Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » soulignait : « La réalité du plan Habib s'exprime dans les massacres de Sabra et Chatila. Le soutien inconditionnel de

l'OLP face à l'Etat d'Israël et à l'impérialisme implique que soit posée la question de la responsabilité de sa direction dans l'acceptation du plan Habib. Il ne s'agit pas de « reprocher » à la direction de l'OLP d'avoir quitté Beyrouth. Mais il est un fait : si des négociations avaient un sens, c'était pour négocier des garanties pour la population palestinienne du Liban. Or, aucune garantie n'a été donnée... »

Après la décision de la direction de l'OLP de faire quitter Beyrouth aux combattants palestiniens, le Conseil national de l'OLP qui se tenait le 14 février 1983 à Alger avait à se prononcer sur des questions graves et décisives.

Le Conseil national devait prendre position sur les différents plans de « règlement » de la question palestinienne : plan du sommet arabe de Fès, plan Brejnev, plan Reagan.

Il est nécessaire, même brièvement, de rappeler ces différents plans :

— Le plan de Fès et le plan Brejnev préconisent l'établissement d'un Etat palestinien sur les territoires de Cisjordanie et la bande de Gaza, actuellement occupés par Israël. La différence est « mince » entre les deux plans sur le problème de la reconnaissance de l'Etat d'Israël : reconnaissance formelle pour le plan Brejnev, reconnaissance implicite pour celui de Fès.

— Les propositions américaines prévoient l'ouverture de négociations avec Israël et la Jordanie. La délégation jordanienne comprendrait des Jordaniens et des Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza, dont la désignation sera faite avec l'accord préalable de l'OLP.

Quelles que soient les grandes phrases utilisées, les grands serments, les paroles d'honneur données, les mises en garde avancées par les uns et par les autres, toute la discussion s'est ordonnée autour des propositions américaines. L'argument utilisé est toujours le même : « Il faut faire preuve de réalisme. »

Sont donc « réalistes » les plans qui prévoient le maintien de l'Etat d'Israël. Mais peut-on marier la

reconnaissance de l'Etat d'Israël avec la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien ? Plan Reagan, Résolution 242, Camp David, plan Faad, et se succèdent depuis plusieurs années les massacres répétés du peuple palestinien. Voilà le bilan « réaliste ».

En 1968, la position qui était à la base de la Charte du Fath, principale organisation de l'OLP, était celle du combat pour un Etat laïque et démocratique sur l'ensemble du territoire de la Palestine, y compris le territoire actuel d'Israël.

En 1983, à Alger, toutes les tendances ont évolué dans le cadre fixé par le plan de Fès, la reconnaissance de l'Etat d'Israël, et c'est pourquoi le plan Reagan n'a pas été globalement rejeté. Revoilà donc sur le devant de la scène le « médiateur » Hussein de Jordanie, dont on se rappelle le rôle sinistre occupé en septembre 1970 dans le « règlement » de la question palestinienne.

Grèves, manifestations, affrontements dans les territoires occupés et en Israël même démontrent chaque fois que la volonté de combattre des masses palestiniennes n'a pas été écrasée. Contrairement à ce qu'expliquent tous les « réalistes », il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix et le progrès dans cette région du monde, est celle de la nation palestinienne avec les deux composantes, juive et arabe. Une Constituante, une nation palestinienne dans une Fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue.

Henri Vigier

(1) Organisation de libération de la Palestine.

(2) Front démocratique populaire de libération de la Palestine.

(3) Issam Sartou : partisan ouvert de la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël assassiné pendant le congrès de l'Internationale socialiste. Les autorités de l'OLP ont accusé les services secrets israéliens du meurtre.

CHRONOLOGIE

3 juin 1982 : Attentat perpétré contre Shlomo Argov, ambassadeur israélien à Londres.

4 juin : Sept vagues successives de bombardiers israéliens survolent Beyrouth et pilonnent durant une heure les camps palestiniens de Sabra et Chatila, ainsi que la route menant à l'aéroport international de Khalde. Ce raid, qui fait 100 morts et 270 blessés, marque le début de l'offensive israélienne au Sud-Liban.

5 juin : Au sommet de Versailles, Reagan lance un appel à Begin « pour la cessation des hostilités ». A Moscou, l'agence Tass relance l'idée « d'une conférence internationale sur le Proche-Orient ». Aucune mesure de rétorsion à l'égard de l'Etat d'Israël n'est envisagée.

11 juin : Pendant que les camps palestiniens de Beyrouth sont violemment bombardés (plus de 100 morts), les premières manifestations ont lieu dans les « territoires occupés » (un mort par balle en Cisjordanie).

15 juin : Reportage dans *Libération* : « A Saïda, l'armée israélienne oblige l'ensemble de la population à

se réunir sur les places. Pendant des heures et des heures, nous avons vu la police militaire faire le tri. Les Palestiniens sont marqués d'une croix dans le dos et regroupés dans une école (...). Saïda était une ville de 350 000 habitants. Toutes les maisons, tous les immeubles ont été bombardés ou mitraillés. » L'encerclement de Beyrouth commence. Un des proches de B. Gemayel déclare : « Les Israéliens ont fait en quelques jours le nettoyage que nous étions, hélas, impuissants à mener à bien. »

5 juin : Léonid Zamiatine, porte-parole de Brejnev, déclare que « l'URSS est prête à dialoguer avec Washington pour arrêter les conflits périphériques ».

3 juillet : Les blindés israéliens prennent position à la « frontière du musée », à Beyrouth. Désormais, le passage ne peut se faire que de l'ouest en est de la ville. A Tel-Aviv, 100 000 personnes participent à la manifestation organisée par « La Paix maintenant » afin d'empêcher l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth.

1^{er} août : Un plan américain pour l'évacuation des Palestiniens est élaboré par Philip Habib à l'issue de sa

tournée en Syrie, en Arabie Saoudite et en Egypte.

22 août : Départ du premier convoi des Palestiniens et arrivée de la « force d'interposition » à Beyrouth.

1^{er} septembre : Reagan prononce un discours où il expose son plan : « Un gouvernement par eux-mêmes des Palestiniens de la rive gauche du Jourdain et de Gaza, en association avec la Jordanie, offre la meilleure chance d'une paix stable, juste et durable. »

9 septembre : Résolution du sommet arabe de Fès auquel participe l'OLP qui déclare notamment : « Le Conseil de Sécurité garantit la paix entre tous les Etats de la région, y compris l'Etat palestinien indépendant. »

16 et 17 septembre 1982 : Massacres dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila.

14 février 1983 : Ouverture à Alger de la XVI^e session du Conseil national de l'OLP.

(1) Pour une chronologie détaillée, voir *Revue d'Etudes palestiniennes* n° 5 - automne 1982, pages 85-240.

La crise ébranle l'Etat d'Israël

Au lendemain du compte rendu des travaux de la commission d'enquête mise en place à la suite des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila, la presse a évoqué l'« exemplaire démocratie » régnant en Israël.

« Exemplaire démocratie » ? Une première constatation s'impose à l'évidence. Le général Sharon, mis en cause dans le massacre, a été renommé dans le gouvernement remanié du 14 février 1983, et Begin continue sereinement à être le Premier ministre de l'Etat d'Israël.

Aussi est-il nécessaire de revenir sur les conditions dans lesquelles a été constituée cette commission d'enquête et à la suite de quelles circonstances elle s'est tenue, pour mesurer la profondeur de la crise qui secoue aujourd'hui l'Etat d'Israël.

La guerre s'engage, l'union sacrée doit être à l'ordre du jour », tel est le langage tenu par les dirigeants de l'Etat d'Israël lors de chacune des opérations militaires en 1967, 1973 et en 1983. Or voilà que dès les premiers jours de l'opération, baptisée cyniquement « Paix en Galilée », un millier de travailleurs, étudiants, enseignants juifs manifestent sur les mots d'ordre : « A bas le génocide des Palestiniens ! A bas les assassins ! Retrait immédiat des troupes israéliennes ! Nous sommes tous des Palestiniens ! » La protestation ira sans cesse en s'amplifiant. Ils sont 20 000

à manifester leur opposition à la guerre le 26 juin et plus de 100 000 à Tel-Aviv le 3 juillet, appelés par le mouvement « La Paix maintenant ».

Le 7 août, 8 000 manifestants scandent : « Nous ne voulons pas mourir à Beyrouth ! » Fait sans précédent, la crise touche l'armée israélienne et le 8 août, 2 000 soldats israéliens réservistes signent une pétition de protestation contre la guerre au Liban.

L'argument de l'union sacrée, qui chaque fois est revenu pour justifier la politique de l'agression perma-

On trouvera ci-dessous deux extraits d'une lettre que nous avons reçue d'Israël.

L'un analyse le mécanisme de l'aide américaine à Israël, véritable « poumon d'acier » permettant le fonctionnement de l'économie dans le cadre artificiel de l'Etat d'Israël, mais aide aussi largement profitable à l'impérialisme américain dans la mesure où la plus grande partie de cette aide est constituée de prêts à intérêts.

L'autre, c'est l'une des chansons qui circulent parmi les soldats israéliens stationnés au Liban. Plus qu'une longue analyse, elle témoigne du caractère de cette guerre et de la profondeur de la crise qui a conduit à se dresser contre elle de très larges secteurs de la population juive d'Israël.

Descends vers nous, gentil avion
Amène-nous au Liban
Là, nous nous y battons pour Sharon
Et on reviendra dans une civière

Nous sommes du même sac
On nous a grattés avec la même petite cuiller
On nous a identifiés par le numéro de matricule
Oui, nous du génie de combat

Dans le champ de mines, marche le génie de combat
Dans le champ de mines, toute la journée,
Oh, oh, oh, ma jambe s'en est allée
Oh, oh, oh, mon bras est parti

Hier à cinq heures de l'après-midi
Nous sommes montés sur une mine
En route vers le ciel
Nous avons vu
Que notre tank a brûlé
Pas marrant de voir ton tank brûler

Mon half-track a quatre coins
Quatre coins à mon half-track
S'il n'y avait pas quatre coins,
Ce ne serait pas mon half-track

Bouououum !!!

Mon half-track a trois coins,
Trois coins à mon half-track, etc.

Quand nous mourrons, on nous grattera
Avec la petite cuiller, sur les parois
Là vous trouverez des morceaux
De chair brûlée
De couleurs rouge et noire

Toupie, tourne-tourne,
La situation n'est pas bonne
La toupie n'a qu'un seul pied,
Comme nous tous, sous peu.

Nous sommes allés,
Pâle était Ephraïm,
Au loin puaients les cadavres,
Et toi, tu étais bleu
Et tes deux yeux,
Sur le bas côté de la route étaient étalés
Le chacal hurle,
Car il est rassasié.

26 juin 1982 : Première manifestation à Tel-Aviv : 20 000 personnes manifestent leur opposition à la guerre.
3 juillet : 100 000 personnes participent à la manifestation organisée par « La paix maintenant » afin d'empêcher l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth.
6 juillet : Begin laisse entendre que la mission Habib arrive à sa phase finale et pourrait s'achever de manière satisfaisante pour Israël. Il fait allusion aux propositions de Reagan sur l'évacuation des Palestiniens. La nuit, les bombardements reprennent sur Beyrouth-Ouest.
7 août : 8 000 manifestants à Tel-Aviv avec pour mot d'ordre : « Nous ne voulons pas mourir à Beyrouth ».
8 août : 2 000 soldats israéliens réservistes signent une pétition de protestation contre la guerre au Liban.
13 septembre : L'armée israélienne a pris le contrôle de la partie ouest de la capitale libanaise où se trouvent les camps de Sabra et Chatila.
16-17 septembre : Massacres de Sabra et Chatila. Immédiatement, la question de la responsabilité d'Israël est posée.
Octobre : Grandes manifestations de rue des travailleurs juifs contre le gouvernement Begin qui refuse la constitution d'une commission d'enquête.
Novembre : Constitution de la commission d'enquête.
Février 1983 : Publication du rapport de la commission d'enquête qui met en cause le général Sharon.
14 février : remaniement ministériel. Sharon reste au gouvernement.

nente, se heurte à la mobilisation des travailleurs juifs. « C'est Sharon, c'est Begin qui sont responsables de la mort de mon fils, ce ne sont pas les Palestiniens ! », s'exclame une mère juive sur la tombe de son fils tué au Liban. Sharon, Begin qui expliquaient qu'ils étaient au Liban « pour sauver les populations des Syriens et des Palestiniens », comme d'autres expliquaient en d'autres temps qu'il fallait « sauver les populations ukrainiennes ou tchèques du bolchevisme et de la juiverie internationale », sont désignés comme les coupables du génocide.

Une crise profonde

Mais cette crise, déjà profonde, va s'accroître au moment du massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Le journaliste Amnon

Kapeliouk a relaté (1) comment le samedi 18 septembre 1983 l'opinion publique mondiale apprend avec stupeur qu'un massacre venait d'être commis dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, à Beyrouth. Trois jours auparavant, à l'issue d'un siège de plusieurs mois, l'armée israélienne avait pris le contrôle de cette partie ouest de la capitale libanaise où se trouvaient les camps.

Immédiatement, la question de la responsabilité d'Israël est posée. En octobre, se déroulent de grandes manifestations de rue des travailleurs juifs contre le gouvernement Begin qui refuse la constitution d'une commission d'enquête. La constitution de cette commission d'enquête, la publication de son rapport qui met en cause le général Sharon ne règlent rien : Begin décide de garder Sharon au gouvernement.

L'Etat d'Israël, Etat artificiel constitué avec l'aide de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin contre les peuples de cette région du monde qui luttent pour leur libération nationale et sociale, est la négation des traditions démocratiques du peuple juif, de la culture juive. Sharon et Begin sont les fossoyeurs de ces traditions, de cette culture.

L'existence de la commission marque bien la crise de l'Etat d'Israël, Etat édifié sur la base de la spoliation et l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens des terres qu'ils occupaient.

Dans ces conditions, il est difficile de parler de « bavure regrettable » à propos de Sabra et Chatila, mais bien plutôt de logique qui s'inscrit dans la constitution même de l'Etat d'Israël, dont le maintien est la négation même des droits nationaux du peuple palestinien.

En Israël, avec une inflation de 100 % par an, un niveau de vie catastrophique aggravé par la permanence des guerres, la dépendance absolue vis-à-vis de l'impérialisme américain, et au moment où ne cessent de se développer les grèves et manifestations des Palestiniens dans les territoires occupés, plus que jamais il est nécessaire de réaliser l'unité des travailleurs juifs et arabes dans une nation palestinienne laïque et démocratique.

Henri Vigier

(1) Amnon Kapeliouk, *Enquête sur un massacre*, Le Seuil, 116 pages. Voir *Tribune internationale* n° 11.

AIDE AMERICAINE DES QUATRE DERNIERES ANNEES (en millions de dollars US)				
	1980	1981	1982	1983 (prévision)
AIDE MILITAIRE				
don régulier	646	723	746	750
don spécial (évacuation du Sinaï)	352	350	-	-
PRET	1 011	1 283	1 270	950
TOTAL AIDE MILITAIRE	2 009	2 362	2 015	1 700
AIDE CIVILE				
PRET	455	785	785	785
DON	368	-	-	-
TOTAL AIDE CIVILE	823	785	785	785
TOTAL AIDE AMERICAINE	2 832	3 147	2 800	2 485

Sources : Quotidien financier "Ksafim" ; quotidien "Haaretz".

Maintenant, le détail :

a) On constate que la plus grande partie de cette aide est constituée de prêts à intérêts, qu'il faut bien payer. De fait, en 1983, la totalité de l'aide civile (785 millions de dollars) servira à couvrir la dette israélienne aux Etats-Unis pour des années précédentes.

b) L'aide militaire est une fiction du point de vue financier. En effet, les accords US-Israël stipulent qu'elle sert à acheter le matériel militaire produit aux Etats-Unis.

c) La signification interne aux Etats-Unis de ces données est aussi importante : l'aide civile sert à couvrir les dépenses militaires israéliennes faites aux Etats-Unis ; la totalité de l'aide, civile et militaire, américaine à Israël ne quitte pas les Etats-Unis, et représente en fait une aide gigantesque accordée par le gouvernement de Washington à l'industrie militaire américaine sous le couvert de « l'aide à l'étranger ».

COLOMBIE

Intervention des délégués de « Convergence socialiste » au 3^e Forum pour les droits de l'homme

La rubrique « Vie des sections » de ce mois est consacrée au IV^e Congrès du POSI et à la déclaration faite par les représentants de « Convergence socialiste », section colombienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », au 3^e Forum pour la Défense des droits de l'homme. Ce forum regroupe des personnalités démocratiques et des représentants d'organisations syndicales. Le contexte dans lequel se déroulent ces activités est étudié dans l'article que nous publions dans ce même numéro de Tribune internationale-La Vérité.

LES forums pour les Droits de l'Homme qui se sont tenus en 1980 et 1981 ont représenté une importante contribution à la lutte pour les libertés démocratiques et pour les revendications populaires. Ils se sont tenus lors de moments critiques, alors que le gouvernement était engagé dans une escalade de répression et antidémocratique visant à frapper la protestation ouvrière et populaire et à imposer les plans économiques des groupes financiers.

Ils ont été des expressions de lutte démocratique qui ont permis, avec les mobilisations ouvrières et populaires, que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation nouvelle. L'état de siège a dû être levé. Le statut de sécurité n'est plus en vigueur. La justice est passée des tribunaux militaires aux juges civils. Les centres de torture ont été démasqués devant l'opinion publique mondiale et les tortionnaires ont dû reculer ou camoufler leurs activités.

L'amnistie pour tous les prisonniers politiques, ainsi que pour les guérilléristes actifs qui désirent passer à une action légale, est aussi le résultat de cette lutte démocratique, et en aucune manière une gracieuse concession tombée des sommets des pouvoirs.

La participation ouvrière et syndicale dans les revendications pour les droits des travailleurs, en particulier pour le droit au travail, pour le paiement d'un salaire leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille, pour les droits de grève et de mobilisation, bien qu'ils n'aient pas été pleinement conquis, font aussi partie de la tradition démocratique et populaire des précédents forums.

Le III^e Forum doit poursuivre dans la voie des précédents. Il doit servir de tribune à l'expression des exigences et aspirations ouvrières et populaires. Le forum ne peut pas servir de tremplin aux partis traditionnels pour se créer de meilleures conditions en vue de la prochaine campagne électorale, il ne doit pas devenir non plus une caisse de résonance aux propositions et plans gouvernementaux. Le III^e Forum doit être la synthèse actuelle de l'exigence populaire d'une authentique démocratisation.

L'ouverture démocratique

Le gouvernement que préside Belisario Betancur a avancé un « plan de développement démocratique » ou « ouverture » qui a suscité l'espoir chez de larges secteurs de la population. Malgré cela, les initiatives engagées jusqu'à présent n'indiquent pas qu'il y ait, de la part de l'exécutif ou

des directions à la tête du régime, un véritable projet démocratique. La reconnaissance formelle de certaines exigences est toujours accompagnée de mesures qui, en dernière instance, l'invalident. Une amnistie est votée pour faire passer la lutte politique par les voies légales et, en même temps, l'action civico-militaire est approuvée comme loi de la République. On appelle les travailleurs et les organisations d'opposition à agir sur le terrain parlementaire et, en même temps, on conserve intact un régime où le Congrès est une institution de dernière catégorie soumise à l'arbitrage du président. C'est non seulement un Parlement sans pouvoir de décision, mais sous prétexte de la pressante situation économique, il est bafoué grâce aux pouvoirs extraordinaires ou aux commissions spéciales désignées dont dispose à sa guise l'exécutif.

C'est dans ce contexte que le « plan de développement démocratique » proposé par le ministre de gouvernement avance la réglementation des partis ou Statut de l'Opposition. Non seulement le régime « présidentiel » est maintenu, qualifié même par Lleras Camargo de « monarchie présidentielle », mais la partie substantielle de ce plan est le renforcement des forces armées et de l'appareil policier.

La militarisation

La paix et la démocratie, dont on tente aujourd'hui de se faire le porteur, sont incompatibles avec la militarisation. A l'action civico-militaire s'ajoutent de nombreux autres plans actuellement qui mettent particulièrement l'accent sur le renforcement des forces armées, au détriment de la prise en considération des nécessités des services publics. Des sommes se chiffant par millions sont assignées à la modernisation des corps répressifs. Plus de 300 000 millions sont remis aux appareils de sécurité en 1983 ; une partie considérable du budget des travaux publics et des services passe aux mains des forces armées dans les zones en conflit et les territoires nationaux ; une attention particulière est portée aux brigades civico-militaires de réhabilitation et, d'autre part, les programmes d'assistance militaire organisés par le Pentagone sont maintenus, ce qui place la Colombie parmi les premiers dans ce domaine en Amérique latine, précédée seulement par le Salvador.

L'appel à « l'accord national », à la concertation économique et à la conciliation politique distinguent le nouveau gouvernement de celui,

ouvertement répressif, qu'a présidé Turbay. Mais cet appel n'exclut pas la continuité, selon d'autres modalités, de ce processus de transformations antidémocratiques d'un régime reposant de plus en plus sur un « exécutif fort » et un appareil militaire omniprésent.

Le démantèlement de corps paramilitaires du type du MAS

La mobilisation populaire pour le démantèlement du MAS (1) a rencontré son expression la plus haute au moment de l'assassinat du Professeur Alava et dans les mobilisations ouvrières des derniers mois de l'année 1982. Le président lui-même, face à la protestation démocratique, a dû se prononcer et demander au procureur d'enquêter sur les activités de ce groupe criminel.

La participation d'officiers supérieurs des forces armées aux activités du MAS a été mise à nu avec les graves événements dans les régions de Magdalena Medio et les Santanderes, et a été en partie consignée dans le rapport du procureur. Le cours suivi par l'enquête a déclenché une opération d'ensemble pour éviter qu'elle n'aille jusqu'au bout et pour en pervertir les premiers résultats. L'état-major, le ministre de la Défense à sa tête, est monté en première ligne dans la campagne pour faire le silence sur l'enquête. Les généraux sont allés jusqu'à un affrontement institutionnel avec le parquet général. Ils refusent de reconnaître le rapport et les liens des militaires. Ils décoorent les principaux

accusés ; et les généraux et amiraux s'engagent à corps perdu dans la défense de tous les militaires signalés judiciairement comme participant aux activités du MAS.

Seule la mobilisation populaire pourra parvenir à une progression pour démasquer et détruire le MAS. C'est la pression de l'opinion démocratique qui a empêché le parquet général de se limiter à un rapport brumeux qui niait l'existence du MAS en tant qu'organisation centralisée et aurait minimisé les liens avec les forces armées. Le pas fait par le parquet général avec la publication d'une liste de militaires, d'officiers militaires et de civils liés au MAS favorise la lutte contre ce regroupement et cela a été salué par différents secteurs. Cependant, la violente offensive des forces armées pour empêcher à tout prix que soient démontrés les liens entre certains de leurs membres et le MAS ne sera pas arrêtée par le parquet général. C'est pourquoi la liste est encore incomplète et se limite aux cas les plus scandaleux des derniers mois. Le président et le procureur ont montré de toute façon combien ils étaient intéressés à transformer l'enquête en affaire privée des forces armées et à démobiliser ainsi les secteurs démocratiques par une enquête arrêtée à mi-chemin. La vigilance autour de cette enquête sera décisive pour qu'elle ne passe pas sous silence, pour que l'opinion publique ne soit pas détournée par des rapports échappatoires et pour que ce regroupement soit détruit et tous les coupables châtiés.

Les exigences actuelles des militaires, en ce qui concerne l'enquête sur le MAS, contrastent avec la façon dont la BIM (2) a traité les dirigeants et militants populaires inculpés pour des liens présumés avec l'enlèvement et l'assassinat de Gloria Lara. Les tortures ou « mauvais traitements » sont réapparues, les militaires sont intervenus dans la justice ordinaire, le droit de la défense a été dénié, quelques-uns des accusés ont d'abord été enlevés au nom du MAS et sont ensuite apparus dans les casernes ; et sans passer par aucune enquête des autorités compétentes, les généraux en sont venus à condamner publiquement les coupables présumés.

Le droit à la vie, c'est aussi le droit à la subsistance

Le III^e Forum, tout en reprenant les aspirations démocratiques, se verra mutilé s'il ne sert pas de tribune aux revendications des travailleurs qui se trouvent dans des conditions d'existence de plus en plus difficiles.

Les centrales syndicales et le syndicalisme indépendant ont ouvertement exprimé leur refus de la politique salariale du gouvernement car ils considèrent qu'il prétend imposer l'austérité, la diminution des salaires et des prestations, pour favoriser les taux de profit des patrons.

Le dit pacte anti-inflation repoussé par les organisations ouvrières propose des augmentations de salaires en deçà de l'inflation, ce qui signifie le transfert de rémunérations des salariés dans les coffres des capitalistes. Cette politique part du prétexte que ce seraient les salaires qui créent l'inflation et elle justifie l'intransigence patronale. Pour l'application du fameux « pacte », des campagnes anti-ouvrières sont déployées qui présentent les revendications comme d'absurdes prétentions d'une « oligarchie en bleu de travail » ; avec ces campagnes, on arrive à des extrémités telles que l'occupation militaire de centres de travail, comme c'est arrivé dans les ports, et, sous une autre forme, à Ecopetrol.

La relance économique qui est promue signifie des concessions aux investisseurs, financiers et grands exportateurs. On augmente les licenciements dans les usines car les patrons ont besoin d'« économiser la main-d'œuvre et d'utiliser des technologies de haute productivité » ; le chômage cesse d'être un thème des documents officiels car il est assuré que c'est un régulateur normal des pressions salariales.

Les mesures concernant les impôts qui sont mises en place favorisent en réalité les sociétés anonymes, les bénéficiaires des affaires de trafic qui seront amnistiés et les exportateurs. Les contrôles renforcés sur les revenus présumés, pour les secteurs d'entreprises où il y a traditionnellement évasion de capitaux, sont compensés par une politique des prix qui permet de faire porter les charges fiscales sur les consommateurs. Il n'y a pas, dans les plans actuels de « relance », de réformes effectives en matière urbaine ou agraire ou un impôt qui



affecte les grandes fortunes et groupes de monopoles et financiers.

Le III^e Forum doit être le théâtre naturel où on entend le refus des plans d'austérité qui font porter le poids de la crise actuelle sur le dos des travailleurs. De cette manière, le Forum sera l'interprète du sentiment des ouvriers qui défendent des revendications aujourd'hui dans plus de 1 000 entreprises ; des instituteurs qui partent en grève parce qu'ils ne sont pas payés ; des étudiants qui voient se réduire leur droit aux études parce que les budgets sont rognés et sont même transférés au profit des forces armées ; des indigènes et des paysans qui continuent à lutter pour la terre.

Pour un « nouvel ordre international », il faut rompre avec l'impérialisme

L'affiliation de la Colombie au groupe des pays non alignés, les déclarations des ministres latino-américains réunis à Cartagène en février 1983, les réponses d'organismes internationaux de pays producteurs de matières premières ont mis à l'ordre du jour les discussions sur ce qu'on appelle le « nouvel ordre économique » international et sur les relations entre pays indépendants et dominés et la poignée de puissances impérialistes.

La récession économique internationale qu'on connaît depuis le début de cette décennie a accentué les problèmes séculaires de l'échange inégal, de l'exploitation et du transfert de la plus-value des pays coloniaux et semi-coloniaux vers les centres impérialistes. Le patronat des pays arriérés voit, quand vient la crise, que les puissances capitalistes choisissent de protéger leurs marchés, que les prix des matières premières tombent, que les monopoles impérialistes défendent leur taux de profit, aux dépens même de leurs partenaires plus petits.

C'est l'ensemble de ce panorama qui amène des gouvernements aussi dissemblables que ceux du Mexique, du Venezuela, du Brésil, de la Bolivie, de la Colombie, du Pérou ou de l'Argentine, à se prononcer pour faire pression sur les pays dominants



« Le droit à la vie, c'est aussi le droit à la subsistance » : les travailleurs se trouvent dans des conditions de plus en plus difficiles.

pour de meilleurs prix et moins de protectionnisme, ou pour rechercher des mécanismes financiers qui contiennent la spirale d'un endettement extérieur asphyxiant. Ce sont ces impératifs économiques qui ont amené les gouvernements de Colombie et du Venezuela à s'orienter vers le bloc des pays non alignés. L'entrée de la Colombie au sein des non-alignés ainsi que les prises de position de la majorité des gouvernements d'Amérique latine ne représentent pas une voie de rupture politique ou militaire avec les plans du gouvernement des Etats-Unis ; les différentes prises de position ne s'orientent pas vers une position anti-impérialiste.

Pour que resurgisse le nationalisme bourgeois dans le style de celui qu'on a connu il y a des décennies (péonisme, aprisme, etc.), il faudrait qu'une fraction de la classe dominante soit disposée à s'appuyer sur les masses pour résister à l'impérialisme et que pour le faire elle s'engage dans quelques réformes qui,

bien que superficielles, impliqueraient de léser les intérêts de secteurs possédants. Les plans d'austérité et la prédominance des groupes monopolistes-financiers représentent l'incapacité des classes au pouvoir à faire des concessions substantielles aux masses ou à entreprendre des réformes structurelles. La seule voie qui leur reste est de se proposer des accords conjoints pour rivaliser avec l'impérialisme et imposer derrière leurs frontières le renforcement des appareils militaires et le perfectionnement de la répression, pour contenir les prétentions du mouvement des masses sur qui retombe le poids de la crise économique mondiale.

Pour les travailleurs et défenseurs des droits de l'homme, ce panorama international n'est pas indifférent, surtout à un moment comme celui-là où l'économie est subordonnée aux impératifs de la politique et où la politique se trouve dominée par la lutte des peuples pour leur libération et par les efforts du système impérialiste pour se perpétuer au prix de

guerres, du soutien de régimes sanguinaires et dictatoriaux comme en Amérique centrale, au Moyen-Orient et dans le Cône sud de l'Amérique.

Pour les travailleurs et les démocrates conséquents, l'indépendance nationale n'est pas une opération diplomatique de pression pour réclamer de meilleurs marchés ou des aides financières. L'indépendance effective des blocs militaires suppose la rupture de pactes comme le TIAR et les accords bilatéraux qui font des bases yankees les centres d'entraînement des officiers latino-américains. L'indépendance implique aussi la rupture avec les plans d'austérité que le Fonds monétaire international a esquissés pour l'Amérique latine et qui sont aujourd'hui ouvertement imposés dans des pays comme le Mexique, le Brésil ou le Pérou, et, d'une autre façon, dans d'autres pays comme la Colombie.

Ce III^e Forum national pour le droit à la vie est appelé à se prononcer sur des questions essentielles qui

affectent l'existence de millions de Colombiens :

— Contre la militarisation et pour l'élimination de l'action civico-militaire.

— Pour le retrait de l'armée des zones de conflit et l'élimination des corps spéciaux de contre-insurrection. Pour que soient acceptés l'armistice ou la trêve proposés par les FARC et le M-19.

— Pour que soit démasqué et détruit le MAS. Pour que soit menée jusqu'au fond l'enquête du parquet général et pour que soit rendue publique la totalité de l'enquête.

— Pour le respect des droits des dirigeants et militants populaires fausement accusés dans le cas Gloria Lara. Pour que leur soit reconnu le statut de prisonniers politiques. Pour leur libération immédiate.

— Pour une authentique démocratisation et pour le respect des libertés. Non à la militarisation des grèves ! Non à la persécution syndicale ! Que ce soit le peuple qui, de façon démocratique, élise ses porte-parole dans une « réunion au sommet populaire » ou Grande Assemblée constituante.

— Pour le droit à l'existence, pour le soutien aux centrales syndicales dans leur condamnation de la politique des salaires, pour que soit repoussé ce qui est appelé le « pacte d'austérité ».

— Pour l'indépendance nationale, pour que l'affiliation aux pays non alignés s'accompagne d'une formelle rupture avec le TIAR, avec les plans du FMI. Et pour la lutte pour des mesures qui évitent le pillage de nos ressources par les compagnies impérialistes. Pour la reconnaissance du FMLN comme force belligérante et la condamnation de l'intervention impérialiste en Amérique centrale.

Pour *Convergence socialiste*,
Les délégués au III^e Forum
Camilo Gonzalez Posso,
Juan Daza,
Luis F. Maldonado.

Bogota, mars 1983.

(1) MAS : mouvement para-militaire de « combat contre les enlèvements ».
(2) BIM : un des bureaux de renseignements de l'armée.

ETAT ESPAGNOL

IV^e Congrès du Parti ouvrier socialiste internationaliste

LES 1 et 2 avril, dans la ville de Bilbao au Pays basque, s'est tenu le IV^e Congrès du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI). Le choix de Bilbao est significatif de la volonté du POSI de placer au centre du combat des masses pour en finir avec la monarchie franquiste, le droit du peuple basque et de tous les peuples opprimés par l'Etat centraliste à l'indépendance. Il s'agit d'œuvrer ainsi à l'unité de la classe ouvrière et des peuples dans la perspective de l'Union des Républiques libres.

Pendant deux jours les nombreux délégués et invités ont pu discuter passionnément des problèmes de principes et de stratégie du combat pour la construction du parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, ainsi que les questions relevant de la tactique dans l'intervention dans la lutte de classes.

Outre des résolutions spécifiques concernant la Pologne et l'Amérique centrale, aspects centraux du combat internationaliste, le IV^e Congrès a adopté une résolution politique qui dégage les principaux éléments constitutifs de l'accord de la classe ouvrière et des peuples, leurs organisations, contre la monarchie, contre le Pacte de Felipe Gonzalez, le PSOE et le PCE, avec la couronne et la bourgeoisie.

La présentation de plusieurs listes à l'initiative du POSI à l'occasion des prochaines élections municipales fut décidée.

Le Congrès s'est conclu au chant de l'*Internationale* et l'ensemble des délégués ont décidé de participer à la manifestation convoquée par Herri Batasuna (organisation nationaliste basque) pour commémorer l'Aberri Eguna (jour national basque) qui s'est déroulé dans la ville de Pamplona.

L.F.



Un meeting du POSI à Madrid.

« Appel de la Tendance prolétarienne insurrectionnelle du Chili au peuple, aux militants de base de la gauche et aux peuples solidaires du monde »

Le pays connaît une crise économique aiguë. Ses séquelles s'étendent à tous les terrains de la vie sociale et politique de la nation, jusqu'à s'exprimer par une décomposition morale du régime dictatorial qui étouffe, depuis plus de neuf ans, la société chilienne. Face à la catastrophe qui s'approche, les classes sociales prennent position.

Pour le prolétaire et pour l'ensemble des exploités, cette situation n'est qu'un épisode dans leur lutte incessante pour la libération de toute forme d'oppression de classe, et en particulier pour mettre fin à l'hégémonie du capitalisme monopoliste et financier qu'incarne aujourd'hui la dictature. Dans cette perspective surgissent et se renforcent des organisations de base sur des positions de classe et de lutte infaillibles contre les divers fléaux du capitalisme chilien.

La bourgeoisie, pour sa part, voit sa crise s'approfondir. L'ampleur d'une crise qui compromet la survie de branches entières de la production est le principal facteur qui pousse l'opposition bourgeoise à se structurer dans un front qui cherche à remplacer le gouvernement Pinochet.

Sa politique, cependant, ne vise pas à une véritable démocratisation du pays. L'issue qu'elle tente de développer se base sur la préservation des conditions économiques et institutionnelles qui ont favorisé l'hégémonie des grands monopoles et consortiums financiers ; il s'agit, en particulier, de maintenir sans changement l'écrasement des ouvriers, paysans et pauvres des villes.

En accord avec cette perspective, le front bourgeois d'opposition est prêt à sacrifier ce qui est accessoire pour sauver le principal. Si cela est nécessaire, il est prêt à aller jusqu'à l'écrasement de Pinochet, sous la couverture d'un projet de développement national comme le PRODEN (1). En son sein, on est en train de mettre en place les bases d'une entente entre patrons, généraux et politiciens de droite « récupérés » pour la démocratie, projet qui compte avec la bénédiction d'un groupe de la hiérarchie catholique et avec le soutien total de l'impérialisme et du capital international.

Dans le fond, ce dont il s'agit, c'est du remplacement de Pinochet par un autre général ou par un civil de confiance pour les intérêts du capital. Et si on en est venu à envisager une mesure aussi drastique que le départ de Pinochet, c'est parce qu'il existe un consensus, dans l'ensemble de la bourgeoisie, sur le fait que la crise s'approfondit en raison de l'ineptie de l'actuel gouvernement de la dictature face à cette crise. Personne ne sera en condition d'empêcher de puissants foyers de rébellion et de mécontentement ouvrier et populaire.

Pour éviter précisément cette éventualité, l'opposition bourgeoise a recours à un langage pseudo-démocratique et opportuniste, grâce auquel elle espère neutraliser le mécontentement des différentes fractions petites-bourgeoises. La démocratie dont ils veulent est une démocratie

tronquée et répondant aux intérêts de l'ensemble des classes bourgeoises.

Par cette entreprise de la bourgeoisie, ils ont réussi à entraîner et à réduire au silence un secteur considérable de la gauche, ce qu'on appelle la Convergence socialiste, alors que le reste de la gauche traditionnelle reste dans l'expectative et subordonne son action à son hypothétique intégration dans le consensus du front bourgeois.

Malgré les points d'accords, la Convergence socialiste, qui regroupe des secteurs du PS, du MAPU, de l'IC et du MAPU-OC (2), apparaît comme ayant un pied dans le PRODEN et l'autre en dehors. Ce qui est appelé le secrétariat de la Convergence proteste contre l'esprit sectaire qui anime les dirigeants bourgeois, mais il ne prononce pas un mot de critique sur les fondements bourgeois du projet de pseudo-démocratisation.

En même temps, le PC, des secteurs du PS d'Almeyda (3), le MIR, une partie du radicalisme et d'autres fractions du PS sont restés en dehors du jeu. Cependant, en raison de la plus ou moins grande ambiguïté de leur attitude vis-à-vis du PRODEN, ils se font complices de la vaste conspiration anti-démocratique que représente l'accord qui se tisse entre patrons, généraux et politiciens bourgeois.

L'heure présente exige de démasquer les conceptions opportunistes et les hésitations qui caractérisent les positions exposées plus haut. L'accord avec la bourgeoisie, qu'on intègre ou non le front bourgeois du PRODEN, n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative des sommets pour désarmer le prolétariat.

Avant le 11 septembre 1973, la politique de désarmement s'est exprimée par le refus des organes de pouvoir populaire et par les illusions pacifistes semées en ce qui concerne les forces armées de l'Etat bourgeois. Depuis le coup d'Etat, cette conduite s'est matérialisée dans les efforts persistants visant à lier le prolétariat dans un accord (Pacte social) tendant à surmonter la crise provoquée par l'irresponsabilité de la dictature et ses « Chicago Boys ».

La TPI (4) du Chili, organisation née après le coup d'Etat, qui regroupe des travailleurs et d'ex-militants des organisations aujourd'hui en crise, déclare que, dans le cadre du drame national où nous entraîne la dictature, le dilemme qu'il faut résoudre est : quelle classe sociale porte sur ses épaules le poids de la crise.

Tout accord avec la bourgeoisie, dans les circonstances présentes, contribue à ce que les exploités soient « le dindon de la farce » de l'accord que constitue le PRODEN. Leur problème est donc d'aiguiser la crise pour pouvoir émerger comme l'unique alternative de solution.

Dans ce contexte, la TPI soutient avec force que le prolétariat et l'ensemble des exploités doivent lutter sans failles pour abolir non seulement les bases politiques de la dictature, mais les fondements matériels de l'hégémonie du capital monopoliste et financier.

Ceux qui soutiennent que la seule issue réelle est un accord de longue haleine avec la bourgeoisie d'opposition pour écarter Pinochet, ceux-là mentent effrontément. La seule perspective pour les exploités est le renversement depuis le bas de tout le système économique et institutionnel que, par la violence assassine, Pinochet et ses acolytes ont établi.

Pour réussir cette tâche, la classe ouvrière et le peuple disposent de leurs propres forces, encore naissantes, mais qui ont gagné silencieusement, par leur intelligence et leur courage, un terrain social et politique. La tâche des révolutionnaires est d'élargir et de renforcer ces instruments nés au cœur des classes exploitées par le capital.

possible et nécessaire de créer des conditions pour le renversement total de la dictature du capital monopoliste et financier et de tous ses vestiges, par la mise en place des lignes tactiques suivantes dans la situation présente :

— Développement d'une croissante solidarité et soutien aux organisations de base de notre peuple, qui sont nées démocratiquement au cours de ces neuf années de lutte contre la dictature.

— Nous appelons à un large soutien aux organisations de classe et indépendantes, comme le BPU (5), les Confédérations (Territoriales) des travailleurs de Maipo, San Miguel, Antofagasta, Coquimbo, Valparaíso, Concepción, et à l'ensemble des organi-

l'homme et le retour des exilés, en soutenant :

a) la libération et l'amnistie pour tous les prisonniers politiques ; b) l'apparition en vie de tous les disparus politiques et combattants sociaux ;

c) le retour de tous les exilés, sans aucune sorte de condition, avec leur famille, en les réintégrant dans leur ancien travail, dans leur maison, avec toutes les garanties constitutionnelles en accord avec la Déclaration des droits de l'homme aux Nations-Unies.

— Nous appelons les bases et les militants de gauche à dénoncer et contrecarrer les tentatives de leurs sommets dirigeants qui veulent les placer dans le sillage du front bourgeois PRODEN. En réponse à cela, il est nécessaire de convoquer une convergence prolétarienne et socialiste, organisée par la base démocratique de tous les membres et organisations qui seraient pour ce projet de réelle rénovation, de renversement de la dictature, d'instauration d'un gouvernement démocratique révolutionnaire du peuple, où le socialisme serait construit sous la direction du peuple lui-même, et non pas par des cliques ou des appareils oppresseurs.

— Nous appelons à dénoncer les limites des projets de départ ou de remplacement qu'impulse le front bourgeois PRODEN, car c'est le revers de la même médaille, c'est-à-dire la stratégie de la bourgeoisie monopoliste et financière alliée à l'impérialisme et au capital international.

— Nous faisons appel à la solidarité internationale et aux nouvelles organisations des Chiliens en exil pour soutenir les BPU, germe du nouveau pouvoir populaire.

Avec le front bourgeois d'opposition, frapper ensemble et marcher séparément.

La lutte prolétarienne et socialiste ne s'achève pas par le départ de Pinochet. Notre objectif est le renversement de la dictature et de tout son système.

Aujourd'hui, soutien complet aux BPU, demain, tout le pouvoir à l'organisation du peuple en armes, seule alternative socialiste et du peuple, unique issue à la crise aujourd'hui et toujours.

La libération du peuple du Chili sera l'œuvre du peuple lui-même !

Nous vaincrons ! »

Coordination de la TPI du Chili
Tendance prolétarienne
insurrectionnelle
janvier 1983



La dictature militaire chilienne.

C'est dans ces instances organisationnelles et de base que germe la nouvelle démocratie et la nouvelle constitution politique des Chiliens, c'est là aussi que naît la convergence prolétarienne et socialiste des véritables protagonistes de l'histoire et de la victoire.

Ceux qui méprisent le courage et la puissance contenus dans cet authentique mouvement populaire arguent que la tâche principale est de faire partir Pinochet. Et pour cela, ils se placent dans le sillage du PRODEN, tout en accusant les révolutionnaires d'être naïfs et utopiques.

La TPI répond à cette caractérisation insidieuse qu'elle n'ignore pas la nécessité d'impulser au maximum les contradictions inter-bourgeoises et qu'elle ne méconnaît pas l'importance du départ de Pinochet et de ses complices. Mais elle ne limitera jamais sa lutte à ces objectifs partiels ; au contraire, la TPI affirme qu'il est

sations ouvrières et populaires de base des femmes, de la jeunesse, des villages, paysans et indiens.

— Soutenir et faire connaître tous les accords de la réunion intersyndicale d'octobre 1982 qui s'est tenue dans le combatif syndicat de Madeco à San Miguel, et qui affirment :

a) Mise en place d'une centrale unique des travailleurs de classe, à base démocratique et indépendante de la dictature, des solutions bourgeoises et des partis traditionnels ;

b) Impulser un cahier de revendications pour la lutte nationale, pour le pain, le travail et la liberté ;

c) Impulser la formation de comités pour la défense du travail, du salaire, contre les licenciements et pour plus de sources de travail ;

— Nous appelons au soutien total des organisations du Chili à l'extérieur, qui œuvrent à la lutte pour le respect des droits de

(1) PRODEN : Projet de développement national.

(2) PS : Parti socialiste. MAPU : Mouvement anti-impérialiste populaire unifié (originaire de la gauche chrétienne). IC : Gauche chrétienne. MAPU-OC : scission du MAPU (ouvrier et paysan).

(3) PS Almeyda : le PS est divisé en deux ; Almeyda dirige l'aile pro-stalinienne.

(4) TPI : Tendance prolétarienne insurrectionnelle, scission du MIR dirigée par Victor Toro.

(5) BPU : Bloc populaire unitaire, regroupements impulsés par la TPI.

Marx et la révolution permanente

Dans son ouvrage de 1931 intitulé *La Révolution permanente*, Trotsky écrivait : « La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique, mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classes. »

Le sens de cette citation est clair : Trotsky, qui a développé la théorie et la pratique de la révolution permanente comme élément central du socialisme scientifique, fait remonter à Marx l'origine de sa conception. De fait, Marx et Engels écrivaient dans une *Adresse au conseil central de la Ligue des communistes allemands*, datée de mars 1850 : les ouvriers allemands « contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits-bourgeois démocrates — de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : LA REVOLUTION EN PERMANENCE ! ».

Il s'agit donc de la stratégie révolutionnaire du prolétariat qui exprime l'unité dialectique de la lutte des classes dans le temps et dans l'espace, dès lors que le prolétariat est devenu la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout de la société bourgeoise et qu'il lutte en conséquence sans désespérer.

Dans le temps, il ne saurait plus y avoir une révolution démocratique bourgeoise et une révolution socialiste prolétarienne séparées et isolables l'une de l'autre. Désormais, la révolution prolétarienne intégrera à son mouvement l'accomplissement des tâches propres à la révolution bourgeoise. Dans l'espace, la victoire de la révolution prolétarienne en un pays donné ouvrira un processus historique au cours duquel les forces révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires s'affronteront à l'échelle internationale et, finalement, à l'échelle mondiale.

Aux origines de la révolution permanente

La formation intellectuelle et politique de Marx se situe entre deux révolutions européennes : celle de 1830 où il n'avait encore que douze ans, et celle de 1848 à laquelle, au début de sa trentaine, il participa activement en compagnie d'Engels.

De Paris à Varsovie, en passant par Bruxelles et Francfort, la révolution de 1830 ébranla et mit en péril l'ordre européen instauré, en 1815, par la Sainte-Alliance, c'est-à-dire l'ordre monarcho-féodal organisé contre la Révolution française et toutes ses séquelles. Ainsi, les révolutions de 1830 reprennent l'œuvre inachevée de la grande révolution de 1789 dans un contexte historique nouveau au sein duquel la classe ouvrière est suffisamment présente pour inquiéter les diverses bourgeoisies nationales, mais insuffisamment organisée pour faire

pencher le fléau de la balance du côté des forces révolutionnaires.

A Paris, la grande bourgeoisie réussit à confisquer la révolution au profit de la monarchie parlementaire de Louis-Philippe, « le roi des banquiers », et à Varsovie, l'armée du tsar Nicolas 1^{er} noie dans le sang, un an après, l'insurrection des patriotes. La Belgique accède à l'indépendance, mais c'est dans le cadre d'une monarchie asservie aux grandes puissances. Enfin, en Allemagne, les troupes prussiennes et autrichiennes anéantissent, en 1832, les derniers foyers de soulèvement.

Durant leur jeunesse, Marx et Engels n'ont pas manqué de réfléchir sur les causes qui avaient entraîné la défaite du mouvement révolutionnaire de 1830. Dans son ouvrage de 1922 intitulé *Marx et Engels*, Riazanov déclare : « Engels, en 1842, avait 22 ans. Ainsi, de très bonne heure, il est écrivain démocratique, radical complètement formé. Comme il le dit lui-même dans un poème plaisant où il se dépeint, il était un jacobin ardent. Sous ce rapport, il rappelle fortement les quelques Allemands qui avaient adhéré à la Révolution française. D'après ses propres paroles, il a constamment aux lèvres la Marseillaise, il réclame la guillotine, et rien de plus. Tel était Engels en 1842. Marx était à peu près arrivé au même degré de développement. »

Le jacobinisme, la Marseillaise et la guillotine signifient ici qu'Engels et Marx étaient en train de comprendre qu'une révolution qui ne va pas jusqu'au bout de son développement est condamnée à périr sous les coups de la contre-révolution. De ce point de vue, l'histoire de la Révolution française est tout à fait exemplaire. En effet, de mai 1789 à mars 1794, le processus révolutionnaire se développe d'une manière toujours plus radicale, principalement sous la poussée des masses populaires parisiennes : abolition de l'absolutisme et des privilèges nobiliaires et cléricaux, chute de la monarchie, établissement du suffrage universel, procès et exécution de Louis XVI, victoires militaires sur les Etats de l'Europe réactionnaire coalisés, mesures d'exception contre les émigrés, les prêtres réfractaires, les trafiquants, les affameurs et autres agents de la contre-révolution intérieure et extérieure.

Cependant, Robespierre, Saint-Just et leurs amis entendent maintenir la révolution dans le cadre bourgeois. Au Comité de salut public, ils s'opposent aux revendications populaires des « bras nus », des manouvriers des faubourgs parisiens qui avaient fourni les troupes d'avant-garde des grandes journées révolutionnaires. En mars 1794, ils envoient à la guillotine les représentants de ces couches populaires : Hébert et ses amis, traités d'« enragés ». Dès lors la révolution décline et la contre-révolution va de succès

en succès : en juillet 1794 (9 thermidor), Robespierre et les robespierristes sont éliminés du pouvoir et guillotins ; puis, en 1795, la Convention vote une Constitution censitaire qui liquide le suffrage universel et qui fonde le régime corrompu du Directoire ; enfin, en novembre 1799 (18 brumaire), la bourgeoisie met en place le régime dictatorial de Bonaparte.

C'est à partir des enseignements de la Révolution française et à partir des témoignages de leurs aînés sur la Révolution de 1830, que Marx et Engels en sont venus à une première conception de la *Révolution permanente*.

L'irruption du prolétariat sur la scène de l'histoire

Participant, en Angleterre, à un meeting de commémoration de la fondation de la Première République française (22 septembre 1792), Marx et Engels établissaient, en 1845, que la bourgeoisie n'était désormais plus capable de mener à bien sa propre révolution. Engels rendait compte du meeting dans ces termes : « La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme. Une autre démocratie ne peut plus exister aujourd'hui que dans les têtes des visionnaires théoriciens qui ne se soucient pas des événements réels... La démocratie est devenue un principe de masse. » Un an auparavant, Marx avait déclaré — comme nous l'avons précédemment rappelé : L'Allemagne ne peut désormais « trouver que dans le prolétariat l'élément actif de sa libération ».

La participation active à la Révolution de 1848 devait permettre à Marx et à Engels de confirmer et de développer leurs vues antérieures sur la logique propre aux processus d'affrontement de la révolution et de la contre-révolution.

Internationale, la Révolution de 1848 le fut, car, de Palerme et de Naples, elle atteignit rapidement Paris, Berlin, Vienne, Budapest et Rome. Une vague insurrectionnelle déferla sur l'Europe. Marx et Engels rejoignirent leur poste de combat à Cologne, la métropole rhénane, et participèrent, par la propagande journalistique et la lutte armée, au formidable processus révolutionnaire en cours. Les articles de Marx dans la *Nouvelle Gazette rhénane* montrent à quel point il est conscient du caractère international de la révolution et du rôle primordial assumé par le prolétariat dans le déroulement des événements, c'est-à-dire dans l'affrontement des classes. Pour lui, le sort des insurrections d'Allemagne et d'Autriche, de la République romaine et de l'indépendance hongroise se joue principalement à Paris où, durant les Journées de Juin, le prolétariat s'est, pour la première fois, battu non plus comme force d'appoint de la démocratie bourgeois ou petite-bourgeoise, mais sur la base de ses propres intérêts de classe et selon ses propres mots d'ordre révolutionnaires socialistes et communistes.

Dans *Les luttes de classes en France (1848-1850)*, Marx écrira : « Le 25 février 1848 octroya la République à la France, le 25 juin lui imposa la révolution. Et, après juin, révolution voulait dire : subversion

de la société bourgeoise, alors que, avant février, cela avait signifié : subversion de la forme de l'Etat. »

De fait, en février, les bourgeois et les petits-bourgeois avaient profité de la poussée révolutionnaire des masses pour renverser la monarchie de Louis-Philippe et instaurer une république bourgeoise — « subversion de la forme de l'Etat » dont ils espéraient bien être les bénéficiaires exclusifs. Pour sa part, le prolétariat, instruit par la confiscation et la trahison de la révolution en 1830, et riche des expériences de la lutte du Travail contre le Capital qui avaient jalonné le règne de Louis-Philippe, aspirait à la *République sociale*, c'est-à-dire à une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au cours des Journées de Juin, l'affrontement, inévitable, s'était produit entre les forces militaires et policières de la bourgeoisie et celles des ouvriers parisiens insurgés. Pour la première fois dans l'histoire, le prolétariat avait politiquement combattu sous son drapeau de classe révolutionnaire. L'écrasement des insurgés par les troupes de Cavaignac ne changeait rien au fait majeur de l'identification de la révolution et de ses futures victoires avec la cause de la classe ouvrière organisée. En revanche, il ouvrait temporairement la voie à la contre-révolution dont devait sortir la dictature de Louis Bonaparte (coup d'Etat du 2 décembre 1851).

« La révolution en permanence »

Dans le temps, il apparaissait que la république démocratique ne pourrait plus être « octroyée » ou conquise par les républicains bourgeois et qu'elle résulterait ultérieurement de la lutte révolutionnaire du prolétariat combattant pour ses objectifs de classe et, en même temps, pour les libertés démocratiques que la bourgeoisie n'avait ni la volonté ni les moyens historiques d'établir, en vertu même de ses intérêts de classe.

Dans l'espace, il apparaissait que les luttes des masses contre les Habsbourgs, les Bourbons, les Hohenzollern et le pape ne constituaient qu'un seul et même processus historique, celui de la lutte des classes, à l'échelle internationale, qu'il appartenait au prolétariat d'organiser en s'organisant révolutionnairement lui-même. Toute révolution à venir ne pourrait vaincre que par la force du prolétariat et ne pourrait assurer sa victoire qu'à l'échelle internationale. C'est cela, la *révolution permanente*, dont Marx et Engels entreprenaient alors l'élaboration théorique et la préparation pratique. En 1871, la Commune de Paris devait confirmer leurs conceptions tant par sa nature prolétarienne que par les causes de sa défaite tenant notamment à l'insuffisante organisation du prolétariat de l'époque et au relatif isolement dans lequel se trouvèrent plongés les Communards.

Sans doute, le capitalisme s'est-il révélé capable, entre 1850 et 1880, de développer puissamment les forces productives en dépit de la contradiction qui oppose à ce développement les rapports capitalistes de production. Aussi n'est-ce point un hasard si la conception de la révolution permanente, surgie du mouvement révolutionnaire européen de 1848, ne réapparaîtra pleinement, comme élé-

ment central du socialisme scientifique, qu'avec la révolution russe de 1905 et à travers la théorie à laquelle Trotsky a attaché son nom. Il n'en est pas moins vrai que Marx avait déjà formulé, en 1848-1850, la loi de développement des révolutions : *Ce qui ne progresse pas régresse*.

De la Guerre des paysans dans l'Allemagne du XVI^e siècle à la révolution européenne de 1848, en passant par les révolutions de Hollande (XVI^e siècle), des colonies anglaises d'Amérique du Nord devenues les Etats-Unis (XVIII^e siècle) et par la Révolution française (1789-1799), la loi de la lutte des classes, à travers l'antagonisme de la révolution et de la contre-révolution et à travers des étapes dont la suivante est contenue « en germe » dans la précédente, a été vue par Marx comme une loi fondamentale de l'histoire.

Il reste que cette loi prend une forme nouvelle et une importance considérablement accrue quand on passe de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne. Car la révolution bourgeoise avait pour but de remplacer une classe dominante minoritaire par une autre classe dominante minoritaire, à savoir la bourgeoisie elle-même, tandis que la révolution prolétarienne a pour aboutissement historique non seulement la destruction de la domination bourgeoise, mais encore l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme, la fin de la division de la société en classes et la fin de l'Etat.

Aussi le caractère *permanent* de la révolution prolétarienne tient-il à sa nature même et exige-t-il la construction d'un parti révolutionnaire international capable de conduire la lutte de classe du prolétariat jusqu'à son terme à l'échelle du monde entier.

Depuis la révolution russe de 1917, c'est-à-dire depuis le commencement de la révolution mondiale, la théorie et la pratique de la révolution permanente sont devenues la question cruciale du mouvement ouvrier mondial et du devenir de toute l'humanité. A cette conception fondamentale du marxisme s'opposent le réformisme et le stalinisme dont la conjonction a donné lieu aux divers « fronts populaires » du passé et du présent. Le réformisme s'efforce de remplacer la lutte révolutionnaire du Travail contre le Capital par la collaboration des classes qui aboutit inévitablement aux contre-révolutions.

Le stalinisme prétend justifier la collaboration entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme au nom de la « construction du socialisme dans un seul pays » ou dans quelques pays supposés isolables du reste du monde et surtout de la lutte internationale des classes. En fait, les tenants du réformisme et du stalinisme prétendent séparer mécaniquement les étapes du processus historique et séparer le devenir des diverses sociétés de l'ensemble mondial dont elles font pourtant partie. Il s'agit donc d'un abandon ou d'une trahison pure et simple du marxisme, comme expression théorique et conduite pratique de la lutte révolutionnaire du prolétariat, dans le cadre national et dans le cadre international.

Revenir, aujourd'hui, aux origines de la conception de la révolution permanente chez Marx et Engels, c'est se donner les moyens théoriques et pratiques de la construction du parti ouvrier révolutionnaire international et de la victoire de la révolution mondiale.

Pierre Fougeyrollas.

BOLIVIE : 9 AVRIL 1952

Une « révolution de Février » oubliée ?

La Bolivie, au milieu de ce XX^e siècle, c'est un vieux pays d'épouvantable misère. De ces pays où chiffres et pourcentages parlent d'eux-mêmes, et, simplement alignés, composent un terrible réquisitoire.

80 % d'Indiens ne parlant que leurs dialectes, 90 % d'illettrés, 200 000 mineurs travaillant au-dessous de 4 000 mètres, en haillons, produisant 90 % du « revenu national » dans des galeries à 95 % d'humidité : 50 % sont syphilitiques et 60 % tuberculeux. 8 % de propriétaires fonciers possèdent en 1950 95 % des terres cultivables, dans des domaines supérieurs à 500 hectares et en comptant fréquemment des milliers.

LE gamonal, le grand propriétaire, bénéficie du travail gratuit du colono plusieurs jours par semaine et chaque fois qu'il le juge nécessaire, pour les travaux qu'il juge d'intérêt collectif : deux millions de paysans boliviens, « en dehors de l'économie monétaire », pour employer une expression modérée et non partisane.

Le mineur, quand il descend pour la première fois dans la mine, a devant lui une espérance de vie de dix ans : il y gagnera de quoi nourrir à peine sa famille, mais aussi l'alcool et la drogue — coca — qui lui permettent de tenir dans ces conditions épouvantables et qu'il achète dans les boutiques de la compagnie, sur ce plateau où il va mourir de tuberculose, de silicose, d'épuisement ou d'overdose, après avoir payé de son sang et de sa sueur les profits des actionnaires des sociétés Hochschild, Aramayo ou Patiño.

Antenor Patiño, dont les actions ont rapporté jusqu'à 47 % de leur valeur, est le vrai maître de la Bolivie et, au compte de l'impérialisme, de l'étain : il a fait parler de lui en offrant à la princesse Margaret un manteau de fourrure de 50 000 dollars. Ces hommes, capitalistes, grands propriétaires, négriers d'Indiens, « la Rosca » comme on dit, disposent de l'inépuisable réservoir de main-d'œuvre que constituent les masses de paysans paupérisés et marginalisés. Ils ont longtemps contrôlé sans problème une petite bourgeoisie dont ils ont besoin autant pour la production que pour l'ordre : 150 000 personnes environ constituent longtemps le corps électoral, la « classe politique » au seul sens sérieux de ce terme discutabile.

La révolution du 9 avril

Quand, le 8 avril 1952, le général Seleme, chef de la police, et le général Torres Ortiz, chef d'état-major de l'armée, décident, sous prétexte de s'opposer à un coup « de gauche » en préparation, de prendre le contrôle de la capitale, ils pensent n'effectuer qu'une opération de police nécessaire certes, mais de routine, un mini-« pronunciamiento » dans la tradition continentale. Mais ils se trompent, et c'est une révolution qu'ils déclenchent par leur initiative. Les manifestations ouvrières le 8, la réconciliation, hâtive mais trop tardive, des militaires « loyaux » et des rebelles, ouvrent une issue inattendue : les ouvriers se sont armés et, le 9, ils se lancent à l'assaut des positions de la police et de l'armée ; les régiments se décomposent dans la marée humaine qui envahit les rues, le quadrillage de La Paz par les barricades ouvrières. Le 9, les dirigeants du MNR se hâtent d'annoncer la constitution d'un nouveau gouvernement sous la direction de l'exilé Paz Estensoro. Les ouvriers en armes viennent exiger des nouveaux ministres qu'ils ouvrent leurs rangs à trois représentants qu'ils ont d'avance choisis.

Il y a décidément quelque chose de changé dans le royaume de l'étain. Ce qui vient de se produire est une révolution. On en parlera désormais comme de la « Révolution du 9 avril ».

Analysant, en 1963, la révolution du 9 avril 1952, Guillermo Lora, alors dirigeant du POR, écrivait : « Le 9 avril peut être considéré, si l'on tient compte des différences imposées par les circonstances, comme le février bolivien. L'analogie la plus remarquable consiste en ce que les ouvriers font la révolution et que c'est le parti politique d'une autre classe qui prend le pouvoir. La petite bourgeoisie bolivienne joua, dans une certaine mesure, le rôle de la bourgeoisie libérale russe. Notre "Octobre" tarde trop à arriver. C'est là la différence qui saute aux yeux. Le reflux du mouvement révolutionnaire — que nous avons qualifié de momentané — s'est trop prolongé. »

Dans leur introduction à un ouvrage du même Lora, traduit en français, Catherine et François Chénais écrivent de leur côté : « La révolution d'avril est une vraie révolution. Elle voit les masses surgir sur le devant de la scène avec une détermination extraordinaire et la volonté d'abattre pour toujours la domination de la Rosca. Elle comporte une activité propre des masses. Aussi bien par la destruction du gamonalisme à la campagne que par la nationalisation des mines de l'étain et surtout par l'expérience politique nouvelle qu'elle signifie pour le prolétariat et son avant-garde, elle marque une cassure profonde par rapport à la situation antérieure. Avec avril 1952, c'est une nouvelle étape de l'histoire de la lutte de classes en Bolivie qui s'ouvre. C'est en cela qu'avril 1952 s'apparente effectivement à février 1917, y compris si le processus tarde ensuite à évoluer jusqu'à octobre. »

Pour le trente et unième anniversaire de la révolution d'avril 1952 et au lendemain d'un article sur le « Paradoxe de Février », il y aurait quelque intérêt à tenter d'expliquer le surgissement de ce « Février », ainsi que le long retard de l'« Octobre » annoncé.

La situation économique, sociale et politique que nous avons décrite au début de cet article n'a cessé de se dégrader depuis les années vingt : le prix de l'étain baisse, l'agriculture stagne, la petite bourgeoisie voit se fermer devant elle les possibilités d'ascension sociale. Une fraction va servir la Rosca jusqu'au bout ; la jeunesse, notamment les étudiants, cherche une solution du côté du nationalisme, voire du marxisme, et d'un mouvement ouvrier qui fait ses premiers pas. La Deuxième Guerre mondiale, les développements politiques qui l'accompagnent, vont hâter une cristallisation politique qui

s'avère finalement, en 1952, favorable à l'explosion et à l'irruption des masses.

Les forces en présence

Les staliniens sont apparus au grand jour en 1936 avec une centrale syndicale, la CSTB, liée à la confédération qui dirige l'agent de Staline, le Mexicain Lombardo Toledano, puis en 1940, un parti, le PIR (Partido de la Izquierda revolucionaria). A partir de 1941, champion de l'union sacrée, défenseur des intérêts des « alliés » amis de la bureaucratie soviétique, il a délégué ses représentants dans les gouvernements réactionnaires comme parti-frère à Cuba dans celui de Batista. Cette politique de collaboration avec ceux qui apparaissent l'ennemi principal lui a aliéné bien des sympathies au bénéfice du mouvement nationaliste.

Le MNR, lui, a été fondé en 1941. Il se proclame « anti-impérialiste », mouvement patriotique socialisant pour l'indépendance de la Bolivie.

C'est avec un coup d'Etat militaire — qui porte au pouvoir le colonel Villaroel — qu'il entre pour la première fois au gouvernement pour

ration des mineurs les fameuses thèses de Pulacayo et le programme de nationalisation des mines, réforme agraire et suffrage universel, que le MNR reprend parce qu'il ne peut faire autrement.

En 1947, déjà, le « Bloc mineur parlementaire » était assez fort pour faire élire quatre députés, dont G. Lora, et deux sénateurs, dont Lechin qui utilise quelque temps l'autorité politique du POR pour devenir le principal dirigeant syndical et l'indispensable agent du MNR à la tête de la COB.

Onze jours après la victoire dans la rue de la « Révolution du 9 avril », c'est à l'initiative d'un militant du POR, Miguel Alandia Pentoja, qu'est fondée précisément la centrale syndicale bolivienne, la COB, qui est alors non seulement la plus grande organisation de masse du pays, mais un authentique deuxième pouvoir, aux traits bien marqués de pouvoir de type soviétique.

Le PIR discrédité, le MNR débordé endossant les mots d'ordre du POR pour contrôler le mouvement, un POR écouté, tels sont les éléments politiques qui expliquent que la brèche ouverte le 8 avril par l'initiative des généraux ait vu s'engouffrer les masses et exploser la révolution : dans les conditions don-



Assemblée générale des mineurs de la mine de Siglo XX en septembre 1972.

appliquer un programme de réformes limitées, mais surtout pour créer dans le cadre de l'Etat des syndicats paysans et la nouvelle centrale FSMTB, disposant de puissants moyens pour encadrer les travailleurs.

Or, le MNR bénéficie sur ce plan de la réaction des masses qui viennent vers lui, rejetées par une politique stalinienne classique du PIR qui appuie la « Rosca » contre les nationalistes qu'il traite de « pro-nazis ».

Un secteur échappe pourtant à l'hégémonie des syndicats MNR : les mines d'étain. Là, au cours des années 1940, se sont peu à peu enracinés, sous la forme d'un groupe ouvrier, les militants de ce POR qui a été fondé en exil, dans le sillage des trotskystes du Chili et d'Argentine, et qui veut construire en Bolivie la IV^e Internationale.

Ce sont eux qui, en novembre 1946, ont fait adopter par la Fédé-

nées, aucun appareil contre-révolutionnaire n'avait la capacité de freiner de façon décisive au moment où le POR ouvrait, par son programme, la perspective du combat. A son arrivée d'exil, Paz Estensoro reçoit un accueil délirant d'une foule qui exige la nationalisation des mines et l'expropriation des maîtres de la terre : il acquiesce et prépare la contre-offensive.

La contre-offensive du MNR

C'est effectivement une loi des révolutions — et notamment des révolutions de type « Février 1917 » — que, dans leur première phase, les masses se tournent vers les formations qu'elles ont portées au pouvoir, qui leur semblent incarner « le parti de la révolution victorieuse », celles qui sont au gouvernement et prédominent dans les masses.

Et, au début d'avril 1952, malgré ses immenses mérites, le POR, en dépit de son influence dans les régions minières, n'est finalement qu'un tout petit parti sans moyens matériels en particulier. Le MNR, lui, est un authentique parti de masse qui bénéficie de l'appui de toutes les couches dirigeantes en tant qu'ultime rempart et dispose de tous les atouts, à défaut d'une réelle implantation ouvrière, pour bénéficier dans les masses d'une image favorable et leur donner l'illusion d'être leur parti.

Le POR lui-même ne comprend que mal la situation. A sa direction même, certains nourrissent des illusions dans le MNR « de gauche », Lechin — que la bourgeoisie a placé là pour ça. Le POR ne lance pas le mot d'ordre de « Tout le pouvoir à la COB ! » et emboîte le pas à Lechin, qui parle de « contrôler le gouvernement », au moment où celui-ci écarte systématiquement la COB des positions de pouvoir et favorise le double procès de son intégration à la machine gouvernementale et de sa bureaucratization.

Bientôt, une aile révisionniste à la direction du POR soutient l'idée que les masses boliviennes prendront le pouvoir dans le cadre de leurs organisations — en clair, sous la direction de la gauche du MNR.

Avec cette crise du POR se trouvait levé l'obstacle principal à la politique de stabilisation et de contre-offensive du MNR. En octobre, la nationalisation des mines d'étain au moment où les masses rurales se mettent en mouvement, constitue un vrai coup d'arrêt : nationalisation contre indemnité, gardant ouverte la voie de la privatisation, elle crée avec la société mixte gérante des mines, la COMIBOL, les conditions matérielles d'une entreprise à grande échelle de corruption des dirigeants syndicaux intégrés sous couleur de contrôle. Le reflux, inévitable en général, accentué ici par ces conditions particulières, ne pouvait que s'accroître au fil des années suivantes : après le prolétariat, désorienté par les conséquences de sa victoire, le mouvement paysan se dirige à son tour vers la forme bourgeoise de l'agriculture parcellaire.

Trente et un ans après la « Révolution du 9 avril », il n'y a pas eu d'« Octobre bolivien », c'est indiscutable. Pourtant, la révolution du 9 avril est demeurée dans la conscience des masses boliviennes et sud-américaines : on a pu s'en persuader à la campagne internationale déchaînée dans les années soixante contre « les trotskystes » en Bolivie — qu'on relise certain livre de M. Régis Debray —, à la continuité des tentatives de destruction du POR comme aux luttes ouvrières et paysannes, au combat pour l'Assemblée populaire en 1971 — une lutte qui n'est pas terminée, comme l'ont montré récemment la chute ignominieuse du gouvernement des généraux trafiquants de drogue et l'avènement de Silès Suazo, bras gauche de Paz Estensoro.

Disons-le nettement : à l'arrière-plan des défaites qui ont suivi le « Février » de Bolivie, en 1952 comme en 1971, se profile la crise de la IV^e Internationale. Ce n'est certes pas seulement en Bolivie que l'Internationale révolutionnaire est nécessaire pour une transition victorieuse de Février à Octobre. Mais c'est parce que la Bolivie en était arrivée à « Février » en 1952 que la question de l'Internationale y est apparue avec tant d'éclat.

Pierre Broué

Les dossiers de Tribune



L'ARGENTINE

L'Argentine en chiffres

Superficie : 2 876 783 km² (plus de 5 fois celle de la France).

Population : 25 millions d'habitants.

Densité de la population : 9 habitants/km².

Taux de croissance démographique : 1,9 %

Population urbaine : 79 %

Population rurale : 21 %

Taux d'analphabétisme : 8 %

Dossier préparé sous la responsabilité de L. Favre, avec une équipe de collaborateurs argentins de Tribune internationale-La Vérité.

I. Les disparus

La radio et la télévision argentines ont diffusé le 29 avril dernier un document adopté par la junte militaire. Son titre : « Document final de la junte militaire sur la guerre contre la subversion et le terrorisme. »

Le texte proclame que « ceux qui ont été appelés disparus doivent être considérés comme morts ».

Ainsi, froidement, les familles, les pères, les mères et les sœurs surnommés « les folles de la place de Mai », qui se rassemblaient chaque semaine pour exiger l'apparition en vie des disparus, étaient informés du sauvage assassinat commis : 30 000 hommes et femmes enlevés chez eux, sur leur lieu de travail ou dans la rue, plusieurs dizaines d'enfants jetés de force dans une voiture, avec leurs parents, vers une destination inconnue. Morts, assassinés, par l'horreur incarnée par le gouvernement qui a pris le pouvoir en 1976 avec le soutien de presque tous les partis politiques du pays.

Les autorités militaires ont toujours affirmé ne pas connaître l'endroit où se trouvaient les personnes enlevées, les juges ont montré leur impuissance et leur servilité pour appliquer l'« habeas corpus », et cependant, les lieux de détention étaient connus, comme la tristement célèbre « Ecole de mécanique de la Marine ».

Le document adopté par la junte militaire comporte un décret qui proclame :

« Toutes les opérations contre la subversion et le terrorisme menées à terme par les forces armées et par les forces de sécurité, policières et pénitentiaires sous un contrôle opérationnel ont été exécutées en conformité avec les plans approuvés et supervisés par les commandements organiques des forces armées et de la junte militaire dès sa constitution. »

C'est-à-dire la reconnaissance, de sa propre main, de la responsabilité de la hiérarchie militaire dans l'assassinat de 30 000 citoyens argentins et de plusieurs dizaines d'enfants. L'objectif de ce décret est de soustraire à tout tribunal autre que militaire la possibilité d'intervenir sur cette question, en même temps que de tenter de résoudre la grave question qui déstabilise toute tentative de « pseudo-démocratisation » nécessaire à la préservation de l'Etat bourgeois profondément disloqué par les conséquences de la « guerre des Malouines », le désastre financier, la corruption et la question des disparus : c'est-à-dire par la crise politique et la mobilisation révolutionnaire des masses.



Manifestation des mères de disparus à Buenos Aires le 28 avril 1983.

Les élections prévues pour le 30 octobre 1983

Le caractère de ces élections est illustré par le document publié par la junte militaire. Il s'agit d'un acte électoral visant à associer comme complices de la dictature les principaux partis politiques du pays, ainsi que tous ceux qui sont prêts à accepter l'injure lancée à tout un peuple par la racaille militaire.

Peu de jours avant le fatidique jeudi 29 avril, la Conférence épiscopale apportait son approbation à la décision militaire. Au terme de ses travaux, l'assemblée des évêques a lancé un appel à la « réconciliation et au pardon », invitant les militaires à dire « la vérité » pour que tous puissent, ensuite, « oublier ».

Le communiqué de l'Eglise a été immédiatement condamné par le comité des parents de disparus, qui considèrent, à juste titre, l'assassinat de sang-froid de 30 000 personnes comme un « crime contre l'humanité ».

Selon le correspondant de l'AFP à Buenos Aires, « le texte — des militaires — a été soumis aux évêques de la Conférence épiscopale ».

D'autre part, le général Reston, ministre de l'Intérieur, déclarait : « Je crois qu'il y a une grande sagesse chez tous les dirigeants politiques. Nous sommes tous en train d'aider à ce processus », laissant ainsi entrevoir l'appui reçu par les partis politiques majoritaires.

Tous les partis qui se réclament de la démocratie se trouvent confrontés au défi lancé par la dictature militaire. La démocratie exige que tous les responsables militaires qui viennent, en signant, de reconnaître explicitement qu'ils ont ordonné l'assassinat de 30 000 personnes, subissent le châtiment qu'exige la justice. Accepter, sous quelque argument que ce soit, la loi de la mafia militaire signifie renoncer à la démocratie et se faire complice des crimes commis. En particulier, les organisations qui se réclament de la classe ouvrière ont devant elles la responsabilité d'avancer clairement cette exigence élémentaire de justice, car, dans le cas contraire, leur participation à la farce électorale apparaîtra comme une trahison aux yeux du peuple.

Le cri de « Au poteau ! Au poteau ! », qui secoue les manifestations populaires contre le régime haï, doit être l'étendard de l'unité du peuple, fondement de la souveraineté et condition indispensable de la démocratie. Il s'agit pour les trotskystes d'un engagement solennel.

Luis Favre,
Le 2 mai 1983.

II. Les partis politiques

PERSONNE n'ose affirmer en toute sûreté en Argentine que des élections auront lieu, quand elles auront lieu et suivant quelles modalités. Officiellement, les élections auront lieu (si l'explosive situation sociale et politique le permet) le 30 octobre 1983, et le nouveau gouvernement entrera en fonctions en janvier 1984, trois mois plus tard !

Durant ces trois mois, outre le fait que se déroulera une négociation entre les élus et la junte, qui pose de fait des conditions à l'accession de ceux-ci au gouvernement, il y aura aussi un processus de nominations, de passations de pouvoir, de départs dans les forces armées, de telle sorte que le nouveau gouvernement se retrouvera avec un corps d'officiers déjà constitué.

71 partis ont d'ores et déjà demandé leur inscription pour participer à la campagne électorale.

D'autre part, il n'y a pas encore de décision sur ce qu'on élira : le pouvoir exécutif, bien sûr, mais peut-être aussi en même temps les autorités et corps délibératifs municipaux, et le pouvoir législatif.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, on ne sait pas encore s'il y aura une augmentation de 50 % des membres du Sénat, qui permettrait que les minuscules partis ouvertement pro-dictatoriaux soient représentés. Enfin, le système électoral est en discussion : ballottage, élections directes ou indirectes (par le biais d'un collège d'électeurs).

Les deux grandes forces : péronisme et radicalisme

En effet, 90 % de ces partis ne sont rien d'autre que des produits des dizaines de scissions qui ont eu lieu durant les 30 dernières années à partir des deux grandes formations politiques : le péronisme et le radicalisme. Dans certains cas, il s'agit de groupuscules, dans d'autres, d'organisations ayant une influence locale, provinciale ou régionale. Celles-ci se présenteront aux élections aux postes de gouverneurs de provinces et maires et négocieront leur soutien au niveau national avec les forces principales. On compte parmi elles une véritable constellation de mini-partis surgis ou recréés sous l'aile protectrice de la dictature militaire, en particulier la FUFEP (Force fédérale populaire) : ce courant (que la dictature souhaitait au début employer pour liquider la polarisation entre péronistes et radicaux) n'a plus bien sûr aujourd'hui d'autre possibilité que celle que les lois électorales s'acharneront à lui détruire.

Il reste donc le péronisme et le radicalisme (UCR). Le premier — largement majoritaire — est un courant nationaliste bourgeois né à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, au moment où la bourgeoisie industrielle naissante s'est saisie de l'entrée en crise de l'impérialisme anglais encore dominant en Argentine pour, s'appuyant sur un mouvement de masse anti-impérialiste encadré par un secteur d'officiers (Peron était colonel de l'armée), renégocier les termes d'insertion du pays sur le marché mondial par une résistance limitée à la domination étrangère.

En même temps, le péronisme a favorisé le développement industriel du pays et a attaqué de façon limi-

Le mouvement péroniste Montoneros

Nous reviendrons... en 1983, nous reviendrons !

SANS "la paix, le pain et le travail", dans la fraude et la proscription, il n'y aura pas d'élections, il y aura rébellion.

Nous exigeons le changement de la politique économique, que soit mis fin à la répression et que soit rendu le gouvernement le 12 octobre 1983.

Nous exigeons que la tenue des élections se fasse sans fraudes ni proscriptions. Sans la participation du péronisme Montonero et de ses dirigeants, les élections seront des élections de proscriptions.

Pour atteindre ces objectifs, le péronisme Montonero soutient la grève décidée pour le lundi 28.

Le 30 mars, nous nous mobilisons de nouveau pour exiger le changement immédiat de la politique économique, la fin de la répression et la remise du gouvernement le 12 octobre 1983.

Avec le peuple travailleur, nous resterons mobilisés jusqu'à ce que soient assurés :

- Une augmentation salariale de 30 % d'urgence et le contrôle des prix.
- Plus un seul chômeur, réouverture des sources de travail (Sasetru, réfrigérateurs Swift, ateliers de tissage Olmos, Bernalesa), etc.
- L'immédiate normalisation syndicale, la remise des œuvres sociales et

la revendication du droit légitime qu'ont les organisations syndicales à participer aux décisions politiques.

• Le rapprochement de la tenue des élections sans fraudes ni proscriptions et la remise du gouvernement le 12 octobre 1983.

• L'abrogation de l'Acte institutionnel de l'état de siège et autres lois répressives.

• La libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux, et l'apparition en vie de tous les détenus-disparus.

• Aucune loi « d'auto-amnistie », ni prétendue « protection de la démocratie ».

Mobilisation multisectorielle pour en finir avec la dictature militaire !

Mouvement péroniste Montonero

tée les intérêts de l'impérialisme (anglais), en tentant et réussissant partiellement à enrégimenter le mouvement syndical par une profonde intégration à l'État.

Pour les masses ouvrières, y compris pour de vastes secteurs de la jeunesse, le péronisme s'identifie à l'obtention de conquêtes essentielles (primes, vacances, logements à bon marché, salaires, retraites) que tous les gouvernements postérieurs à 1955 (moment où Peron a été renversé par un coup d'État) ont tenté de liquider ; le péronisme apparaît surtout aux yeux des masses comme un instrument de combat qui attise la haine et provoque la peur des exploités.

Le radicalisme est né à la fin du XIX^e siècle comme courant bourgeois — urbain et rural — ayant une certaine influence parmi des secteurs du prolétariat, un courant combatif pour la démocratie et la laïcité.

Arrivé au pouvoir au début du siècle, après des années de lutte et de « putschs » plus ou moins violents, amoureux de « l'ordre tranquille » et de « l'équilibre des intérêts », le radicalisme s'est rapidement subordonné aux intérêts des grands capitalistes des campagnes, et, en conséquence, à l'impérialisme anglais. Il est actuellement inexistant dans la classe ouvrière, mais conserve son auréole démocratique et laïque au sein de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

Profonds changements

En 1972, pour la première fois après une longue période d'affrontements, péronisme et radicalisme se sont unis dans un front (la Hora del Pueblo) pour faciliter le retrait en ordre de la dictature militaire en place, mise en déroute par la montée révolutionnaire du mouvement ouvrier commencée en 1968. Cet accord a permis le retour du péronisme et de son leader, Peron lui-même, au pouvoir.

Dix ans plus tard, l'histoire semble se répéter : la junte militaire cherche désespérément à se retirer en bon ordre, couverte par une alliance péronistes-radicaux — la multipartidaire — qui comprend aussi officiellement deux scissions du radicalisme (le Parti intransigent et le Mouvement d'intégration et de développement) et la

démocratie chrétienne, et officieusement le stalinisme.

Mais rien n'est semblable. A commencer par la dictature qui parvient à peine à sauver les restes d'un corps d'officiers écrasé par ses responsabilités dans la défaite des Malouines, par des scandales aussi spectaculaires que publics, mais surtout par les crimes commis durant ce qu'on a appelé la « guerre anti-subversive ». La tâche de la coalition bourgeoise n'est ni facile ni légère, comme on le voit.

Mais en outre, Peron et Balbin, leaders historiques du péronisme et du radicalisme, sont morts. Sans leur rôle d'arbitres respectifs sur les luttes de fractions, celles-ci s'intensifient de façon explosive.

Enfin, le large compromis des directions avec une dictature haïe et assassine à un point jusqu'alors inconnu dans un pays qui en a pourtant connu beaucoup, le rôle « modérateur », c'est-à-dire de frein, qu'elles jouent actuellement ne font qu'aiguiser brutalement la crise et les tensions.

Ainsi, pour la première fois depuis 30 ans, le rôle dirigeant du courant balbiniste est remis en question par l'aile « gauche » du parti, dirigée par Alfonsín. Chez les péronistes, pour la première fois depuis leur création, les candidatures seront décidées par des élections internes, et l'éclatement des candidatures traduit l'absence d'une figure reconnue, capable de conte-

nir les luttes internes. La levée de l'interdiction contre la veuve de Peron montre l'intérêt des militaires pour un péronisme relativement uni qui puisse faire barrage à la gauche péroniste.

Le rôle essentiel du stalinisme

Depuis que la suspension de l'activité des partis politiques a été formellement abrogée par la dictature (1), le Parti communiste argentin s'est lancé dans une intense campagne d'affiliations en même temps qu'il se démarquait du régime par des attitudes « combattives » (2). Il faut signaler que sur le terrain des adhésions, le PC a obtenu un succès relativement important et en tout cas sans précédent.

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le PC comptait avec une influence importante parmi la classe ouvrière et il détenait des positions syndicales. Mais cette influence a été liquidée par ses positions ouvertement pro-impérialistes, suivant l'ordre strict du Kremlin de favoriser l'impérialisme « démocratique » des alliés.

Le choc avec les revendications anti-impérialistes des masses montantes a marginalisé le PC comme courant de masse. De cette façon, le PC a contribué de façon décisive au contrôle du mouvement ouvrier et à l'encadrement de ses organisations syndicales par le nationalisme bourgeois, le péronisme, que le PC caractérisait comme un mouvement

« fasciste » dirigé de Berlin par le biais d'un simple agent secret : Peron.

Par sa « combativité » et son agressive campagne d'adhésions, le PCA se met en place pour — d'un côté — capter les éléments qui d'ores et déjà aujourd'hui, et surtout plus tard, vont rompre avec le nationalisme bourgeois en crise, pour les empêcher d'évoluer vers des positions d'indépendance de classe. Le PCA devient surtout l'ange gardien de la gauche péroniste, chargé de veiller et de bloquer toute évolution radicale, surtout en ce qui concerne l'organisation des Montoneros.

Inexistence d'un parti ouvrier de masse

Le contrôle — certes déclinant et en crise — du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière et ses organisations syndicales, le rôle que l'appareil stalinien s'approprie à jouer, le potentiel d'explosion révolutionnaire de la crise qui s'approche en Argentine mettent en relief le problème des problèmes de la classe ouvrière argentine : l'inexistence d'un parti ouvrier indépendant et de masse.

Quelques groupes mineurs (MAS de Moreno, Parti ouvrier) se réclament de la lutte pour la construction d'un tel parti et du programme de la IV^e Internationale (sauf pour le MAS qui se présente publiquement comme « réformiste »). Pour cette raison — crise du péronisme et revendication du courant révolutionnaire qui constitue la IV^e Internationale — ils connaissent un certain développement (mais il s'agit d'organisations numériquement réduites et relativement marginales).

Le combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant en Argentine est à l'ordre du jour. Cela ne veut pas dire que sa création puisse se réaliser par décret, par la fondation d'un groupe « d'alternative » au nationalisme bourgeois, qui puisse se déterminer pour des échéances électorales ou qui va se réaliser d'un jour à l'autre. Or, aussi bien le MAS que PO axent leur combat sur la dénonciation idéologique et tournent le dos au processus en cours dans la jeunesse péroniste.

Mais un parti des travailleurs se créera en liaison avec l'évolution de la crise du péronisme, avec la radicalisation de ses courants les plus combattifs et en particulier de la jeunesse, et dans le combat contre l'obstacle que représente le stalinisme. C'est sur ce terrain que devront intervenir les militants de la IV^e Internationale.



Meeting du PC argentin. L'appui du PC a été capital pour la dictature militaire.

(1) La dictature a suspendu par décret toutes les activités des partis : de fait, les directions et appareils des partis bourgeois ont continué à fonctionner plus ou moins publiquement. On peut en dire de même du stalinisme. Mais toutes les organisations qui se réclamaient de la révolution prolétarienne, de la guérilla ou de la IV^e Internationale ont été « dissoutes » et interdites.

(2) Cela lui est d'autant plus nécessaire que le PC a représenté le soutien public le plus militant sur lequel a compté la dictature tout au long de sa sanglante domination. Le PC a fondé ce soutien sur le caractère « démocratique » du courant militaire au pouvoir, en comparaison avec les « ailes dures » (!).

III. Les syndicats Le groupe IV^e internationale

La lutte pour une centrale syndicale indépendante

POUR pouvoir mener à bien ses plans de misère, de répression et de soumission à l'impérialisme, un des objectifs centraux que tente d'imposer la dictature militaire depuis le 24 mars 1976 est la destruction pure et simple de l'organisation syndicale. Dans ce but, elle met en place des lois et des décrets interdisant l'activité syndicale et professionnelle (décret n° 21 976), la grève et toute épreuve de force (loi 21 400).

Législation qui prévoit des peines allant en moyenne de deux à dix ans de prison. Elle occupe les locaux syndicaux et nomme des militaires dans les syndicats. Elle confisque les fonds et les œuvres sociales des syndicats, financés par les cotisations ouvrières.

La résistance ouvrière ne se fait pas attendre : elle commence dès les premiers mois, par des grèves par usine, par branche (Service d'électricité, Télécommunications, SMATA) jusqu'aux premières grèves nationales en mars-avril 1979. Pour résister à la dictature, les travailleurs se tournent vers les organisations qui peuvent leur servir de point d'appui.

De la destruction à la normalisation

Cette résistance à la dictature l'a obligée à engager des négociations précieusement avec ceux qu'elle avait interdits : les dirigeants syndicaux, ridiculisant ainsi le rôle réel des militaires nommés dans les syndicats. La situation est difficile pour la dictature. Pour preuve les difficultés qu'elle a de parvenir à l'approbation de la nouvelle loi sur les Associations professionnelles et les œuvres sociales, en novembre 1979. Cette loi, parsemée de restrictions, interdit, dans son article 75, l'existence d'organisations du 3^e degré : la CGT et les confédérations régionales.

Avant, durant et après l'approbation de la loi, au sommet du syndicat, deux branches se forment dont la divergence de base est centrée sur la manière, le moment et l'étendue des négociations avec la dictature. Après plusieurs changements de sigles, elles se retrouvent aujourd'hui regroupées en deux CGT : la CGT-République argentine et la CGT-Azopardo.

La première est intimement liée aux secteurs du péronisme partisans d'une négociation, mais gardant le contrôle sur l'appareil syndical, et la seconde surgit pour s'intégrer ouvertement dans les plans militaires. La CGT-RA a tenté dès les premiers mois de jouer le rôle de canalisateur du mécontentement ouvrier. C'est d'elle qu'émanent les premiers appels à la grève générale et elle s'est vue écartée de toute négociation officielle jusqu'au mois de mars de cette année, moment où elle a été reçue par le ministre de l'Economie.

La CGT-Azopardo occupe le terrain de la négociation ouverte avec la dictature, à tel point qu'elle a dû dernièrement prendre ses distances pour ne pas être identifiée comme l'amie des pouvoirs officiels. Cette structuration en deux regroupements s'est opérée au milieu de la crise de la dictature et de son échec à détruire l'organisation syndicale. Le gouvernement militaire se voit obligé de réenvisager un processus de normalisation via la constitution de commissions transitoires par branches qui doivent, dans un délai de 90 jours après leur constitution, appeler à des élections du syndicat.

L'une et l'autre des deux CGT ont exigé, préalablement à la négociation, l'abrogation de la loi sur les associations professionnelles et le remboursement des œuvres sociales des syndicats. Ce processus de normalisation est taxé de lent et périlleux en raison des circonstances où se déroule la crise de la dictature et des différentes fractions qui constituent la direction du syndicat.

Pacte militaro-syndical

Le mois dernier (au moment précis où la CGT-RA est officiellement reçue), les commentaires sur la concrétisation d'un pacte militaro-syndical sont immédiatement suivis d'un démenti. C'est, parmi les tentatives pour essayer de conserver un contrôle de la situation qui s'avère de plus en plus critique pour la dictature et la bourgeoisie, un rêve doré caressé par certains secteurs de l'armée de terre et de l'armée de l'air pour une sorte d'issue nationaliste solidement contrôlée, en s'alliant avec le sommet de la bureaucratie syndicale.

Il existe d'ores et déjà des secteurs qui y sont prêts, d'autres qui y sont opposés. Et c'est toujours la même cause qui est à l'origine de leur crise : la montée du mouvement ouvrier argentin qui, depuis la mobilisation du 30 mars 1982 sur la place de Mai, a plongé la dictature militaire dans une crise totale.

Le 2 avril 1982, la junte militaire a tenté, par le biais de l'occupation des Malouines, de constituer un Grand front d'union nationale qui a reçu la bénédiction et le soutien actif des dirigeants syndicaux des deux CGT. Cette manœuvre n'a fait que des pas très limités, comme on peut le voir par les événements qui ont suivi.

Aujourd'hui, les deux CGT connaissent un processus de rapprochement et leur unification est envisagée par la bureaucratie dirigeante pour faire barrage à la lutte pour une centrale syndicale indépendante.

En finir avec la dictature militaire, tout de suite !

LE pays se trouve dans la crise la plus profonde de toute son histoire. Sept années de sanglante dictature ont plongé le peuple dans la misère et ont soumis le pays à l'impérialisme.

Durant ces sept années, la dictature a foulé aux pieds tous les droits du peuple, a assassiné des milliers de jeunes, a enlevé plus de 30 000 citoyens.

De Videla à Bignone, leur guide permanent a été : attaquer le peuple, le réprimer, toujours servir les intérêts du capitalisme.

Mais la résistance populaire, de jour en jour grandissante, a plongé de nouveau le gouvernement militaire dans la crise.

Aujourd'hui, les manifestations massives, au cri de « Elle va finir la dictature militaire », expression de la haine profonde et massive du peuple, font reculer la dictature.

Ils veulent organiser leur retrait ; ils veulent « rendre le gouvernement » pour ne pas « remettre le pouvoir ».

Ils tentent d'imposer des lois pour échapper au châtement qu'ils méritent. Ils veulent protéger leurs arrières pour continuer à attaquer le peuple. Ils veulent des garanties pour ne pas être jugés.

« Assez de dictature !
Dehors, les militaires, tout de suite ! »

Quelle sorte de « élections » préparent les militaires ?

Quelle sorte de « démocratie » sont-ils en train de préparer ?

Démocratie ? Avec 30 000 disparus ?

Les hauts commandements militaires ont déclaré qu'ils assument la « responsabilité collective » des disparitions. Le gouvernement reconnaît qu'il est composé d'une bande d'assassins.

Ils doivent tous être condamnés pour crime contre l'humanité et doivent subir le même châtement que les responsables du régime nazi. C'est l'engagement qu'exige notre peuple, et que tous les partis devraient s'engager à respecter.

Quelle farce sont ces élections qui prétendent se tenir en plein état de siège, avec des dizaines de milliers d'exilés, avec des prisonniers politiques ? Les élections démocratiques exigent la libération de tous les prisonniers politiques, le droit de retour de TOUS les exilés, sans conditions, le droit au retour de Bidegain, Obregon Cano, Firmenich, Solari Irigoyen, et des autres.

Quelle sorte d'élections que celles dont on prétend conditionner la

pour toutes les organisations politiques.

Pacte qui imposerait que soient jugées toutes les canailles qui ont envoyé à la mort des milliers de jeunes aux Malouines.

Pacte qui mènerait en avant le démantèlement de l'appareil répressif.

L'unité de tout le peuple et de tous les partis démocratiques dans un « pacte constituant » permettrait de liquider aujourd'hui la dictature et ses élections antidémocratiques, ouvrant la voie à la véritable démocratie.

Il est possible de vaincre !

La dictature, notre ennemi, est divisée, affaiblie.

Depuis l'échec dans la guerre des Malouines ses dissidences n'ont cessé de s'approfondir. Chaque secteur accuse l'autre pour se sauver. Ils ont tous été complices du même désastre.

De notre côté, la lutte populaire s'est renforcée de jour en jour, de plus en plus unifiée, de plus en plus massive.

Les grèves générales du 6 décembre et du 28 mars, la « Marche de la résistance » pour l'apparition en vie des disparus, les manifestations de



Manifestation de métallos à Buenos Aires.

C'est pour se sauver que la dictature promet des élections et de rendre le gouvernement pour janvier 1984. Pendant ce temps, ils continuent à gouverner ; ils continuent avec les plans du Fonds monétaire international ; ils continuent à nommer leurs fonctionnaires et les nouveaux chefs militaires pour faire pression sur le nouveau gouvernement.

Et cela, personne ne peut le supporter !

La misère et les Falcon vertes (1) restent présentes dans les rues. Les prix et les impôts hypothécaires continueront à étrangler la population.

Les loyers et les expulsions jettent des familles entières à la rue.

Les usines licencient et le chômage s'aggrave.

C'est tout ce qu'on peut attendre d'une année supplémentaire de dictature militaire.

Il parlent maintenant de consulter la volonté populaire. Le peuple a déjà donné sa réponse dans la rue :

tenu à l'impunité des militaires, à l'acceptation de leur « auto-amnistie » ?

La démocratie exige la fin de leur dictature TOUT DE SUITE.

La démocratie exige qu'il n'y ait aucune condition, que la volonté du peuple soit respectée. Comme le crient des milliers dans la rue : « Au poteau, les militaires qui ont vendu la nation ! »

La démocratie exige qu'il n'y ait aucune condition. Que soient abrogés les actes institutionnels interdisant à des dizaines de citoyens de se présenter comme candidats, que les Montoneros et les organisations qui ont été au premier rang de la lutte contre la dictature soient légalisés.

La tenue d'élections libres nécessite la réalisation d'un « pacte constituant » de tous les partis politiques et organisations populaires qui, respectant la volonté populaire, veulent en finir avec la dictature, TOUT DE SUITE.

Pacte qui appuierait les exigences des Mères de la place de Mai.

Pacte qui imposerait la légalité

quartier, le rassemblement de plus de 100 000 personnes le 16 décembre sur la place de Mai démontrent notre terrible force. La force croissante du peuple uni contre la dictature.

La clique militaire est isolée, affaiblie et le dos au mur. Tout le peuple se mobilise contre elle. Il faut lui porter le coup final et en finir avec ce régime assassin.

Le « pacte constituant » de tous les partis et organisations populaires doit dire clairement :

**Non aux élections antidémocratiques !
Imposer la fin immédiate du gouvernement militaire !**

Toute autre attitude serait contraire à la démocratie et à la volonté souveraine du peuple argentin.

Groupe IV^e Internationale (GCI)

(1) Falcon Vertes : voitures utilisées par les services de sécurité et connues comme celles qui servent aux forces armées pour l'enlèvement des personnes.

II. Les partis politiques

PERSONNE n'ose affirmer en toute sûreté en Argentine que des élections auront lieu, quand elles auront lieu et suivant quelles modalités. Officiellement, les élections auront lieu (si l'explosive situation sociale et politique le permet) le 30 octobre 1983, et le nouveau gouvernement entrera en fonctions en janvier 1984, trois mois plus tard !

Durant ces trois mois, outre le fait que se déroulera une négociation entre les élus et la junte, qui pose de fait des conditions à l'accession de ceux-ci au gouvernement, il y aura aussi un processus de nominations, de passations de pouvoir, de départs dans les forces armées, de telle sorte que le nouveau gouvernement se retrouvera avec un corps d'officiers déjà constitué.

71 partis ont d'ores et déjà demandé leur inscription pour participer à la campagne électorale.

D'autre part, il n'y a pas encore de décision sur ce qu'on élira : le pouvoir exécutif, bien sûr, mais peut-être aussi en même temps les autorités et corps délibératifs municipaux, et le pouvoir législatif.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, on ne sait pas encore s'il y aura une augmentation de 50 % des membres du Sénat, qui permettrait que les minuscules partis ouvertement pro-dictatoriaux soient représentés. Enfin, le système électoral est en discussion : ballottage, élections directes ou indirectes (par le biais d'un collège d'électeurs).

Les deux grandes forces : péronisme et radicalisme

En effet, 90 % de ces partis ne sont rien d'autre que des produits des dizaines de scissions qui ont eu lieu durant les 30 dernières années à partir des deux grandes formations politiques : le péronisme et le radicalisme. Dans certains cas, il s'agit de groupuscules, dans d'autres, d'organisations ayant une influence locale, provinciale ou régionale. Celles-ci se présenteront aux élections aux postes de gouverneurs de provinces et mairies et négocieront leur soutien au niveau national avec les forces principales. On compte parmi elles une véritable constellation de mini-partis surgis ou recréés sous l'aile protectrice de la dictature militaire, en particulier la FUFPEO (Force fédérale populaire) : ce courant (que la dictature souhaitait au début employer pour liquider la polarisation entre péronistes et radicaux) n'a plus bien sûr aujourd'hui d'autre possibilité que celle que les lois électorales s'acharneront à lui ôter.

Il reste donc le péronisme et le radicalisme (UCR). Le premier — largement majoritaire — est un courant nationaliste bourgeois né à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, au moment où la bourgeoisie industrielle naissante s'est saisie de l'entrée en crise de l'impérialisme anglais encore dominant en Argentine pour, s'appuyant sur un mouvement de masse anti-impérialiste encadré par un secteur d'officiers (Peron était colonel de l'armée), renégocier les termes d'insertion du pays sur le marché mondial par une résistance limitée à la domination étrangère.

En même temps, le péronisme a favorisé le développement industriel du pays et a attaqué de façon limi-

Le mouvement péroniste Montonéros

Nous reviendrons... en 1983, nous reviendrons !

SANS "la paix, le pain et le travail", dans la fraude et la proscription, il n'y aura pas d'élections, il y aura rébellion.

Nous exigeons le changement de la politique économique, que soit mis fin à la répression et que soit rendu le gouvernement le 12 octobre 1983.

Nous exigeons que la tenue des élections se fasse sans fraudes ni proscriptions. Sans la participation du péronisme Montonero et de ses dirigeants, les élections seront des élections de proscriptions.

Pour atteindre ces objectifs, le péronisme Montonero soutient la grève décidée pour le lundi 28.

Le 30 mars, nous nous mobilisons de nouveau pour exiger le changement immédiat de la politique économique, la fin de la répression et la remise du gouvernement le 12 octobre 1983.

Avec le peuple travailleur, nous resterons mobilisés jusqu'à ce que soient assurés :

- Une augmentation salariale de 30 % d'urgence et le contrôle des prix.
- Plus un seul chômeur, réouverture des sources de travail (Sasetru, réfrigérateurs Swift, ateliers de tissage Olmos, Bernalesa), etc.
- L'immédiate normalisation syndicale, la remise des œuvres sociales et

la revendication du droit légitime qu'ont les organisations syndicales à participer aux décisions politiques.

• Le rapprochement de la tenue des élections sans fraudes ni proscriptions et la remise du gouvernement le 12 octobre 1983.

• L'abrogation de l'Acte institutionnel de l'état de siège et autres lois répressives.

• La libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux, et l'apparition en vie de tous les détenus-disparus.

• Aucune loi « d'auto-amnistie », ni prétendue « protection de la démocratie ».

Mobilisation multisectorielle pour en finir avec la dictature militaire !

Mouvement péroniste Montonero

tée les intérêts de l'impérialisme (anglais), en tentant et réussissant partiellement à enrégimenter le mouvement syndical par une profonde intégration à l'Etat.

Pour les masses ouvrières, y compris pour de vastes secteurs de la jeunesse, le péronisme s'identifie à l'obtention de conquêtes essentielles (primes, vacances, logements à bon marché, salaires, retraites) que tous les gouvernements postérieurs à 1955 (moment où Peron a été renversé par un coup d'Etat) ont tenté de liquider ; le péronisme apparaît surtout aux yeux des masses comme un instrument de combat qui attise la haine et provoque la peur des exploités.

Le radicalisme est né à la fin du XIX^e siècle comme courant bourgeois — urbain et rural — ayant une certaine influence parmi des secteurs du prolétariat, un courant combatif pour la démocratie et la laïcité.

Arrivé au pouvoir au début du siècle, après des années de lutte et de « putschs » plus ou moins violents, amoureux de « l'ordre tranquille » et de « l'équilibre des intérêts », le radicalisme s'est rapidement subordonné aux intérêts des grands capitalistes des campagnes, et, en conséquence, à l'impérialisme anglais. Il est actuellement inexistant dans la classe ouvrière, mais conserve son auréole démocratique et laïque au sein de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

Profonds changements

En 1972, pour la première fois après une longue période d'affrontements, péronisme et radicalisme se sont unis dans un front (la Hora del Pueblo) pour faciliter le retrait en ordre de la dictature militaire en place, mise en déroute par la montée révolutionnaire du mouvement ouvrier commencée en 1968. Cet accord a permis le retour du péronisme et de son leader, Peron lui-même, au pouvoir.

Dix ans plus tard, l'histoire semble se répéter : la junte militaire cherche désespérément à se retirer en bon ordre, couverte par une alliance péronistes-radicaux — la multipartidaire — qui comprend aussi officiellement deux scissions du radicalisme (le Parti intransigeant et le Mouvement d'intégration et de développement) et la

démocratie chrétienne, et officiellement le stalinisme.

Mais rien n'est semblable. A commencer par la dictature qui parvient à peine à sauver les restes d'un corps d'officiers écrasé par ses responsabilités dans la défaite des Malouines, par des scandales aussi spectaculaires que publics, mais surtout par les crimes commis durant ce qu'on a appelé la « guerre anti-subversive ». La tâche de la coalition bourgeoise n'est ni facile ni légère, comme on le voit.

Mais en outre, Peron et Balbin, leaders historiques du péronisme et du radicalisme, sont morts. Sans leur rôle d'arbitres respectifs sur les luttes de fractions, celles-ci s'intensifient de façon explosive.

Enfin, le large compromis des directions avec une dictature haïe et assassinée à un point jusqu'alors inconnu dans un pays qui en a pourtant connu beaucoup, le rôle « modérateur », c'est-à-dire de frein, qu'elles jouent actuellement ne font qu'aiguiser brutalement la crise et les tensions.

Ainsi, pour la première fois depuis 30 ans, le rôle dirigeant du courant balbiniste est remis en question par l'aile « gauche » du parti, dirigée par Alfonsín. Chez les péronistes, pour la première fois depuis leur création, les candidatures seront décidées par des élections internes, et l'éclatement des candidatures traduit l'absence d'une figure reconnue, capable de conte-

nir les luttes internes. La levée de l'interdiction contre la veuve de Peron montre l'intérêt des militaires pour un péronisme relativement uni qui puisse faire barrage à la gauche péroniste.

Le rôle essentiel du stalinisme

Depuis que la suspension de l'activité des partis politiques a été formellement abrogée par la dictature (1), le Parti communiste argentin s'est lancé dans une intense campagne d'affiliations en même temps qu'il se démarquait du régime par des attitudes « combattives » (2). Il faut signaler que sur le terrain des adhésions, le PC a obtenu un succès relativement important et en tout cas sans précédent.

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le PC comptait avec une influence importante parmi la classe ouvrière et il détenait des positions syndicales. Mais cette influence a été liquidée par ses positions ouvertement pro-impérialistes, suivant l'ordre strict du Kremlin de favoriser l'impérialisme « démocratique » des alliés.

Le choc avec les revendications anti-impérialistes des masses montantes a marginalisé le PC comme courant de masse. De cette façon, le PC a contribué de façon décisive au contrôle du mouvement ouvrier et à l'encadrement de ses organisations syndicales par le nationalisme bourgeois, le péronisme, que le PC caractérisait comme un mouvement

« fasciste » dirigé de Berlin par le biais d'un simple agent secret : Peron.

Par sa « combativité » et son agressive campagne d'adhésions, le PCA se met en place pour — d'un côté — capter les éléments qui d'ores et déjà aujourd'hui, et surtout plus tard, vont rompre avec le nationalisme bourgeois en crise, pour les empêcher d'évoluer vers des positions d'indépendance de classe. Le PCA devient surtout l'ange gardien de la gauche péroniste, chargé de veiller et de bloquer toute évolution radicale, surtout en ce qui concerne l'organisation des Montoneros.

Inexistence d'un parti ouvrier de masse

Le contrôle — certes déclinant et en crise — du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière et ses organisations syndicales, le rôle que l'appareil stalinien s'approprie à jouer, le potentiel d'explosion révolutionnaire de la crise qui s'approche en Argentine mettent en relief le problème des problèmes de la classe ouvrière argentine : l'inexistence d'un parti ouvrier indépendant et de masse.

Quelques groupes mineurs (MAS de Moreno, Parti ouvrier) se réclament de la lutte pour la construction d'un tel parti et du programme de la IV^e Internationale (sauf pour le MAS qui se présente publiquement comme « réformiste »). Pour cette raison — crise du péronisme et revendication du courant révolutionnaire qui constitue la IV^e Internationale — ils connaissent un certain développement (mais il s'agit d'organisations numériquement réduites et relativement marginales).

Le combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant en Argentine est à l'ordre du jour. Cela ne veut pas dire que sa création puisse se réaliser par décret, par la fondation d'un groupe « d'alternative » au nationalisme bourgeois, qui puisse se déterminer pour des échéances électorales ou qui va se réaliser d'un jour à l'autre. Or, aussi bien le MAS que PO axent leur combat sur la dénonciation idéologique et tournent le dos au processus en cours dans la jeunesse péroniste.

Mais un parti des travailleurs se créera en liaison avec l'évolution de la crise du péronisme, avec la radicalisation de ses courants les plus combattifs et en particulier de la jeunesse, et dans le combat contre l'obstacle que représente le stalinisme. C'est sur ce terrain que devront intervenir les militants de la IV^e Internationale.



Meeting du PC argentin. L'appui du PC a été capital pour la dictature militaire.

(1) La dictature a suspendu par décret toutes les activités des partis : de fait, les directions et appareils des partis bourgeois ont continué à fonctionner plus ou moins publiquement. On peut en dire de même du stalinisme. Mais toutes les organisations qui se réclamaient de la révolution prolétarienne, de la guérilla ou de la IV^e Internationale ont été « dissoutes » et interdites.

(2) Cela lui est d'autant plus nécessaire que le PC a représenté le soutien public le plus militant sur lequel a compté la dictature tout au long de sa sanglante domination. Le PC a fondé ce soutien sur le caractère « démocratique » d'un courant militaire au pouvoir, en complicité avec les « ailes dures » (!).